

Le parti démocrate américain  
célèbre son unité retrouvée  
derrière MM. Carter et Mondale

LIRE PAGE 3

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,40 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,50 dir. ; Tunisie, 100 m. ; Allemagne, 1 DM ; Belgique, 10 sch. ; Danemark, 12 kr. ; Espagne, 25 pes. ; Grèce, 200 dr. ; Italie, 100 L. ; Japon, 100 ¥ ; Liban, 125 p. ; Luxembourg, 12 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas, 1 fl. ; Portugal, 120 esc. ; Suède, 2,25 kr. ; Suisse, 1 fr. S.A. ; Thaïlande, 10 b. ; Turquie, 10 L. ; Venezuela, 10 c. ; Yémen, 10 r. ; Zaire, 100 K. ; Zimbabwe, 100 Z.

Tarif des abonnements page 13

5, RUE DES ÉCRIVAINS  
75002 PARIS - CEDEX 20  
C.C.P. 6207-25 Paris  
Tél. Paris 01 68 58 76  
Tél. 246-72-23

## BULLETIN DE L'ÉTRANGER

## Les Jeux de Montréal et la politique

Après avoir été menacés par des conflits sociaux liés à la construction du stade et à la réhabilitation télévisée des épreuves, les Jeux olympiques de Montréal ont connu de nouveaux problèmes politiques à la veille de leur inauguration, le 17 juillet, par la reine Elizabeth d'Angleterre. La présence même de la souveraine est contestée par les nationalistes québécois, qui jugent aberrante, pour une reine d'Angleterre, la participation à la cérémonie d'ouverture d'un événement qui se déroule dans une province séparatiste.

Mais le conflit le plus aigu a surgi sur la participation des athlètes de Taiwan, et le président du Comité international olympique, Lord Killanin, s'est vu, sur ce point, contraint de lâcher la bride dans des conditions qui ne lui sont pas favorables. Si l'on s'en tient à la charte olympique, il aurait dû rappeler au gouvernement canadien que Taiwan est inséré sur ses listes sous le nom de République de Chine, et qu'il n'y peut rien changer. Or, c'est Ottawa qui obtient gain de cause en refusant que Taiwan puisse représenter autre chose que Taiwan.

Les officiels de l'Union africaine, ne se contentant pas de leur rôle de fonctionnaires des principes, mais du rapport des forces. Il est clair que l'Union africaine ne pesait pas d'un poids suffisant pour que l'on s'occupe de sa situation. Il n'y a pas de doute avec la Nouvelle-Zélande, contre laquelle les pays africains lancent une offensive pour la punir de « passer à la vitesse supérieure » avec l'Afrique du Sud. Déjà deux pays, la Tanzanie et l'Etiopie, se sont retirés de la compétition. Les recommandations du dernier « sommet » de l'Organisation de l'unité africaine, celle-ci avait en effet demandé ses membres de prendre des mesures si la Nouvelle-Zélande participait aux Jeux.

A Montréal, il y a quatre ans, la situation africaine avait contraint le C.I.O. à exclure la Rhodésie en raison de sa politique de discrimination raciale. Tout est donc possible, bien qu'il soit plus facile d'en prendre à la Rhodésie qu'à la Nouvelle-Zélande. Les gouvernements de la Nouvelle-Zélande ont déjà quelque peu malmenés dans les instances internationales — l'ONU — qu'un pays du Commonwealth, dont l'absence aux Jeux marquerait une vaine importance. Les dirigeants africains le savent bien.

Rien de tout cela n'est bien nouveau sous le soleil olympique. On peut même affirmer qu'il en a toujours été ainsi. En prétendant avoir un propre géographe, le C.I.O. s'est exposé de tout temps à des conflits politiques. Ce fut le cas, avant la première guerre mondiale, avec la Finlande et la Bohême, voire avec la Hongrie, que Pierre de Coubertin, lors président du Comité international olympique, comptait à part de la Russie et de l'Empire des Habsbourg. Et plus encore après la seconde guerre mondiale, quand il est agi de réintégrer les pays vaincus. Usant de ruse ou de diplomatie, le C.I.O. s'en est toujours tiré, et les Jeux n'ont été rarement affectés que par les guerres.

Le climat actuel fait redouter qu'il n'en soit pas toujours de même et que l'on assiste, à terme, à un éclatement du mouvement olympique. Organisateur des Jeux de 1980, la ville de Moscou s'en est avisée la première. M. Vladimir, membre du comité organisateur, a affirmé, le 11 juillet, que l'Union soviétique respecterait ses engagements et les règlements olympiques. « Tous les pays, dit-il, ont bien tous les pays, et il insiste, reconnus par le C.I.O., seront invités en 1980. » En fait, il y a quatre ans, avait pas tenu un langage bien différent.

Lire nos informations page 16.

## L'accord franco-soviétique sur les « accidents » nucléaires est signé à Moscou en présence de M. Brejnev

De notre envoyé spécial

Moscou. — M. Sauvagnargues, ministre des affaires étrangères, arrivé jeudi soir 15 juillet à Moscou, devait signer ce vendredi l'accord franco-soviétique sur « la prévention du déclenchement accidentel et non autorisé des armes nucléaires ». M. Brejnev devait assister à la cérémonie.

Bien que le ministre soviétique ne l'ait pas précisé, chacun pense ici que M. Brejnev aura un entretien avec le ministre français des affaires étrangères. Trois heures de conversation sur les questions internationales sont en tout cas prévues entre M. Sauvagnargues et M. Gromyko qui recevra ensuite le ministre français à déjeuner. M. Sauvagnargues repartira dans l'après-midi pour Paris.

Le comportement des Soviétiques à l'égard de cet accord reste énigmatique. Jusqu'à ce vendredi, la presse de Moscou, qui a multiplié ces derniers temps les critiques contre la politique française, n'en a pas soufflé mot. La France se contente d'annoncer en quelques lignes l'arrivée du ministre français sans préciser ce qu'il vient faire. Cependant, de multiples signes, grands et petits, indiquent que les dirigeants soviétiques attachent à cette affaire une certaine importance : l'invitation de M. Gromyko à son collègue français à venir à Moscou pour ce qui n'est en technique diplomatique qu'un échange de lettres, la présence de M. Brejnev à la signature, le fait qu'elle ait lieu au Kremlin, enfin, petit détail — mais rien chez les Soviétiques n'est fait sans intention — le choix du papier. Les lettres ne seront pas rédigées sur le papier habituel pour ce genre d'exercice à en-tête du ministre, mais sur des feuilles dites « filées », c'est-à-dire avec un encre cadencé comme il est d'usage d'en employer pour les actes les plus solennels.

Cet appareil peut avoir plusieurs explications, d'ailleurs complémentaires : les Soviétiques veulent montrer que, malgré l'inquiétude que leur inspirent certaines tentatives de la politique française, quotidiennement marquées par les journaux, ils restent très bien disposés vis-à-vis de la France. Il ne tiendrait donc qu'au gouvernement français que les relations entre Paris et Moscou s'améliorent et se développent.

## Un début

## AU JOUR LE JOUR

## GASPILLAGE

L'arrivée d'André Amalric en Occident confirme une fois encore que l'ancien régime soviétique est un grand exportateur de cervelle.

Sans doute les dirigeants du Kremlin savent-ils ce qu'ils font en préférant l'exportation à la consommation intérieure. D'ailleurs, le phénomène n'est pas nouveau : le caulier d'U.R.S.S. est lui aussi réexporté aux étrangers. D'après ce que l'on sait, il y a encore de nombreux stocks de caulier dissimulés dans les usines frigorifiques et autres frigos d'Etat. Mais, à la différence du caulier naturel, il n'est pas le caulier intellectuel se conserve très mal malgré les adhésions de neurologues et les traitements spéciaux.

C'est pourquoi, faute de mieux, l'exportation des cervelles est encore le seul moyen d'éviter de donner du caulier aux cochons.

BERNARD CHAPUIS.

## Liberté. libertés

Reflexions du comité  
pour une charte des libertés  
animé par  
Robert Badinter

Préface de  
François Mitterrand

GALLIMARD

## Le « tour de table » sur les élections européennes a pris de court les ministres

Inquiétude à l'U.D.R.

Le conseil des ministres du jeudi 15 juillet a manifesté une inquiétude à l'égard de l'accord intervenu au conseil européen de Bruxelles des 12 et 13 juillet sur « les modalités de l'élection au suffrage universel, en 1978, de l'Assemblée parlementaire européenne ». Tels sont les termes du communiqué publié à l'issue de la réunion de l'Elysée qui précise que le président de la République a procédé, à cette occasion, à un « tour de table ».

Cette méthode, qui consiste pour le chef de l'Etat à interroger un à un tous les membres du gouvernement présents autour de la table du conseil, a été inaugurée par le général de Gaulle. Elle a été assez peu utilisée par M. Giscard d'Estaing, qui n'y a eu recours, semble-t-il, qu'à l'occasion de la discussion de la réforme libérale de l'avortement. Jeudi, le chef de l'Etat a successivement interrogé tous les ministres — mais non les quelques secrétaires d'Etat qui assistaient au conseil pour des affaires particulières — pour leur demander de dire leurs sentiments sur l'accord de Bruxelles, en indiquant que ce document devrait être « soumis à l'approbation du Parlement ». Cette procédure a pris de court les membres du gouvernement — et même le premier ministre, — qui n'en avaient pas été prévus, et leurs réponses, toutes positives, ont été très brèves. Aucun débat n'a donc eu lieu, même si chacun s'est efforcé d'imprimer une réponse différenciée formulée de celle de son voisin.

ANDRÉ PASSERON.

(Lire la suite page 6.)

## Le franc continue de baisser malgré l'amélioration des échanges extérieurs

Le chômage ne faiblit pas

En dépit de la déclaration de M. Fourcade, jeudi 15 juillet, selon laquelle il n'y aura pas de dévaluation du franc, le flottement de celui-ci étant parfaitement « contrôlé » par les pouvoirs publics et son cours ne pouvant varier « très sensiblement », la situation de la monnaie française a continué à se détériorer vendredi matin. Par rapport au dollar, le franc a perdu six centimes (4,845 francs pour un dollar, au lieu de 4,785 francs jeudi) ; le deutschemark a également monté, passant de 1,865 à 1,88 franc. (Lire page 22.)

Les derniers indices connus sur l'activité française pendant les deux derniers jours n'ont, il est vrai, pas tous été favorables. Si le commerce extérieur tend à s'équilibrer, les prix des matières premières importées continuent à progresser rapidement, tandis que le chômage ne faiblit pas, la production industrielle augmentant moins vite que ne l'espèrent les pouvoirs publics. (Lire page 19.)

Le gouvernement a rendu public, vendredi, le rapport qu'il avait chargé M. Wisner, professeur aux Arts et Métiers, de rédiger, sur le travail « posté », ses conséquences, les remèdes à apporter. On lira, page 20, l'analyse de ce document, que M. Durafour commente en répondant à nos questions.

## Il faut chercher à réduire le nombre des travailleurs de nuit et améliorer les conditions du travail « posté »

déclare au « Monde » M. Durafour

« Le rapport Wisner contient une critique sévère du travail posté, affirmant que « la voie adoptée jusqu'à présent est profondément immorale ». Parlez-vous le point de vue du rapporteur ?

— L'objet du rapport est d'analyser le travail posté en continu et en semi-continu. Il présente un certain nombre d'appréciations critiques. Celles-ci tiennent en compte la double circonstance que les repos hebdomadaires se trouvent accordés dans des conditions qui ne sont pas celles du reste de la population, et surtout

que, suivant des cycles qui d'ailleurs peuvent changer, le salarié travaille la nuit.

Il résulte du rapport que l'adaptation des rythmes biologiques aux horaires de travail posté — surtout s'il comporte un travail de nuit — est difficile, variable suivant les individus, et surtout qu'elle décroît avec l'âge. Les fonctions vitales se trouvent affectées, parce qu'il y a une différence de qualité entre le sommeil de jour, la récupération de la fatigue nerveuse étant meilleure durant le sommeil de nuit. De plus, le travail de nuit nécessite, pour un même rendement, une plus grande dépense physiologique et surtout nerveuse.

Enfin, le travailleur qui se trouve dans cette situation a une vie complètement décalée par rapport à celle de sa famille et du reste de la société. Il éprouve, dans ces conditions, des difficultés à y participer normalement et complètement. C'est en raison de ces inconvénients que la loi interdit aux femmes et aux jeunes le travail de nuit.

(Lire la suite page 20.)

## En Italie

LE NOUVEAU DIRIGEANT  
DU PARTI SOCIALISTE  
EST PARTISAN  
DU RAPPROCHEMENT  
AVEC LA D.C.  
LIRE PAGE 22

## Il y a quarante ans, la guerre d'Espagne

## I. — No pasaran...

par PHILIPPE BOURDREL (\*)

En France, la nouvelle a commencé à se propager dans la journée du 17 juillet. Paris-Midi lui consacra une édition spéciale et annonça que des événements graves sont en cours de l'autre côté des Pyrénées. Nerveuse, la police espagnole multiplie les contrôles à la frontière, apprend-on de Hendaye. Dans la soirée du 18 et la matinée du 19, les événements se précipitent : la garnison de Melilla, au Maroc espagnol, s'est soulevée ; les militaires insurgés contrôlent toute la région. Nulle part plus que dans notre pays, où les journaux du mois précédent, en juin

1936, ont été marqués par des grèves spectaculaires et les occupations d'usine, où les passions politiques sont toujours à l'avant-garde de cette insurrection n'est ressentie avec plus d'intensité. Mais personne ne se doute ni ne croit que, d'un soulèvement de militaires espagnols dans les garnisons militaires, surgira la guerre civile.

L'Espagne, c'est un fait, ne le croit pas non plus. De nombreux Madridiens ont quitté pour leurs vacances, la capitale accablée de chaleur. Malgré les heures agitées des mois précédents, et les signes d'où l'on pouvait tirer de graves conclusions pour l'avenir, on se refuse à voir dans le geste des rebelles autre chose qu'un de ces pronouciements qui ont palonné l'histoire de l'Espagne du dix-neuvième siècle.

C'est dans la soirée du 17 que Casares Quiroga, républicain modéré et président du conseil, a été averti de la rébellion. Sur son ordre, trois destroyers quittent Carthagène pour les côtes chérifiennes. Les généraux Franco, Queipo de Llano, Cabanellas et Gonzalez de Lara sont destinés par décret. Les vacances d'un certain nombre de fonctionnaires sont annulées ; d'autres sont rappelés.

Mardi 18 juillet, dans l'après-midi, Casares Quiroga et ses ministres, bientôt rejoints par le président de la République Azana, siègent sans se départir ; à mesure que l'heure avance, des nouvelles de plus en plus inquiétantes se succèdent : plusieurs garnisons de province ont suivi l'exemple du Maroc, sans qu'il soit possible de mesurer leurs chances de réussite. Le gouvernement publie par radio des communiqués rassurants, mais déjà la foule madrilène déferle

dans les rues, l'agitation est grande aux alentours de la Plaza Mayor, spontanément, ou sur le conseil des partis de gauche et des syndicats, des dizaines de milliers d'hommes et de femmes orientent des slogans, comptent les « fascistes », demandent des armes pour défendre la République.

Le parti communiste, la Confédération nationale du travail (C.N.T.), anarchiste et l'Union générale des travailleurs (U.G.T., socialiste), qui mettent leurs troupes sur pied de guerre, demandent effectivement au gouvernement d'armer les masses pour faire pièce au mouvement militaire ; mais Casares Quiroga refuse :

« Ce n'est pas nécessaire, et ce serait dangereux », dit-il à ses interlocuteurs.

(Lire la suite page 2.)

## L'HISTOIRE DES CROYANCES DE MIRCEA ELIADE

## Une « légende des siècles »

Après un quart de siècle, voici que se découvre le second bras de l'étrémité, où Mircea Eliade, professeur philosophe, écrivain, poète, enveloppe fidèlement, passionnément les faits religieux.

En 1949, sous un titre impropre, imposé par l'éditeur, c'est une « morphologie du sacré » qui avait été dessinée ; aujourd'hui, sous un titre juste, paraît la première des trois parties de l'« histoire des religions », qui met en œuvre cette morphologie.

En d'autres termes, le livre de 1949 avait étudié ce qu'on pourrait appeler les éléments symboliques de la pensée religieuse, fournis à l'homme par son expérience séculaire et ses successives inventions : dans la plupart des religions, au niveau des mythes ou des rites, le Ciel opposé à la Terre, la Terre comme mère, le Soleil et la Lune, l'Eau, les Pierres, le foisonnement des Animaux et des Plantes sont comme des noyaux, exprimés autour desquels

gravitent d'innombrables représentations, souples, mais avec des constantes remarquables, — comme aussi les merveilles du feu sauvage ou domestique, les techniques périodiques de l'agriculture, l'habitat sédentaire produisant un « centre » qui devient aisément (palais, sanctuaire ou ville) le centre du monde. Tel est le répertoire d'idées et d'images qui a partout servi aux visionnaires, aux prophètes, aux théologiens.

Servi pour quoi ? Pour formuler soit des réponses aux quelques grandes énigmes de situation qui hantent l'homme cogitant, soit des règles contre les pulsions de l'homme néocon, futurs, qu'on ne peut pas, rapugnants, c'est-à-dire les pulsions de mort, de jouissance, de recherche, de domination et de refus.

GEORGES DUMÉZIL.

(Lire la suite page 15.)

## Le Monde

publiera demain un  
supplément spécial sur  
LE CAMEROUN



## DIPLOMATIE

### L'accord sur les « accidents » nucléaires est signé à Moscou

(Suite de la première page.)  
L'accord semblait que l'Union soviétique a signé en 1971 avec les Américains n'a-t-il pas conduit en 1973 à la conclusion d'un accord soviéto-américain d'une portée beaucoup plus vaste sur la prévention de la guerre nucléaire ? Pourquoi n'en trait-il pas de même avec la France ?

**Une initiative de M. Giscard d'Estaing**  
L'idée même de discuter des problèmes nucléaires avec l'U.R.S.S. a été lancée par

M. Giscard d'Estaing, au cours de son entretien avec M. Brejnev à Rambouillet, en 1974. Jus- qu'alors, le sujet était « tabou » dans les conversations franco-soviétiques. Lors de la visite du président de la République à Moscou en octobre dernier, le secrétaire général du P.C.U.S. se serait montré disposé à aller dans ce domaine aussi loin que la France le souhaitait. Pour l'essen- tiel, le texte signé ce vendredi a été mis au point lors de la visite de M. Gromyko à Paris, les 27 et 28 avril. L'accord se pré- sente sous la forme de deux lettres, l'une française et l'une

soviétique, rédigées dans les mêmes termes. Chacune souligne d'abord l'importance que les deux pays attachent à la prévention du « déclenchement accidentel et non autorisé » d'armes nucléaires, ainsi que « la responsabilité por- tée par les gouvernements pour empêcher que l'usage de ces armes ne soit l'œuvre de la France et de l'Union soviétique en tant que puissances nucléaires. Cinq dispositions sont ensuite énumérées :

- 1) Les deux parties s'engagent à améliorer les mesures tech- niques prises pour prévenir le « déclenchement accidentel et non autorisé » des armes nucléaires.
- 2) Elles s'engagent à se prévenir immédiatement l'une et l'autre de tout événement accidentel ou inexpliqué pouvant comporter « l'usage de ces armes nucléaires » de leurs armes nucléaires.
- 3) En cas d'incident nucléaire « non expliqué », chaque partie évitera « autant que possible » que ses actes puissent être « mal interprétés » par l'autre partie. Elle peut informer l'autre partie ou lui demander des informations.
- 4) Si une « clarification rapide » est nécessaire, la ligne de commu- nication directe entre l'Elysée et le Kremlin sera utilisée « en pri- vité ».
- 5) Les deux parties examineront les moyens d'améliorer les com- munications directes entre Paris et Moscou. Bien que ce ne soit pas précisé dans le texte, il est envisagé d'utiliser, outre le fil téléphonique, un « téléphone rouge », un satellite.

MAURICE DELARUE.

### La détente constitue un « somnifère » pour les dirigeants soviétiques

estime l'historien André Amalrik

Amsterdam (A.F.P.). — Après son arrivée à Amsterdam, jeudi 15 juillet (le Monde du 16 juil- let), l'historien soviétique dis- sent André Amalrik s'est entre- tenu avec les journalistes. Il a évoqué avec beaucoup de chaleur l'œuvre et la personnalité de Sol- jénitsyne. « J'ai un énorme res- pect pour cet écrivain, l'un des meilleurs actuellement. Son œuvre restera sans aucun doute dans l'histoire de la littérature et de la culture russe », a-t-il dit, après avoir souligné que lui-même se sentait, en tant qu'écrivain, « pro- fondément russe et proche des tendances nationales représentées par des écrivains tels que Sol- jénitsyne ».

S'il ne partage pas toutes les idées politiques de l'auteur de l'Archipel du Goulag, Amalrik s'est déclaré proche des critiques de Soljénitsyne à l'égard de l'Occi- dent. L'un de ses objectifs, en poursuivant son œuvre, sera, a-t-il dit, de favoriser la compré- hension des pays occidentaux de la situation politique réelle de l'U.R.S.S. L'historien estime en effet que la politique occidentale à l'égard de l'U.R.S.S. « apporte de l'eau au moulin du régime soviétique » qui cherche à main- tenir des relations stables avec les « pays libres » afin d'éviter une éventuelle crise à l'intérieur de l'U.R.S.S.

Selon M. Amalrik, l'U.R.S.S. traverse en effet « une étape de transition » malgré l'apparente stabilité du régime. Pour lui, deux tendances s'opposent s'exercent dans toutes les couches de la société et au sein même de l'appa-

reil dirigeant : une tendance à la démocratisation, type soviéto- slovaque d'avant 1988 et une ten- dence au nationalisme russe « qui pourrait devenir l'idéologie offi- cielle de l'Etat ».

Les dirigeants soviétiques, estime M. Amalrik, ont conscience de l'existence de cet antagonisme qui ne peut apparaître au grand jour que dans des conditions de crise, et c'est pourquoi, selon lui, les leaders du régime s'attachent à maintenir l'équilibre nécessaire qui seul peut éviter cette crise. « La politique des pays occiden- taux, la politique de détente, vient en aide à nos dirigeants dans cette affaire », a-t-il indiqué. A ses yeux, la détente constitue, pour les dirigeants du Kremlin, un « somnifère ». Mais le som- meil, pourtant, ne peut effacer les problèmes qui resurgissent dès qu'on se réveille », a-t-il conclu.

M. Amalrik a aussi parlé de la police secrète. « La police secrète soviétique (K.G.B.), a-t-il dit, a recours de plus en plus souvent à des méthodes de gangsters à l'égard des contestataires ». L'his- torien a souligné devant les jour- nalistes que le put du K.G.B. par ces méthodes « est sur le point de faire peur à tous ceux qui pourraient éventuellement avoir une activité dissidente ». Amalrik cité comme exemple « l'assassinat de Constantin Bogatchev, traduc- teur connu de poètes allemands, qui est mort il y a quelques semaines à Moscou des suites d'une blessure à la tête qu'il aurait reçue en entrant dans son immeuble ».

### Douze pays se préoccupent de l'exploitation de l'Antarctique

Les douze pays (Afrique du Sud, Argentine, Australie, Belgique, Chili, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Japon, Norvège, Nouvelle- Zélande et U.R.S.S.) qui, en 1959, ont signé à Washington le traité de l'Antarctique, se sont réunis à Paris, du 28 juin au 10 juillet. Le but de ces deux semaines de discussions ? Préparer la neuvième réunion consultative du traité qui doit se tenir à Londres en 1977 et où devrait être étudié le pro- blème de la prospection et de l'exploitation des ressources de la région de l'Antarctique, de la « Grand Sud ». Les deux der- nières réunions consultatives du traité (Wellington en 1972 et Oslo en 1975) ont commencé à aborder ce problème.

Depuis qu'il est entré en vigueur en 1961 le traité de l'Antarctique peut être cité comme un exemple — unique en son genre — de coo- pérations internationales pacifi- ques. Le continent antarctique, qui s'étend sur 14 millions de kilomètres carrés, est entouré du 60° parallèle sud (au sud, en effet, à la science et à la paix. Cette vaste zone est délimitée par « des dé- clarations » : la recherche scientifique s'y poursuit dans la meilleure con- dition ; la faune et la flore y sont strictement protégées ; les ren- ditions territoriales de l'Argentine, de l'Australie, du Chili, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Nor- vège et de la Nouvelle-Zélande sont

« gelées » sans être ni reconnues ni déniées ; et chacun peut installer une base où il veut (on devrait également dire où il peut) sur ces terres parti- culièrement inhospitalières.

Mais le traité de l'Antarctique ne comporte aucune clause sur l'explo- itation de l'Antarctique, les res- sources des mers et des terres situées au sud du 60° parallèle sud. On savait, certes, que l'océan Antarctique est l'un des plus riches en matière vivante. Toutefois, cet océan est très éloigné des grandes zones de consommation des produits de la mer et les conditions y sont particulièrement dures : son exploi- tation n'a donc jamais sérieusement été envisagée jusqu'à ces dernières années.

Il y a aussi les ressources miné- rales. Le continent antarctique étant presque entièrement recouvert d'une épaisse calotte de glace, l'explo- itation de ressources minières ter- restres est admise que l'on puisse prouver leur existence — n'est pas envisageable en l'état actuel des techniques. Pour l'offshore, les dif- ficultés sont énormes : icebergs d'eau douce parfois monstrueux, baïsses d'eau de mer dérivant vers le fort étendu l'hiver, vents très violents. Mais des indices d'hydrocarbures ont été trouvés et il existe, sous l'océan Antarctique, des bassins sédimen- taires assez importants pour être alléchants, même si l'exploitation de ces hydrocarbures, très chère, ne peut être envisagée dans un proche avenir.

Les signataires sont, dans leur ensemble, d'accord pour préserver la spécificité d'un traité qui a prouvé son efficacité et pour conserver l'en- tière responsabilité de la zone située au sud du 60° parallèle sud sans que vienne les « coiffer » une autorité internationale issue des Nations unies ou de l'une des agences spé- cialisées de l'O.N.U.

Les palabres interminables de la conférence des Nations unies sur le droit de la mer ne peuvent qu'inociter le vide juridique de leur traité. Cela devrait être fait rapidement et l'on veut préserver le milieu antarctique des risques de dommages que le- rait courir à celui-ci des prospec- tions ou des exploitations inconsidé- rées. Les douze délégations qui se sont réunies à Paris vont donc recom- mander à leurs gouvernements respectifs que des experts de la préservation du milieu marin antarc- tique participent, en 1977, à la neu- vième réunion consultative de Lon- dres.

YVONNE REBEYROL.

Le premier ministre turc, M. Süleyman Demirel, a annoncé qu'un navire de recherche sismique, Mta-Sismik-1, va procéder à des prospections pétrolières en mer Egée avant la fin du mois. Il a ajouté qu'il y aura des « représailles » si la Grèce s'op- pose à cette mission.

M. Demirel a déclaré que son gouvernement avait décidé d'adop- ter les suggestions pétrolières en mer Egée avant la fin du mois. Cette vaste zone est délimitée par « des dé- clarations » : la recherche scientifique s'y poursuit dans la meilleure con- dition ; la faune et la flore y sont strictement protégées ; les ren- ditions territoriales de l'Argentine, de l'Australie, du Chili, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Nor- vège et de la Nouvelle-Zélande sont

## EUROPE

### Il y a quarante ans, la guerre d'Espagne

(Suite de la première page.)  
Au soir de ce 18 juillet 1936, au moment où l'Espagne s'engage dans la guerre civile, une voix de femme se porte par les ondes, un cri de colère et d'exaltation retentit au cœur de la nuit qui — lourde de chaleur et d'inquié- tude — tombe sur la ville : « No pasaran ! » (« Ils ne passeront pas ! ») : la Pastora, Dolores Ibarruri, réconforte le peuple et lance un défi aux légions d'Afrique.

L'après-midi du 19 juillet se lève, Casares Quiroga vient de démis- sionner. Pendant toute la nuit, les militants de gauche et des syndicats sont relays pour garder les locaux de leurs mou- vements, surveiller les allées et venues de personnalités suspectes de sympathies à l'égard de la rébellion et les membres d'organisations de gauche postés près de la caserne de la Montaña indiquent des va-et-vient inces- sants. Ces indications prélimi- naires ne sont pas trompeuses : le général Fanjul a, en effet, regroupé un régiment d'infanterie et des forces diverses « natio- nalistes » membres d'organisations de droite, — qui, sous son commandement, doivent consti- tuer à Madrid le noyau d'action principal. La grève générale est déclenchée. Les milices républi- caines ne sont pas trompées : le général Fanjul a, en effet, regroupé un régiment d'infanterie et des forces diverses « natio- nalistes » membres d'organisations de droite, — qui, sous son commandement, doivent consti- tuer à Madrid le noyau d'action principal. La grève générale est déclenchée. Les milices républi- caines ne sont pas trompées : le général Fanjul a, en effet, regroupé un régiment d'infanterie et des forces diverses « natio- nalistes » membres d'organisations de droite, — qui, sous son commandement, doivent consti- tuer à Madrid le noyau d'action principal. La grève générale est déclenchée. Les milices républi- caines ne sont pas trompées : le général Fanjul a, en effet, regroupé un régiment d'infanterie et des forces diverses « natio- nalistes » membres d'organisations de droite, — qui, sous son commandement, doivent consti- tuer à Madrid le noyau d'action principal. La grève générale est déclenchée. Les milices républi- caines ne sont pas trompées : le général Fanjul a, en effet, regroupé un régiment d'infanterie et des forces diverses « natio- nalistes » membres d'organisations de droite, — qui, sous son commandement, doivent consti- tuer à Madrid le noyau d'action principal. La grève générale est déclenchée. Les milices républi- caines ne sont pas trompées : le général Fanjul a, en effet, regroupé un régiment d'infanterie et des forces diverses « natio- nalistes » membres d'organisations de droite, — qui, sous son commandement, doivent consti- tuer à Madrid le noyau d'action principal. La grève générale est déclenchée. Les milices républi- caines ne sont pas trompées : le général Fanjul a, en effet, regroupé un régiment d'infanterie et des forces diverses « natio- nalistes » membres d'organisations de droite, — qui, sous son commandement, doivent consti- tuer à Madrid le noyau d'action principal. La grève générale est déclenchée. Les milices républi- caines ne sont pas trompées : le général Fanjul a, en effet, regroupé un régiment d'infanterie et des forces diverses « natio- nalistes » membres d'organisations de droite, — qui, sous son commandement, doivent consti- tuer à Madrid le noyau d'action principal. La grève générale est déclenchée. Les milices républi- caines ne sont pas trompées : le général Fanjul a, en effet, regroupé un régiment d'infanterie et des forces diverses « natio- nalistes » membres d'organisations de droite, — qui, sous son commandement, doivent consti- tuer à Madrid le noyau d'action principal. La grève générale est déclenchée. Les milices républi- caines ne sont pas trompées : le général Fanjul a, en effet, regroupé un régiment d'infanterie et des forces diverses « natio- nalistes » membres d'organisations de droite, — qui, sous son commandement, doivent consti- tuer à Madrid le noyau d'action principal. La grève générale est déclenchée. Les milices républi- caines ne sont pas trompées : le général Fanjul a, en effet, regroupé un régiment d'infanterie et des forces diverses « natio- nalistes » membres d'organisations de droite, — qui, sous son commandement, doivent consti- tuer à Madrid le noyau d'action principal. La grève générale est déclenchée. Les milices républi- caines ne sont pas trompées : le général Fanjul a, en effet, regroupé un régiment d'infanterie et des forces diverses « natio- nalistes » membres d'organisations de droite, — qui, sous son commandement, doivent consti- tuer à Madrid le noyau d'action principal. La grève générale est déclenchée. Les milices républi- caines ne sont pas trompées : le général Fanjul a, en effet, regroupé un régiment d'infanterie et des forces diverses « natio- nalistes » membres d'organisations de droite, — qui, sous son commandement, doivent consti- tuer à Madrid le noyau d'action principal. La grève générale est déclenchée. Les milices républi- caines ne sont pas trompées : le général Fanjul a, en effet, regroupé un régiment d'infanterie et des forces diverses « natio- nalistes » membres d'organisations de droite, — qui, sous son commandement, doivent consti- tuer à Madrid le noyau d'action principal. La grève générale est déclenchée. Les milices républi- caines ne sont pas trompées : le général Fanjul a, en effet, regroupé un régiment d'infanterie et des forces diverses « natio- nalistes » membres d'organisations de droite, — qui, sous son commandement, doivent consti- tuer à Madrid le noyau d'action principal. La grève générale est déclenchée. Les milices républi- caines ne sont pas trompées : le général Fanjul a, en effet, regroupé un régiment d'infanterie et des forces diverses « natio- nalistes » membres d'organisations de droite, — qui, sous son commandement, doivent consti- tuer à Madrid le noyau d'action principal. La grève générale est déclenchée. Les milices républi- caines ne sont pas trompées : le général Fanjul a, en effet, regroupé un régiment d'infanterie et des forces diverses « natio- nalistes » membres d'organisations de droite, — qui, sous son commandement, doivent consti- tuer à Madrid le noyau d'action principal. La grève générale est déclenchée. Les milices républi- caines ne sont pas trompées : le général Fanjul a, en effet, regroupé un régiment d'infanterie et des forces diverses « natio- nalistes » membres d'organisations de droite, — qui, sous son commandement, doivent consti- tuer à Madrid le noyau d'action principal. La grève générale est déclenchée. Les milices républi- caines ne sont pas trompées : le général Fanjul a, en effet, regroupé un régiment d'infanterie et des forces diverses « natio- nalistes » membres d'organisations de droite, — qui, sous son commandement, doivent consti- tuer à Madrid le noyau d'action principal. La grève générale est déclenchée. Les milices républi- caines ne sont pas trompées : le général Fanjul a, en effet, regroupé un régiment d'infanterie et des forces diverses « natio- nalistes » membres d'organisations de droite, — qui, sous son commandement, doivent consti- tuer à Madrid le noyau d'action principal. La grève générale est déclenchée. Les milices républi- caines ne sont pas trompées : le général Fanjul a, en effet, regroupé un régiment d'infanterie et des forces diverses « natio- nalistes » membres d'organisations de droite, — qui, sous son commandement, doivent consti- tuer à Madrid le noyau d'action principal. La grève générale est déclenchée. Les milices républi- caines ne sont pas trompées : le général Fanjul a, en effet, regroupé un régiment d'infanterie et des forces diverses « natio- nalistes » membres d'organisations de droite, — qui, sous son commandement, doivent consti- tuer à Madrid le noyau d'action principal. La grève générale est déclenchée. Les milices républi- caines ne sont pas trompées : le général Fanjul a, en effet, regroupé un régiment d'infanterie et des forces diverses « natio- nalistes » membres d'organisations de droite, — qui, sous son commandement, doivent consti- tuer à Madrid le noyau d'action principal. La grève générale est déclenchée. Les milices républi- caines ne sont pas trompées : le général Fanjul a, en effet, regroupé un régiment d'infanterie et des forces diverses « natio- nalistes » membres d'organisations de droite, — qui, sous son commandement, doivent consti- tuer à Madrid le noyau d'action principal. La grève générale est déclenchée. Les milices républi- caines ne sont pas trompées : le général Fanjul a, en effet, regroupé un régiment d'infanterie et des forces diverses « natio- nalistes » membres d'organisations de droite, — qui, sous son commandement, doivent consti- tuer à Madrid le noyau d'action principal. La grève générale est déclenchée. Les milices républi- caines ne sont pas trompées : le général Fanjul a, en effet, regroupé un régiment d'infanterie et des forces diverses « natio- nalistes » membres d'organisations de droite, — qui, sous son commandement, doivent consti- tuer à Madrid le noyau d'action principal. La grève générale est déclenchée. Les milices républi- caines ne sont pas trompées : le général Fanjul a, en effet, regroupé un régiment d'infanterie et des forces diverses « natio- nalistes » membres d'organisations de droite, — qui, sous son commandement, doivent consti- tuer à Madrid le noyau d'action principal. La grève générale est déclenchée. Les milices républi- caines ne sont pas trompées : le général Fanjul a, en effet, regroupé un régiment d'infanterie et des forces diverses « natio- nalistes » membres d'organisations de droite, — qui, sous son commandement, doivent consti- tuer à Madrid le noyau d'action principal. La grève générale est déclenchée. Les milices républi- caines ne sont pas trompées : le général Fanjul a, en effet, regroupé un régiment d'infanterie et des forces diverses « natio- nalistes » membres d'organisations de droite, — qui, sous son commandement, doivent consti- tuer à Madrid le noyau d'action principal. La grève générale est déclenchée. Les milices républi- caines ne sont pas trompées : le général Fanjul a, en effet, regroupé un régiment d'infanterie et des forces diverses « natio- nalistes » membres d'organisations de droite, — qui, sous son commandement, doivent consti- tuer à Madrid le noyau d'action principal. La grève générale est déclenchée. Les milices républi- caines ne sont pas trompées : le général Fanjul a, en effet, regroupé un régiment d'infanterie et des forces diverses « natio- nalistes » membres d'organisations de droite, — qui, sous son commandement, doivent consti- tuer à Madrid le noyau d'action principal. La grève générale est déclenchée. Les milices républi- caines ne sont pas trompées : le général Fanjul a, en effet, regroupé un régiment d'infanterie et des forces diverses « natio- nalistes » membres d'organisations de droite, — qui, sous son commandement, doivent consti- tuer à Madrid le noyau d'action principal. La grève générale est déclenchée. Les milices républi- caines ne sont pas trompées : le général Fanjul a, en effet, regroupé un régiment d'infanterie et des forces diverses « natio- nalistes » membres d'organisations de droite, — qui, sous son commandement, doivent consti- tuer à Madrid le noyau d'action principal. La grève générale est déclenchée. Les milices républi- caines ne sont pas trompées : le général Fanjul a, en effet, regroupé un régiment d'infanterie et des forces diverses « natio- nalistes » membres d'organisations de droite, — qui, sous son commandement, doivent consti- tuer à Madrid le noyau d'action principal. La grève générale est déclenchée. Les milices républi- caines ne sont pas trompées : le général Fanjul a, en effet, regroupé un régiment d'infanterie et des forces diverses « natio- nalistes » membres d'organisations de droite, — qui, sous son commandement, doivent consti- tuer à Madrid le noyau d'action principal. La grève générale est déclenchée. Les milices républi- caines ne sont pas trompées : le général Fanjul a, en effet, regroupé un régiment d'infanterie et des forces diverses « natio- nalistes » membres d'organisations de droite, — qui, sous son commandement, doivent consti- tuer à Madrid le noyau d'action principal. La grève générale est déclenchée. Les milices républi- caines ne sont pas trompées : le général Fanjul a, en effet, regroupé un régiment d'infanterie et des forces diverses « natio- nalistes » membres d'organisations de droite, — qui, sous son commandement, doivent consti- tuer à Madrid le noyau d'action principal. La grève générale est déclenchée. Les milices républi- caines ne sont pas trompées : le général Fanjul a, en effet, regroupé un régiment d'infanterie et des forces diverses « natio- nalistes » membres d'organisations de droite, — qui, sous son commandement, doivent consti- tuer à Madrid le noyau d'action principal. La grève générale est déclenchée. Les milices républi- caines ne sont pas trompées : le général Fanjul a, en effet, regroupé un régiment d'infanterie et des forces diverses « natio- nalistes » membres d'organisations de droite, — qui, sous son commandement, doivent consti- tuer à Madrid le noyau d'action principal. La grève générale est déclenchée. Les milices républi- caines ne sont pas trompées : le général Fanjul a, en effet, regroupé un régiment d'infanterie et des forces diverses « natio- nalistes » membres d'organisations de droite, — qui, sous son commandement, doivent consti- tuer à Madrid le noyau d'action principal. La grève générale est déclenchée. Les milices républi- caines ne sont pas trompées : le général Fanjul a, en effet, regroupé un régiment d'infanterie et des forces diverses « natio- nalistes » membres d'organisations de droite, — qui, sous son commandement, doivent consti- tuer à Madrid le noyau d'action principal. La grève générale est déclenchée. Les milices républi- caines ne sont pas trompées : le général Fanjul a, en effet, regroupé un régiment d'infanterie et des forces diverses « natio- nalistes » membres d'organisations de droite, — qui, sous son commandement, doivent consti- tuer à Madrid le noyau d'action principal. La grève générale est déclenchée. Les milices républi- caines ne sont pas trompées : le général Fanjul a, en effet, regroupé un régiment d'infanterie et des forces diverses « natio- nalistes » membres d'organisations de droite, — qui, sous son commandement, doivent consti- tuer à Madrid le noyau d'action principal. La grève générale est déclenchée. Les milices républi- caines ne sont pas trompées : le général Fanjul a, en effet, regroupé un régiment d'infanterie et des forces diverses « natio- nalistes » membres d'organisations de droite, — qui, sous son commandement, doivent consti- tuer à Madrid le noyau d'action principal. La grève générale est déclenchée. Les milices républi- caines ne sont pas trompées : le général Fanjul a, en effet, regroupé un régiment d'infanterie et des forces diverses « natio- nalistes » membres d'organisations de droite, — qui, sous son commandement, doivent consti- tuer à Madrid le noyau d'action principal. La grève générale est déclenchée. Les milices républi- caines ne sont pas trompées : le général Fanjul a, en effet, regroupé un régiment d'infanterie et des forces diverses « natio- nalistes » membres d'organisations de droite, — qui, sous son commandement, doivent consti- tuer à Madrid le noyau d'action principal. La grève générale est déclenchée. Les milices républi- caines ne sont pas trompées : le général Fanjul a, en effet, regroupé un régiment d'infanterie et des forces diverses « natio- nalistes » membres d'organisations de droite, — qui, sous son commandement, doivent consti- tuer à Madrid le noyau d'action principal. La grève générale est déclenchée. Les milices républi- caines ne sont pas trompées : le général Fanjul a, en effet, regroupé un régiment d'infanterie et des forces diverses « natio- nalistes » membres d'organisations de droite, — qui, sous son commandement, doivent consti- tuer à Madrid le noyau d'action principal. La grève générale est déclenchée. Les milices républi- caines ne sont pas trompées : le général Fanjul a, en effet, regroupé un régiment d'infanterie et des forces diverses « natio- nalistes » membres d'organisations de droite, — qui, sous son commandement, doivent consti- tuer à Madrid le noyau d'action principal. La grève générale est déclenchée. Les milices républi- caines ne sont pas trompées : le général Fanjul a, en effet, regroupé un régiment d'infanterie et des forces diverses « natio- nalistes » membres d'organisations de droite, — qui, sous son commandement, doivent consti- tuer à Madrid le noyau d'action principal. La grève générale est déclenchée. Les milices républi- caines ne sont pas trompées : le général Fanjul a, en effet, regroupé un régiment d'infanterie et des forces diverses « natio- nalistes » membres d'organisations de droite, — qui, sous son commandement, doivent consti- tuer à Madrid le noyau d'action principal. La grève générale est déclenchée. Les milices républi- caines ne sont pas trompées : le général Fanjul a, en effet, regroupé un régiment d'infanterie et des forces diverses « natio- nalistes » membres d'organisations de droite, — qui, sous son commandement, doivent consti- tuer à Madrid le noyau d'action principal. La grève générale est déclenchée. Les milices républi- caines ne sont pas trompées : le général Fanjul a, en effet, regroupé un régiment d'infanterie et des forces diverses « natio- nalistes » membres d'organisations de droite, — qui, sous son commandement, doivent consti- tuer à Madrid le noyau d'action principal. La grève générale est déclenchée. Les milices républi- caines ne sont pas trompées : le général Fanjul a, en effet, regroupé un régiment d'infanterie et des forces diverses « natio- nalistes » membres d'organisations de droite, — qui, sous son commandement, doivent consti- tuer à Madrid le noyau d'action principal. La grève générale est déclenchée. Les milices républi- caines ne sont pas trompées : le général Fanjul a, en effet, regroupé un régiment d'infanterie et des forces diverses « natio- nalistes » membres d'organisations de droite, — qui, sous son commandement, doivent consti- tuer à Madrid le noyau d'action principal. La grève générale est déclenchée. Les milices républi- caines ne sont pas trompées : le général Fanjul a, en effet, regroupé un régiment d'infanterie et des forces diverses « natio- nalistes » membres d'organisations de droite, — qui, sous son commandement, doivent consti- tuer à Madrid le noyau d'action principal. La grève générale est déclenchée. Les milices républi- caines ne sont pas trompées : le général Fanjul a, en effet, regroupé un régiment d'infanterie et des forces diverses « natio- nalistes » membres d'organisations de droite, — qui, sous son commandement, doivent consti- tuer à Madrid le noyau d'action principal. La grève générale est déclenchée. Les milices républi- caines ne sont pas trompées : le général Fanjul a, en effet, regroupé un régiment d'infanterie et des forces diverses « natio- nalistes » membres d'organisations de droite, — qui, sous son commandement, doivent consti- tuer à Madrid le noyau d'action principal. La grève générale est déclenchée. Les milices républi- caines ne sont pas trompées : le général Fanjul a, en effet, regroupé un régiment d'infanterie et des forces diverses « natio- nalistes » membres d'organisations de droite, — qui, sous son commandement, doivent consti- tuer à Madrid le noyau d'action principal. La grève générale est déclenchée. Les milices républi- caines ne sont pas trompées : le général Fanjul a, en effet, regroupé un régiment d'infanterie et des forces diverses « natio- nalistes » membres d'organisations de droite, — qui, sous son commandement, doivent consti- tuer à Madrid le noyau d'action principal. La grève générale est déclenchée. Les milices républi- caines ne sont pas trompées : le général Fanjul a, en effet, regroupé un régiment d'infanterie et des forces diverses « natio- nalistes » membres d'organisations de droite, — qui, sous son commandement, doivent consti- tuer à Madrid le noyau d'action principal. La grève générale est déclenchée. Les milices républi- caines ne sont pas trompées : le général Fanjul a, en effet, regroupé un régiment d'infanterie et des forces diverses « natio- nalistes » membres d'organisations de droite, — qui, sous son commandement, doivent consti- tuer à Madrid le noyau d'action principal. La grève générale est déclenchée. Les milices républi- caines ne sont pas trompées : le général Fanjul a, en effet, regroupé un régiment d'infanterie et des forces diverses « natio- nalistes » membres d'organisations de droite, — qui, sous son commandement, doivent consti- tuer à Madrid le noyau d'action principal. La grève générale est déclenchée. Les milices républi- caines ne sont pas trompées : le général Fanjul a, en effet, regroupé un régiment d'infanterie et des forces diverses « natio- nalistes » membres d'organisations de droite, — qui, sous son commandement, doivent consti- tuer à Madrid le noyau d'action principal. La grève générale est déclenchée. Les milices républi- caines ne sont pas trompées : le général Fanjul a, en effet, regroupé un régiment d'infanterie et des forces diverses « natio- nalistes » membres d'organisations de droite, — qui, sous son commandement, doivent consti- tuer à Madrid le noyau d'action principal. La grève générale est déclenchée. Les milices républi- caines ne sont pas trompées : le général Fanjul a, en effet, regroupé un régiment d'infanterie et des forces diverses « natio- nalistes » membres d'organisations de droite, — qui, sous son commandement, doivent consti- tuer à Madrid le noyau d'action principal. La grève générale est déclenchée. Les milices républi- caines ne sont pas trompées : le général Fanjul a, en effet, regroupé un régiment d'infanterie et des forces diverses « natio- nalistes » membres d'organisations de droite, — qui, sous son commandement, doivent consti- tuer à Madrid le noyau d'action principal. La grève générale est déclenchée. Les milices républi- caines ne sont pas trompées : le général Fanjul a, en effet, regroupé un régiment d'infanterie et des forces diverses « natio- nalistes » membres d'organisations de droite, — qui, sous son commandement, doivent consti- tuer à Madrid le noyau d'action principal. La grève générale est déclenchée. Les milices républi- caines ne sont pas trompées : le général Fanjul a, en effet, regroupé un régiment d'infanterie et des forces diverses « natio- nalistes » membres d'organisations de droite, — qui, sous son commandement, doivent consti- tuer à Madrid le noyau d'action principal. La grève générale est déclenchée. Les milices républi- caines ne sont pas trompées : le général Fanjul a, en effet, regroupé un régiment d'infanterie et des forces diverses « natio- nalistes » membres d'organisations de droite, — qui, sous son commandement, doivent consti- tuer à Madrid le noyau d'action principal. La grève générale est déclenchée. Les milices républi- caines ne sont pas trompées : le général Fanjul a, en effet, regroupé un régiment d'infanterie et des forces diverses « natio- nalistes » membres d'organisations de droite, — qui, sous son commandement, doivent consti- tuer à Madrid le noyau d'action principal. La grève générale est déclenchée. Les milices républi- caines ne sont pas trompées : le général Fanjul a, en effet, regroupé un régiment d'infanterie et des forces diverses « natio- nalistes » membres d'organisations de droite, — qui, sous son commandement, doivent consti- tuer à Madrid le noyau d'action principal. La grève générale est déclenchée. Les milices républi- caines ne sont pas trompées : le général Fanjul a, en effet, regroupé un régiment d'infanterie et des forces diverses « natio- nalistes » membres d'organisations de droite, — qui, sous son commandement, doivent consti- tuer à Madrid le noyau d'action principal. La grève générale est déclenchée. Les milices républi- caines ne sont pas trompées : le général Fanjul a, en effet, regroupé un régiment d'infanterie et des forces diverses « natio- nalistes » membres d'organisations de droite, — qui, sous son commandement, doivent consti- tuer à Madrid le noyau d'action principal. La grève générale est déclenchée. Les milices républi- caines ne sont pas trompées : le général Fanjul a, en effet, regroupé un régiment d'infanterie et des forces diverses « natio- nalistes » membres d'organisations de droite, — qui, sous son commandement, doivent consti- tuer à Madrid le noyau d'action principal. La grève générale est déclenchée. Les milices républi- caines ne sont pas trompées : le général Fanjul a, en effet, regroupé un régiment d'infanterie et des forces diverses « natio- nalistes » membres d'organisations de droite, — qui, sous son commandement, doivent consti- tuer à Madrid le noyau d'action principal. La grève générale est déclenchée. Les milices républi- caines ne sont pas trompées : le général Fanjul a, en effet, regroupé un régiment d'infanterie et des forces diverses « natio- nalistes » membres d'organisations de droite, — qui, sous son commandement, doivent consti- tuer à Madrid le noyau d'action principal. La grève générale est déclenchée. Les milices républi- caines ne sont pas trompées : le général Fanjul a, en effet, regroupé un régiment d'infanterie et des forces diverses « natio- nalistes » membres d'organisations de droite, — qui, sous son commandement, doivent consti- tuer à Madrid le noyau d'action principal. La grève générale est déclenchée. Les milices républi- caines ne sont pas trompées : le général Fanjul a, en effet, regroupé un régiment d'infanterie et des forces diverses « natio- nalistes » membres d'organisations de droite, — qui, sous son commandement, doivent consti- tuer à Madrid le noyau d'action principal. La grève générale est déclenchée. Les milices républi- caines ne sont pas trompées : le général Fanjul a, en effet, regroupé un régiment d'infanterie et des forces diverses « natio- nalistes » membres d'organisations de droite, — qui, sous son commandement, doivent consti- tuer à Madrid le noyau d'action principal. La grève générale est déclenchée. Les milices républi- caines ne sont pas trompées : le général Fanjul a, en effet, regroupé un régiment d'infanterie et des forces diverses « natio- nalistes » membres d'organisations de droite, — qui, sous son commandement, doivent consti- tuer à Madrid le noyau d'action principal. La grève générale est déclenchée. Les milices républi- caines ne sont pas trompées : le général Fanjul a, en effet, regroupé un régiment d'infanterie et des forces diverses « natio- nalistes » membres d'organisations de droite, — qui, sous son commandement, doivent consti- tuer à Madrid le noyau d'action principal. La grève générale est déclenchée. Les milices républi- caines ne sont pas trompées : le général Fanjul a, en effet, regroupé un régiment d'infanterie et des forces diverses « natio- nalistes » membres d'organisations de droite, — qui, sous son commandement, doivent consti- tuer à Madrid le noyau d'action principal. La grève générale est déclenchée. Les milices républi- caines ne sont pas trompées : le général Fanjul a, en effet, regroupé un régiment d'infanterie et des forces diverses « natio- nalistes » membres d'organisations de droite, — qui, sous son commandement, doivent consti- tuer à Madrid le noyau d'action principal. La grève générale est déclenchée. Les milices républi- caines ne sont pas trompées : le général Fanjul a, en effet, regroupé un régiment d'infanterie et des forces diverses « natio- nalistes » membres d'organisations de droite, — qui, sous son commandement, doivent consti- tuer à Madrid le noyau d'action principal. La grève générale est déclenchée. Les milices républi- caines ne sont pas trompées : le général Fanjul a, en effet, regroupé un régiment d'infanterie et des forces diverses « natio- nalistes » membres d'organisations de droite, — qui, sous son commandement, doivent consti- tuer à Madrid le noyau d'action principal. La grève générale est déclenchée. Les milices républi- caines ne sont pas trompées : le général Fanjul a, en effet, regroupé un régiment d'infanterie et des forces diverses « natio- nalistes » membres d'organisations de droite, — qui, sous son commandement, doivent consti- tuer à Madrid le noyau d'action principal. La grève générale est déclenchée. Les milices républi- caines ne sont pas trompées : le général Fanjul a, en effet, regroupé un régiment d'infanterie et des forces diverses « natio- nalistes » membres d'organisations de droite, — qui, sous son commandement, doivent consti- tuer à Madrid le noyau d'action principal. La grève générale est déclenchée. Les milices républi- caines ne sont pas trompées : le général Fanjul a, en effet, regroupé un régiment d'infanterie et des forces diverses « natio- nalistes » membres d'organisations de droite, — qui, sous son commandement, doivent consti- tuer à Madrid le noyau d'action principal. La grève générale est déclenchée. Les milices républi- caines ne sont pas trompées : le général Fanjul a, en effet, regroupé un régiment d'infanterie et des forces diverses « natio- nalistes » membres d'organisations de droite, — qui, sous son commandement, doivent consti- tuer à Madrid le noyau d'action principal. La grève générale est déclenchée. Les milices républi- caines ne sont pas trompées : le général Fanjul a, en effet, regroupé un régiment d'infanterie et des forces diverses « natio- nalistes » membres d'organisations de droite, — qui, sous son commandement, doivent consti- tuer à Madrid le noyau d'action principal. La grève générale est déclenchée. Les milices républi- caines ne sont pas trompées : le général Fanjul a, en effet, regroupé un régiment d'infanterie et des forces diverses « natio- nalistes » membres d'organisations de droite, — qui, sous son commandement, doivent consti- tuer à Madrid le noyau d'action principal. La grève générale est déclenchée. Les milices républi- caines ne sont pas trompées : le général Fanjul a, en effet, regroupé un régiment d'infanterie et des forces diverses « natio- nalistes » membres d'organisations de droite, — qui, sous son commandement, doivent consti- tuer à Madrid le noyau d'action principal. La grève générale est déclenchée. Les milices républi- caines ne sont pas trompées : le général Fanjul a, en effet, regroupé un régiment d'infanterie et des forces diverses « natio- nalistes » membres d'organisations de droite, — qui, sous son commandement, doivent consti- tuer à Madrid le noyau d'action principal. La grève générale est déclenchée. Les milices républi- caines ne sont pas trompées : le général Fanjul a, en effet, regroupé un régiment d'infanterie et des forces diverses « natio- nalistes » membres d'organisations de droite, — qui, sous son commandement, doivent consti- tuer à Madrid le noyau d'action principal. La grève générale est déclenchée. Les milices républi- caines ne sont pas trompées : le général Fanjul a, en effet, regroupé un régiment d'infanterie et des forces diverses « n



## EUROPE

## Grande-Bretagne

## TOUT EN PERDANT 12 000 VOIX

## Le parti travailliste gagne une élection partielle

De notre correspondant

Londres. — Le parti travailliste a gagné jeudi 15 juillet l'élection partielle de Thurrock, dans l'Essex. Mais sa candidate, le docteur Conagh McDonald, n'a obtenu que 22 191 voix, alors que son prédécesseur, récemment démis, en avait récolté 24 068 aux législatives de 1974. En revanche, le candidat conservateur, M. Lomas, est passé de 14 982 en 1974 à 17 352 ce jeudi (soit 10,7 points de plus). Enfin, les libéraux, toujours sur le déclin, ont obtenu à peine la moitié du nombre de voix obtenues il y a dix-huit mois. Plus inquiétants semblent les 6,8 % de suffrages remportés par le Front national, qui a mené campagne sur le thème « Garder Thurrock blanc », et qui est opposé à l'immigration, et même à la simple présence des gens de couleur. Ce résultat fait suite aux récents succès des candidats « racistes » dans plusieurs élections municipales.

Le siège conservé à Thurrock renforce la position du gouvernement Callaghan aux Communes, où il se trouve formellement minoritaire. En fait, il peut le plus souvent compter sur l'appui de deux indépendants d'Ulster du Nord. Avec le renfort du nouveau député, les travaillistes disposent

ainsi, pour les votes critiques, d'une majorité théorique de deux voix.

Le nouveau rapport de forces sera mis à l'épreuve dès la semaine prochaine au Parlement, où la « guerre froide » entre conservateurs et travaillistes vient de reprendre. Le cabinet a fait savoir jeudi qu'il appliquera la « politique » (c'est-à-dire la limitation du temps de discussion) à cinq projets de loi, parmi lesquels la nationalisation des constructions navales et aéronautiques, l'abolition de nombre d'écoles indépendantes et l'élimination progressive du système permettant aux médecins privés de signer certains des ordonnances de soins médicaux. Ainsi Mme Thatcher a-t-elle immédiatement annoncé que les tories vont suspendre les accords tacites qui permettaient formellement aux ministres de s'absenter des Communes. Le leader conservateur a précisé qu'elle ne voit pas pourquoi il faudrait permettre aux ministres de se rendre à l'étranger « pour représenter ce gouvernement dictatorial ». — J.W.

## Roumanie

M. CEAUDESCU  
« SUPERVISERA »LA COMMISSION IDÉOLOGIQUE  
DU PARTI

Bucarest (Reuter-UP). — M. Ceausescu, chef d'Etat et du parti roumain, commandant suprême des forces armées, président du Conseil de la défense et du Conseil du développement politico-social, a été désigné mercredi 14 juillet par le comité exécutif du P.C. pour « superviser directement » les travaux de la commission idéologique du comité central du P.C.R. (presse, propagande, art et culture).

Le mois dernier, M. Ceausescu avait sévèrement critiqué l'activité idéologique et éducative du parti devant six mille responsables réunis à la fin de l'été. Les ministres de la culture, de la défense et de la santé ont été remplacés, de même que le chef de l'organisation du P.C. à Bucarest. Le désignation de M. Ceausescu à la tête de la commission constitue une critique déguisée de l'activité du C.C. chargés l'un de la propagande et l'autre des questions scientifiques et culturelles.

Le comité exécutif a également discuté des approvisionnements en vivres de la population. M. Ceausescu a récemment lancé une campagne pour accroître la production des biens de consommation et des denrées alimentaires. Le nouveau plan quinquennal devait entrer en vigueur en janvier dernier, mais son approbation a été retardée de six mois pour permettre d'inclure des objectifs plus élevés concernant la production de tels biens. Après les sévères pénuries de vivres qui ont été signalées l'an dernier, la distribution de produits alimentaires est de nouveau normale dans le pays, signalent des diplomates en poste à Bucarest.

Cinq ministres roumains se sont rendus cette semaine à Moscou pour examiner des problèmes économiques et commerciaux. On croit savoir, de sources informées, qu'ils ont demandé de nouvelles prix pour les exportations agricoles de la Roumanie vers l'U.R.S.S. et des garanties de livraison pour le pétrole, le minerai de fer et les machines soviétiques.

## Pologne

SEPT ÉMEUTIERS D'URSUS  
SONT JUGÉS  
POUR VANDALISME

Varsovie (A.F.P.). — Le procès des sept personnes arrêtées à la suite de la grève des ouvriers d'Ursus, près de Varsovie, qui protestaient contre la hausse des prix décidée par le gouvernement polonais, devait s'ouvrir ce vendredi 16 juillet devant le tribunal régional de Varsovie, appartenant-on jeudi de source digne de foi dans la presse internationale A.F.P., Reuter, A.P. et U.P.I.

Le cour aurait retenu contre les inculpés l'article 230 du code pénal polonais concernant la détournement d'installations de transport ou de communications, qui prévoit une peine minimum de trois ans de prison.

Le 25 juin dernier, après l'annonce des augmentations de prix, lors de la grève à l'usine de machines agricoles d'Ursus, la petite ville du même nom, les ouvriers en colère avaient endommagé les voies ferrées proches de l'établissement, provoquant la désorganisation du trafic.

Les journalistes occidentaux accrédités à Varsovie, qui ont exprimé le désir de suivre le procès, se sont entendus répondre au secrétariat du tribunal que « tous les permis avaient déjà été distribués ».

## Grèce

Après la mort  
du député PanagoulisLE JUGE  
ESTIME SANS FONDEMENT  
LES RÉVÉLATIONS D'UN TÉMOIN  
DE DERNIÈRE HEURE

Athènes (A.F.P.). — Les « révélations » concernant la mort accidentelle du député grec Athanasios Panagoulis, récemment par un témoin, M. Gheorgios Leonardos (Le Monde du 13 juillet), se sont révélées sans fondement, a jugé la cour d'appel, après enquête, à la fois le dossier des « révélations » qui mettaient en cause une organisation néofasciste, l'Armée nationale, et ceux du député Panagoulis, a trouvé la mort le 11 mai dernier.

Il n'est pas exclu que M. Leonardos, auteur des révélations, soit poursuivi pour « outrages à magistrat ».

## Indonésie

LE PARLEMENT INDONÉSIEEN a approuvé jeudi 15 juillet à l'unanimité une loi intégrant l'Indonésie coloniale portugaise de Timor à l'Indonésie. M. Arnanado Dos Reis Araújo, chef du gouvernement provisoire de l'ancien Timor portugais, devient le premier gouverneur de cette vingt-septième province indonésienne, où le Frontliber, mouvement favorable à l'indépendance, poursuit le combat contre l'armée de Djakarta. — (Reuter.)

## Iles Gilbert

UN ACCORD A ÉTÉ CONCLU à Londres, jeudi 15 juillet, entre les Britanniques et une délégation des Iles Gilbert dirigée par M. Wabura. Le premier ministre de l'archipel

## Malaisie

GUERRILLA DANS LE NORD DU PAYS. — Quatre hommes et deux femmes membres d'un groupe de guérilleros communistes ont été tués par les forces de sécurité malaisiennes au cours d'un affrontement près de la frontière de la Thaïlande, a annoncé jeudi 15 juillet le tribunal national Bernama. — (A.F.P.)

GUERRILLA DANS LE NORD DU PAYS. — Quatre hommes et deux femmes membres d'un groupe de guérilleros communistes ont été tués par les forces de sécurité malaisiennes au cours d'un affrontement près de la frontière de la Thaïlande, a annoncé jeudi 15 juillet le tribunal national Bernama. — (A.F.P.)

GUERRILLA DANS LE NORD DU PAYS. — Quatre hommes et deux femmes membres d'un groupe de guérilleros communistes ont été tués par les forces de sécurité malaisiennes au cours d'un affrontement près de la frontière de la Thaïlande, a annoncé jeudi 15 juillet le tribunal national Bernama. — (A.F.P.)

## LA CONVENTION DÉMOCRATE S'ACHÈVE DANS L'EUPHORIE D'UNE « FAMILLE » RÉCONCILIÉE

De notre envoyé spécial

M. Jimmy Carter a annoncé, le jeudi 15 avril dans la matinée, qu'il avait choisi le sénateur Walter Mondale, du Minnesota, comme collègue pour l'élection présidentielle de novembre. En reprenant ses travaux l'après-midi, la convention démocrate a entériné le choix de M. Carter, par 2 871 voix contre 191, et a entendu ensuite les discours d'acceptation des candidats à la présidence et à la vice-présidence des Etats-Unis.

New-York. — Le « grand jour », l'apothéose de M. Jimmy Carter, a pris fin le jeudi 15 juillet dans la soirée à Madison Square Garden, où se déroula la manifestation d'unité. Tous ses concurrents à l'investiture (y compris son adversaire le plus opiniâtre, le gouverneur Brown de Californie) et les principales personnalités représentant les tendances les plus diverses du parti se sont rendus à la tribune pour la fête. Seul un : le sénateur Edward Kennedy ne s'est pas manifesté à cette séance de clôture de la convention démocrate. C'est la première fois depuis 1934 que les Kennedy ne participent pas activement à une convention nationale du parti. Cette exceptionnelle démonstration de solidarité a ajouté à l'allégresse d'un parti comblé d'avoir trouvé non seulement un « éminent » mais aussi un réconciliateur capable de faire naître la grande coalition entre le Sud conservateur et le Nord libéral.

Dans les dernières minutes de la soirée, la convention a connu son plus grand moment d'émotion avec

l'intervention plutôt grandiloquente du pasteur King, père de Martin Luther. Elle a été suivie immédiatement de l'hymne « We shall overcome (Nous l'emporterons) », habilement chanté par les champions de l'égalité raciale, repris en chœur par tous les délégués, debout.

Cette « fête de famille » s'est déroulée dans un climat de bonne humeur et de gentillesse et aussi dans une certaine ferveur religieuse assez inattendue dans un parti plus souvent enclin à se déchirer qu'à serrer les rangs. M. Jimmy Carter n'a pas manqué de souligner que, après « une période de tourment », le nation avait besoin d'une période de convalescence. — Il a ajouté : « Nous sortons de cette convention peut-être avec quelques opinions différentes, mais (...) unis dans notre calme détermination de rendre ce pays de nouveau dynamique et générateur d'espoir, prêt à s'engager dans de grandes actions nationales ».

Le discours de Carter, qui reprenait les principaux thèmes de sa campagne, tenait du sermon. Il était centré sur la défense des valeurs traditionnelles, sur la nécessité de rétablir la confiance entre le gouvernement et les citoyens, de protéger les humbles, les faibles, les désertés, de mettre fin à la corruption. La vision qu'il a décrite est celle d'une Amérique forte et généreuse, dirigée par un président « non pas isolé de notre peuple, mais qui comprend vos peines, partage vos rêves et tire de vous son courage et sa sagesse... ». Tout cela dit

d'une voix calme, avec un grand sourire largement déployé : « Je n'ai jamais eu tant de foi dans l'Amérique. Je la vois avancer de nouveau, une, une nation diverse, pleine d'allant, une Amérique à la hauteur de la Constitution majestueuse et de la simple dévotion ».

A en juger par ses succès immédiats et par les acclamations délirantes de la foule, il faut croire que ce message répond parfaitement aux préoccupations d'une opinion réagissant contre le désarroi et le cynisme créés par le Vietnam et la Watergate, et heureuse de retrouver les valeurs traditionnelles et familiales ainsi que toute la mythologie américaine évoquées par M. Carter sur un ton évangélique.

Son collègue, M. Walter Mondale, lui a fait écho en affirmant : « Nous sommes un peuple généreux, pacifique, attentionné, et nous croyons à la dignité du travail. Il y a des choses qui comptent plus pour cette nation que l'argent, la propriété et les avantages acquis par l'héritage ».

Le « grand jour » de Jimmy Carter a mis en évidence à la fois les atouts, mais aussi les limites, de sa personnalité. Son discours a révélé une pensée économique et politique assez courte, surtout par comparaison avec des prédécesseurs aussi raisonnés qu'Adlai Stevenson et J. F. Kennedy. En revanche, le choix du sénateur

Walter Mondale a confirmé son sens politique. Cette décision longtemps murie (il voulait éviter l'erreur commise par M. McGovern en 1972, désignant à la hâte le sénateur Eagleton, qui dut ensuite se retirer à la suite de révélations sur son état de santé) répond évidemment au souci de concilier les libéraux du parti.

Le sénateur du Minnesota est un de leurs chefs de file, et il entretient des liens étroits avec les syndicats. Sa présence au côté de M. Carter doit rassurer les dynasties politiques traditionnelles, qui craignent que le candidat à la présidence, une fois élu, ne renie la tradition progressiste du parti, illustrée notamment par les Kennedys.

D'autre part, les deux hommes forment une « équipe » jeune, plus adhésive que des politiciens « usés » comme les sénateurs Humphrey, McGovern et Muskie. « Nous sommes une nouvelle génération de leaders, nous sommes forts et nous sommes prêts », a déclaré M. Mondale, plus combatif et plus entraîné dans l'art oratoire que son partenaire. Apparemment, les deux hommes, partageant la même philosophie politique confuse, se complètent et offrent, de surcroît, au pays l'image de deux pères de famille, efficaces et généreux, dévoués au bien public.

HENRI PIERRE.

## PORTRAIT

Walter Frederick Mondale  
Un travailleur acharné  
soucieux de justice sociale

A première vue, M. Walter Frederick Mondale n'a pas de traits communs avec M. Jimmy Carter. Jeune sénateur du Minnesota, il est surtout entraîné au maniement des idées et anime le Farmer Labor Party, un groupe associé au parti démocrate. Sa pensée politique est plus nette que celle de M. Carter, et il se nourrit moins d'idées générales que son collègue. Avocat, gros travailleur, à l'air sérieux, à l'étude des dossiers, sa carrière politique, à la différence de celle de M. Carter, a été facilitée par ses relations avec un professionnel : le sénateur Humphrey.

Néanmoins, les deux hommes se sont découverts des affinités. M. Mondale est animé par un souci de justice sociale et par le désir d'aider les désertés. Attorney général dans le Minnesota au début des années 60, il y mena une lutte victorieuse pour faire reconnaître aux accusés indigents le droit d'avoir un avocat. Sénateur, il fut le défenseur des familles, des étudiants, des ouvriers, des Indiens.

« Je me suis préoccupé avant tout des problèmes de la pauvreté », a-t-il dit, en évoquant les dures années qu'il a passées au Sénat, où il fut partie de sept commissions, notamment celles du budget, des finances, des services de renseignements, de l'enfance et de la famille. Cet homme, qui se lève chaque jour à 5 h. 30, ne rechigne pas à la besogne. En 1968, par exemple, il présenta cent projets de lois sur des problèmes divers.

M. Mondale est né le 5 janvier 1928 dans une famille de sept enfants. Son père, d'origine norvégienne, était un pasteur luthérien qui rejoignait l'Eglise méthodiste. Préoccupé par les problèmes sociaux, actif dans le mouvement populiste, il encouragea la vocation politique de son fils Frederick, rapidement appelé Fritz. Pendant une certaine période Fritz Mondale flirta avec la gauche, mais

l'invasion de la Tchécoslovaquie l'attira gravement : « J'apparus alors qu'il n'était pas possible d'être libéral et de soutenir un communisme étalonné », dit-il. Néanmoins, il a gardé des liens avec les groupes les plus libéraux du parti démocrate, et notamment avec celui des Américains pour l'action démocratique.

Mais c'est à M. Humphrey qu'il doit sa carrière : en décembre 1964, il fut désigné pour achever le mandat du sénateur du Minnesota qui allait succéder à la vice-présidence des Etats-Unis. Il fut élu en 1966 et réélu en 1972, amenant d'un scrutin à l'autre, sa majorité qui passa de 53,9 % à 58,7 %. Néanmoins, il se sépara de son protecteur en se déclarant fermement opposé aux bombardements du Vietnam du Nord.

Apparemment, le sénateur Mondale n'aime pas les compromis : c'est une des raisons pour lesquelles il abandonna, en novembre 1974, la course à l'investiture présidentielle. Il répugnait à ce qu'il appelle « le théâtre » politique, à ses obligations et aux concessions vestimentaires exigées d'un candidat.

Fritz Mondale préfère lire les journaux, les livres, ou encore chasser et pêcher dans le Minnesota. Sa femme est aussi fille de pasteur. Il épouse après cinquante-trois jours d'une cour assidue et au prix d'une concession : devenir un skieur entraîné. Elle lui a donné trois enfants.

La vice-présidence devrait lui permettre de donner la mesure de ses dons, et notamment de son talent oratoire mis en évidence dans son discours d'acceptation. Mais peut-être devra-t-il corriger l'opinion qu'il émettait, il y a quelques années, lorsqu'il déclarait à un journaliste : « Penser être le seul homme, en Amérique, qui puisse être président exige une sorte d'arrogance que j'accepte mal... Si mes enfants partageaient cette idée, je leur donnerais la fessée... » — H. P.

## Ouganda

LA GRANDE-BRETAGNE A NOMME UN NOUVEAU HAUT-COMMISSAIRE par intérim en Ouganda, pour remplacer le général Huxford, dont le mandat a été prolongé par le gouvernement ougandais. Il s'agit de M. Maurice Gibbs, inspecteur des postes diplomatiques qui se trouvait à Kampala depuis environ deux semaines. Deux ressortissants britanniques, accusés d'un « espionnage pour la C.I.A. », ont d'autre part été expulsés d'Ouganda, le jeudi 15 juillet. — (A.F.P.)

## République d'Irlande

DEUX BOMBES ont explosé en plein centre de Dublin jeudi 15 juillet. L'objet des terroristes était le tribunal criminel spécial de Green

Street, où sont notamment jugés les auteurs de crimes de terreur. Cinq prisonniers ont pu s'échapper, mais quatre ont été repris peu après. — (A.F.P.)

## Thaïlande

UN SOLDAT GOUVERNEMENTAL a été tué et trois autres soldats ont été blessés jeudi 15 juillet, au cours d'une attaque plein centre de la ville de Trang, dans le sud de la Thaïlande, annonce Radio-Bangkok. Une quarantaine de « terroristes communistes » ont, selon la radio, attaqué un centre d'entraînement « politico-militaire ». Cette attaque est qualifiée à Bangkok de « très audacieuse », car c'est la première fois que les insurgés pénètrent aussi profondément dans une capitale provinciale. — (A.F.P.)

DES CANONS ISRAËLIENS POUR L'ARMÉE THAÏLAISE. — L'armée thaïlandaise sera dotée sous peu de canons de 155 mm fournis par Israël. La décision d'acheter ces pièces d'artillerie a été prise en conseil de cabinet à la suite d'une recommandation du général Pramarn Adiraksarn, vice-premier ministre. Le ministre des affaires étrangères, M. Pichai Ratsakul, était opposé à cette transaction qui, selon lui, pourrait compromettre les bonnes relations entre la Thaïlande et les pays arabes. — (A.F.P.)

## Taiwan

LE MASSACHUSETTS INSTITUTE OF TECHNOLOGY (MIT) a mis fin à un programme de formation d'ingénieurs taiwanais en juin, six mois avant la date prévue. Le

gouvernement américain avait recommandé l'arrêt, de ce programme parce qu'il aurait pu permettre la mise au point par Taiwan d'un système de guidage de missiles pouvant être utilisé contre la Chine populaire. M. Thomas Jones, vice-président du M.I.T. pour la recherche, a déclaré que le bureau des munitions du département d'Etat considérait le programme comme « contraire à la politique étrangère et aux objectifs de sécurité des Etats-Unis ». — (A.F.P.)

## Yougoslavie

M. LÁSZLO TOTI, ressortissant américain d'origine yougoslave, condamné en novembre dernier à sept ans de prison pour espionnage a été gracié, a annoncé jeudi 15 juillet un porte-parole du ministère des affaires étrangères de Belgrade. — (Reuter.)

## le monde

## A travers







# LA GAUCHE, LE GOUVERNEMENT, LE POUVOIR

## II. — Rassembler pour vaincre

par J.-P. CHEVÈNEMENT

Dans un premier article, M. J.-P. Chevènement, membre du bureau exécutif du P.S., député de Belfort, a évoqué la crise de la majorité (« le Monde » du 15 juillet). Il analyse aujourd'hui l'attitude de la gauche.

Al la gauche devant les contradictions de la majorité.

Détruire et remplacer, c'est pour la gauche le même défi. L'idée que la gauche puisse rester inactive devant les contradictions actuelles de la majorité ne me paraît pas soutenable.

Cette habileté tactique serait la contrepartie de l'habileté. Elle ne se justifierait que si la gauche n'avait pas d'autre projet historique que de relayer un jour les chevaux fougueux de la majorité. Or le but de la gauche n'est pas de changer durablement le pouvoir dans la société, c'est-à-dire le rapport des classes sociales dans notre pays.

Certes, il ne s'agit pas, en appuyant aujourd'hui mécaniquement telle ou telle composante de la majorité, de la réhabiliter dans son action passée. Quant à faire crédit à tel ou tel de ses bonnes intentions, j'en parlerai d'ailleurs plus volontiers à la fin de l'article que pour Giscard vivant.

Plus généralement, il me semble que la vieille idéologie de la nation est aujourd'hui si profondément battue en brèche par le développement du capitalisme multinational qu'il y a peu à craindre que la droite cherche à la ressusciter jamais comme le vecteur principal de sa domination.

Inversement, l'idéologie giscardienne correspond trop bien à la pente et à l'inertie des sociétés capitalistes développées de l'Europe du Nord : appuyé sur une majorité qui ressusciterait et élargirait l'ancienne troisième force et ne laisserait en dehors d'elle que les derniers des Mohicans du gaullisme, les communistes et les nationalistes d'Épinay, le giscardisme pourrait constituer un corps stable dans l'univers des forces politiques et idéologiques.

Reste à définir la distinction de l'union de la gauche que demain l'ère nouvelle promise par M. Giscard d'Estaing puisse enfin s'établir.

Cette perspective que le président de la République ne prend même pas le soin de dissimuler dicte à la gauche ses priorités :

Celle-ci, loin de rester neutre dans les conflits qui agitent l'actuelle majorité, se doit d'en tirer parti en fonction de son propre projet historique de rupture avec le capitalisme.

Certains ont émis la crainte que la gauche se mette ainsi à la re-

marque d'une fraction de la bourgeoisie : le risque me semblerait réel s'agissant du giscardisme. S'agissant du « précipité » gaulliste, je n'arrive pas à le discerner.

B) Lutte idéologique et combat pour l'indépendance nationale.

La décomposition de la majorité n'est pas le fait du hasard. Elle ne peut que se poursuivre en attendant la prochaine recomposition.

Accélérer l'une, empêcher l'autre, telles sont les deux faces d'une même action que la gauche doit être capable de conduire en portant le débat au plan de l'idéologie.

C'est l'idéologie, en effet, qui, le plus souvent, est le plus fort de l'adhésion sociale.

C'est pourquoi la gauche doit parler un langage qui puisse transcender ses limites traditionnelles et toucher la sensibilité du plus grand nombre.

Il n'est jamais bon de vouloir à tout prix méconnaître ce qu'il y a de généreux et de désintéressé dans les motivations d'autrui, fut-il l'adversaire.

C'est à juste titre que François Mitterrand observait qu'il y a un dialogue entre les générations et les sensibilités.

Les dévouements de Gaëlle à la cause de la France, à une certaine idée de la France, que le giscardisme est bien incapable aujourd'hui de soutenir. Ceux des gaullistes qui pensent sincèrement qu'il y a un pacte séculaire entre la France et la liberté du monde à préserver et se retrouver ailleurs demain, qu'aux côtés d'une gauche s'identifiant véritablement au destin de notre peuple ?

Je suis de ceux qui croient que le thème de l'indépendance nationale garde toute son actualité et qu'il devrait jouer un rôle plus fondamental dans notre réflexion.

En effet l'environnement dans lequel se produira l'arrivée de la gauche au pouvoir offrira des résistances aisément prévisibles à la mise en œuvre d'une stratégie de rupture avec le capitalisme.

L'erreur dont il faut se garder, consisterait à maintenir étanche la distinction traditionnelle entre la politique étrangère et la politique intérieure (1).

Au contraire, il dépendra largement du rapport de forces que la gauche aura su créer à l'intérieur qu'elle puisse aussi trouver les accommodations nécessaires avec l'extérieur. A cet égard, la gauche se devra de prendre en charge le destin national mieux qu'elle ne sut le faire dans le passé.

Et cela non par une sorte de facilité à court terme, qui serait, à mes yeux, condamnable, mais parce qu'une stratégie de rupture avec le capitalisme ne peut s'appliquer aujourd'hui d'abord rupture avec l'impérialisme. La logique du capitalisme contemporain est mondiale. Pour changer la société en France, il nous faudra avoir d'abord progressivement le champ avec les tendances actuelles de la division internationale du travail modérée par le capitalisme aussi bien qu'avec le système des blocs.

C'est pourquoi l'indépendance nationale doit, dès maintenant, être réhabilitée comme une des priorités de la gauche dévouée à appliquer effectivement un programme de « rupture ».

L'aspiration autogestionnaire, la volonté de maîtriser son destin, ne sont pas contradictoires, mais bien complémentaires avec le souci d'établir sur des bases solides l'indépendance de notre pays.

Et comment celle-ci pourrait-elle être mieux assurée que par un vaste rassemblement populaire dont l'union de la gauche est la condition la plus évidente la première condition ?

Autogestion... programme commun, indépendance nationale, ce sont des notions séparées, mais découlent logiquement l'une de l'autre.

C) Indépendance nationale, socialisme et social-démocratie. L'attitude qui consiste à minimiser la portée des changements que M. Giscard d'Estaing apporte par exemple à la politique militaire française, sous prétexte que le général de Gaulle n'était pas allé lui-même jusqu'au bout de ses choix, risquerait de faire croire que certains socialistes français n'ont pas encore entièrement tiré le leçon du passé gaulliste et n'ont pas encore conçu pour l'avenir le ferme projet de ne plus retomber dans l'ornière de l'incapacité d'une certaine tradition social-démocrate à analyser le gaullisme autrement qu'en termes économiques comme l'expression, à un moment donné de notre histoire, de « pouvoirs des monopoles », ce qui est juste mais insuffisant, me paraît révélateur d'une incapacité parallèle à mener à bien sa propre auto-critique.

On peut regretter qu'un chef socialiste, à la place de de Gaulle,

n'ait pas donné plus de portée historique à l'appel du 18 juin, à la décolonisation en Algérie, à la sortie de la France de l'OTAN, au discours de l'Union-Panthéon. Mais plutôt que de se perdre en vains regrets, ne vaudrait-il pas mieux réfléchir aux raisons pour lesquelles la social-démocratie a eu tant de peine dans le passé à échapper aux pesanteurs du système ? Plus précisément, aujourd'hui, aux raisons qui, en Allemagne ou en Grande-Bretagne, la font si souvent solidaire des orientations de la politique américaine ?

On verrait, me semble-t-il, que la social-démocratie a toujours constitué historiquement à l'âge de l'impérialisme, la forme préférée d'intégration de la classe ouvrière des pays développés à la domination des monopoles.

Et le problème qui est posé au parti socialiste d'Épinay est bien de savoir s'il saura réaliser la transmutation sociale de la social-démocratie pour échapper aux tendances lourdes qui ont presque toujours fait, dans le passé, de partis socialistes des partis en rupture de rétrograde et des partis de système en réalité.

D) Union du peuple de France, rassemblement populaire et nouveau bloc historique.

On m'objectera que, en proposant un vaste rassemblement populaire autour du programme commun et de l'indépendance nationale, le parti socialiste risquerait d'oublier l'indépendance et de tomber dans le piège de l'union du peuple de France, le « grand rassemblement » de la droite.

Tout d'abord parce que l'indépendance nationale n'est pas un concept abstrait, mais un concept concret, qui implique la détermination de la classe sociale qui doit en assurer la réalisation.

Quant à la crainte que le parti socialiste puisse être amené à l'union de la gauche, je ne suis pas de ceux qui croient que le parti socialiste, ce n'est pas le parti de la gauche, mais le parti de la gauche.

Je suis de ceux qui croient que le parti socialiste, ce n'est pas le parti de la gauche, mais le parti de la gauche.

Je suis de ceux qui croient que le parti socialiste, ce n'est pas le parti de la gauche, mais le parti de la gauche.

Je suis de ceux qui croient que le parti socialiste, ce n'est pas le parti de la gauche, mais le parti de la gauche.

Je suis de ceux qui croient que le parti socialiste, ce n'est pas le parti de la gauche, mais le parti de la gauche.

Je suis de ceux qui croient que le parti socialiste, ce n'est pas le parti de la gauche, mais le parti de la gauche.

Je suis de ceux qui croient que le parti socialiste, ce n'est pas le parti de la gauche, mais le parti de la gauche.

Je suis de ceux qui croient que le parti socialiste, ce n'est pas le parti de la gauche, mais le parti de la gauche.

Je suis de ceux qui croient que le parti socialiste, ce n'est pas le parti de la gauche, mais le parti de la gauche.

Je suis de ceux qui croient que le parti socialiste, ce n'est pas le parti de la gauche, mais le parti de la gauche.

Je suis de ceux qui croient que le parti socialiste, ce n'est pas le parti de la gauche, mais le parti de la gauche.

Je suis de ceux qui croient que le parti socialiste, ce n'est pas le parti de la gauche, mais le parti de la gauche.

Je suis de ceux qui croient que le parti socialiste, ce n'est pas le parti de la gauche, mais le parti de la gauche.

Je suis de ceux qui croient que le parti socialiste, ce n'est pas le parti de la gauche, mais le parti de la gauche.

Je suis de ceux qui croient que le parti socialiste, ce n'est pas le parti de la gauche, mais le parti de la gauche.

Je suis de ceux qui croient que le parti socialiste, ce n'est pas le parti de la gauche, mais le parti de la gauche.

Je suis de ceux qui croient que le parti socialiste, ce n'est pas le parti de la gauche, mais le parti de la gauche.

Je suis de ceux qui croient que le parti socialiste, ce n'est pas le parti de la gauche, mais le parti de la gauche.

Je suis de ceux qui croient que le parti socialiste, ce n'est pas le parti de la gauche, mais le parti de la gauche.

Je suis de ceux qui croient que le parti socialiste, ce n'est pas le parti de la gauche, mais le parti de la gauche.

Je suis de ceux qui croient que le parti socialiste, ce n'est pas le parti de la gauche, mais le parti de la gauche.

Je suis de ceux qui croient que le parti socialiste, ce n'est pas le parti de la gauche, mais le parti de la gauche.

Je suis de ceux qui croient que le parti socialiste, ce n'est pas le parti de la gauche, mais le parti de la gauche.

tique fermé, claire et compréhensible. Ces couches, dans une période difficile, peuvent encore fournir à la droite la base sociale d'une contre-offensive réactionnaire dont le danger ne doit pas être sous-estimé.

Pour désagréger le bloc de la bourgeoisie, pour aggraver autour de la classe des travailleurs l'ensemble des forces sociales qui constitueront demain le bloc historique du socialisme, la gauche doit apprendre à parler dans un langage unifiant et pas seulement un langage catégoriel.

La gauche, à mon sens, ne doit pas hésiter à développer sa conception de l'indépendance nationale, sa conception de la liberté, sa conception de la croissance, sa conception de l'ordre.

Ces valeurs « traditionnelles » fondent le consentement de millions de gens à la société capitaliste qui pourtant les opprime. Le capitalisme utilise le besoin de sécurité et la peur du vide. La meilleure réponse que la gauche puisse faire à M.M. Chirac et Fontanet consiste à montrer combien ils défigurent ces valeurs qu'ils prétendent servir.

Le programme commun, c'est la droite dans tous les domaines essentiels deviendra manifeste aux yeux des masses, celles-ci seront beaucoup mieux prêtes à accepter les transformations que la gauche propose.

Ce rôle de rassembleur, c'est le parti socialiste au premier chef qui pourrait le jouer, non sur une base électoraliste mais sur la base d'un projet historique, cimentant le front de classes autour de l'union de la gauche.

J'ai pu parler de celle-ci. Il va de soi pourtant que c'est de sa vitalité et de sa capacité à entraîner l'adhésion des travailleurs que dépendront aussi l'ampleur de la désagrégation du bloc au pouvoir et corrélativement celle du rassemblement populaire autour du programme commun. A cet égard, les élections municipales de 1977 doivent être utilisées comme un terrain d'entraînement pour la dynamique unitaire.

Il y a en effet un lien dialectique entre la mobilisation populaire et la désagrégation du bloc au pouvoir.

Si pour remplacer le fait d'abord détruire, n'ayons garde d'oublier qu'on ne détruit jamais que ce qu'on est prêt à remplacer.

FIN

### Les gaullistes et la gauche

M. DOMINIQUE GALLET : notre intention est d'enrichir le programme commun.

M. Dominique Gallet, secrétaire politique du Front progressiste (gaullistes d'opposition), évoque dans l'hebdomadaire l'Unité le débat qui se livre au sein du parti socialiste sur l'opportunité des appels aux gaullistes lancés par M. Chevènement, député de Belfort. M. Gallet explique l'objectif de son mouvement et écrit :

« Même si des contradictions subsistent, un programme commun de la gauche est la seule possibilité de changements réels en France aujourd'hui. (...) Notre intention est à la fois d'enrichir le programme commun et, après l'avoir signé, de nous comporter en partenaires responsables et loyaux. Quand nous parons d'enrichissement, il ne s'agit pas d'amoindrir la dynamique du programme commun. (...) L'appel des gaullistes de gauche sera axé sur la discussion nucléaire sous armée, l'indépendance culturelle et la solidarité avec le tiers-monde. »

### Libres opinions

#### Pour une renégociation du programme commun

par DIDIER SCHULLER (\*)

UNE simple annexe de deux pages représente actuellement le seul apport des radicaux de gauche à un programme commun de cent quatre-vingt-cinq pages. Il est vrai qu'en 1973 nous n'existions pas réellement comme parti politique. Les élus du G.E.A.R. (Groupe d'étude et d'action radical-socialiste), en signant le texte élaboré par les socialistes et communistes, ne pouvaient donc guère prétendre s'exprimer autrement que par ce modeste texte purement défensif qui garantissait les travailleurs indépendants, les professions libérales et les P.M.E.

Or les radicaux de gauche ont aujourd'hui affirmé leur existence politique. Une implantation électorale ne se limitant plus au Sud-Ouest, de nouveaux adhérents, de nombreux jeunes, voilà bien des facteurs positifs qui confirment l'existence de la troisième composante de l'union de la gauche.

Il reste au Mouvement des radicaux de gauche, par ses positions électorales et ses propositions, à manifester une véritable originalité. Se prétendre le seul parti de la gauche qui ne tolérera pas que « plus de socialisme se fasse au prix de moins de liberté », c'est, à n'en pas douter, tenir un langage rassurant, mais c'est insuffisant.

De nombreux électeurs, conscients des inégalités sociales, se dirigent vers la gauche. Mais ils restent sensibles aux contradictions internes du parti socialiste, devenu un parti « étrange-tout », des marxistes aux sociaux-démocrates.

La crédibilité de la gauche passe par l'affirmation de sa responsabilité et de sa capacité à gouverner. Seul parti de gauche non marxiste, nous devons affirmer la spécificité qui nous différencie de nos partenaires, et répondre à l'attente de nombreux Français : nous sommes des réformistes, et c'est pour cela que nous souhaitons la victoire de l'union de la gauche.

Le programme commun permettra de réaliser les nombreuses réformes indispensables pour que l'égalité et la liberté soient toujours appliquées dans notre pays. Mais il appartient aux radicaux de gauche de demander la modification de ce qui, dans l'actuel programme commun, apparaît — à tort ou à raison — comme révolutionnaire.

Nos partenaires doivent nous rejoindre sur ce point : il faut supprimer ce qui fait peur, non pas en soi, mais parce que la droite exploite ces propositions et que rien ne peut être opposé comme argument valable de la part d'un futur gouvernement de gauche non collectiviste.

Deux points seulement dans le programme commun nécessitent cette adaptation :

La démocratie politique repose sur le mécanisme de l'alternance au pouvoir. Le programme commun le reconnaît explicitement : « Si la confiance du pays était refusée aux partis majoritaires, ceux-ci renonceraient au pouvoir pour reprendre la lutte dans l'opposition. »

Pourquoi alors avoir ajouté : « Mais le pouvoir démocratique aura pour tâche la satisfaction des masses laborieuses », et sera donc fort de la confiance sans cesse plus active qu'elles lui apportent... ?

A la différence de la droite, qui refuse cette alternance et manifeste ainsi son mépris pour la démocratie, nous devons affirmer clairement notre acceptation totale du verdict populaire, ce qui implique la suppression d'une phrase quelque peu ambiguë.

Le problème de l'extension des nationalisations, à la demande des travailleurs et sur vote du Parlement en introduisant au sein même de l'entreprise la possibilité de remettre en cause la liberté et la propriété, ne correspond pas à l'esprit général du programme commun. Les radicaux de gauche ne remettent absolument pas en cause les nationalisations prévues. Au contraire, parce que nous estimons qu'il existe trois critères d'une « bonne nationalisation » : la grande entreprise en situation de monopole ; l'intérêt national de l'activité considérée ; le degré de dépendance financière par rapport à l'étranger, il est possible, dans certains secteurs, comme la métallurgie et le pétrole, d'envisager de nouvelles nationalisations, mais nous refusons que ce procédé devienne une méthode systématique de contrôle de l'économie française, et surtout des petites et moyennes entreprises.

Pour nous, radicaux, appliquer les réformes proposées par le programme commun, c'est manifester notre confiance en l'homme, et retenir les solutions qui lui reconnaissent son aptitude à exercer ses responsabilités. La démocratie politique et la liberté de l'entreprise sont bien des domaines où la crédibilité de la gauche et son aptitude à gouverner méritent d'être engagées sans ambiguïté.

(\*) Membre du secrétariat national des radicaux de gauche.

#### Une nouvelle publication au sein du P.S.

Un nouveau courant du parti socialiste cherche à s'organiser et vient de se doter, en conséquence, d'une publication : Pour l'union (36, place Bellecour, 69001 Lyon). Il regroupe, derrière M. Pierre Joux, membre du bureau exécutif du P.S., député de Saône-et-Loire, plusieurs députés tels que MM. Louis Dartot, Roger Durroux, M. Claude Germon, membre de la commission exécutive de la C.G.T., M. Christian Goux, économiste, membre du groupe des experts du P.S., et Mme Nicole Questiaux, membre du comité directeur. Ce courant, qui se situe dans la majorité du P.S., est réticent devant le développement au sein du parti socialiste d'un certain discours autogestionnaire. Ses animateurs avaient d'ailleurs exprimé leurs réserves devant un rapprochement trop privilégié avec la C.P.D.T. lors des assises du socialisme d'octobre 1974, qui avaient vu M. Michel Rocard et ses partisans rejoindre le P.S. Se réclamant du marxisme, M. Pierre Joux et ses amis sont particulièrement soupçonnés d'approfondir la stratégie d'union de la gauche et l'alliance avec le P.C.F. Ils se démarquent de M. Mitterrand et de la « majorité de la majorité » du P.S. sur des questions comme l'Europe.

### Une croisière en GRECE à peu de frais à bord de "l'Alexandros" pour 1.500f. seulement.



EN PENSION COMPLÈTE, avion ALLER-RETOUR PARIS/PARIS compris. Seul l'hébergement à Athènes est en supplément, selon la formule choisie.

Croisières de 3 ou 4 jours : Le Pirée, Rhodes, Mykonos, La Crète, Santorin, La Turquie... des horizons de rêve... l'air marin et le soleil. Détente complète à bord d'un magnifique bateau.

Navi-Greece a pensé à ceux qui n'ont pas encore prévu leurs vacances et qui aiment le charme de l'improvisation parfaitement organisée.

Une occasion à saisir tout de suite. Téléphonez au 260.30.20 ou allez à l'agence Le Voyage en Grèce, 6, rue de l'Échelle - 75001 Paris

KABUL

Départ	Retour
20 Juil.	30 Juil.
27 Juil.	6 Août
14 Juil.	13 Août
30 Juil.	30 Août
2 Août	27 Août
4 Août	16 Sept.
6 Août	18 Sept.
13 Août	10 Sept.
1er Sept.	29 Sept.
10 Oct.	29 Oct.

2.100 F et 2.200 F

ALLIANCE EUROPEENNE DE VOIR

bon pour recevoir gratuitement notre brochure 76

Nom

Adresse

Ville

QUE CHOISIR ?

tests

plages

poissons

boissons gazeuses

dentifrices

(1) Voir à cet égard les travaux du C.R. de la C.G.T. sur le capitalisme géographico-social, « Réponses », n° 31, 5, rue Pavane Paris-3\*, le numéro 10 P.







# SCIENCES

## LES DIFFICULTÉS DU RETRAITEMENT DES COMBUSTIBLES NUCLÉAIRES IRRADIÉS

**LE REFUS  
DE LA RÉFORME LITURGIQUE  
SIGNIFIE POUR BEAUCOUP  
LE REFUS DU CONCILE**

Le cardinal François Marty  
archevêque de Paris, avant de

des lettres de protestation à la suite de son communiqué concer-

nant les prêtres ordonnés à  
Écône et la messe de l'un d'entre

à West-Valley, dans l'Etat de New-York, et dont la capacité de retrait

## PRESSE

# MÉDECINE

## A LA VEILLE DES VACANCES

### **Le touriste, victime et vecteur des maladies vénériennes**

...lance, à propos des maladies vénériennes, les docteurs Coulon, Durel et Siboulet (Paris). Prenant la parole au cours d'une « table ronde », organisée par l'Association Française d'Information Médicale et d'Éducation Sanitaire, et la Ligue Française contre le péril vénérien, ils ont fait un exposé sur « l'importance de la syphilis et la nécessité d'une loi de « non ignorance totale », le touriste était la victime idéale des maladies sexuelles transmissibles, ce que, n'ayant « aucune notion de sa responsabilité », il n'en était souvent un « vecteur » et peut-être aussi d'un autre d'exemple, qui ont été le cas d'un jeune quinquagénaire, sans que le retour de Bangkok, où il avait contracté la gonorrhée, avait, dit-il, conduit à l'indolence, et, finalement, à la mort, survenue dans les vingt-quatre heures, à son six mois.

Comme ont souligné les orateurs, il est paradoxal qu'après les atteintes des maladies vénériennes — au premier rang desquelles la syphilis et la gonorrhée — sont très bien maîtrisées, et que les personnes atteintes sont traitées, et guéries, et soignées par une thérapeutique

... Dix-sept mille cas de gonorrhée ont été officiellement recensés, chaque année, alors que, selon toute probabilité, ce sont quatre cent mille personnes qui en souffrent atteintes

■ Ligue nationale française contre le péril vénérien. Comité Adjoint, Fournier, 25, boulevard Saint-Jacques, 75014 Paris. Tél. 337-95-40.

---

## DES CHERCHEURS AMÉRICAINS METTENT AU POINT UN STIMULATEUR CARDIAQUE SANS PILLES

New-York (A.P., A.F.P.). — Les chercheurs de l'université du Wisconsin et de l'hôpital général de Massa- chusetts ont réussi de mettre au point un stimulateur cardiaque sans piles. Ils ont expérimenté avec succès sur des chiens.

minute »), le nombre des cas cesse de croître. « Il faut donc attendre que les « malades », ont déclaré les trois médecins, sont soulagés, par exemple, que l'information puisse être diffusée par les compagnies aériennes et des agences de voyages.

Rappelant l'importance des troubles touchés de ces malades (80 à 70 % des femmes, 5 à 10 % des hommes atteints de gonorrhée), les deux formes de gonorrhée, le « malade » qui souffre de la maladie qui ne guérit donc de rester longtemps (année(s)), les auteurs soulignent l'importance de la recherche scientifique, « surtout au retour des vacances où l'on a eu des relations nouvelles et changeantes », et ils ont déclaré, « la maladie est abolie, ont-ils déclaré.

Les préservatifs masculins restent un excellent moyen de prévention ». Ils ont regretté qu'il n'y ait pas de préservatifs féminins. En France, du fait des « tabous », ils ont entrepris des campagnes intensives d'information : « Beaucoup de femmes ne savent pas comment utiliser le préservatif », ont-ils déclaré.

Le « malade » qui souffre de la maladie, les auteurs ont déclaré, « est une bride biologique », ce stimulateur utilise deux électrodes, l'une au pénis, l'autre en aluminium qui se fixe au scrotum.

« Les principes chimiques naturels du corps. La différence de potentiel ainsi créée crée une stimulation des autres stimulateurs cardiaques, pour stimuler le muscle cardiaque.

Actuellement, deux principaux types de stimulateurs (ou « pacemakers ») sont utilisés : les premiers utilisent des piles classiques (au mercure par exemple), les autres utilisent des piles à énergie changée tous les deux ou trois ans, au prix d'une intervention chirurgicale.

Les auteurs ont déclaré qu'ils ont implanté des stimulateurs pile nucléaire, utilisant le plutonium 238 : ils sont nettement plus coûteux, mais ont une durée de vie de 10 à 15 ans.

« Les auteurs ont déclaré que le stimulateur « sans piles », s'il devait finalement être mis au point, en vue de son utilisation chez les personnes âgées, « ne coûte encore au moins cinq ans de travaux — ne demanderait pas, lui non plus, d'interventions chirurgicales », ont-ils déclaré.

«... ont encouru la contamination vénérienne ». Il faudrait déjà « informer les informateurs », ont-ils estimé, soutenant que « si l'on veut qu'une personne n'est capable de donner une information correcte ».

Ils ont enfin regretté l'insuffisance des statistiques disponibles sur les maladies sexuelles transmissibles : selon eux, moins de 10 % des médecins s'acquittent des formalités, théoriquement obligatoires, de déclaration (notamment,

© RECTIFICATIF. — Contrairement à ce que nous avons écrit dans le numéro du 16 juillet, la loi n° 105 du 10 juillet 1973 sur la santé publique de Paris n'est pas de 14 %, mais de 7 %. Par contre, les tarifs que nous avons indiqués sont exacts.

**NOUVELLE JOURNÉE  
D'ACTION NATIONALE**

La presse d'opinion connaît, elle aussi, des difficultés financières (l'«*Evening Standard*», quotidien social-

\_\_\_\_\_

**« OUEST-FRANCE » LANCE  
UN DÉPARTEMENT ÉDITION**

Au terme de quelques mois de fonctionnement, les premiers ou-

**Figure 1**

● Cinq mille exemplaires du

« *Parisien libère* » ont été aéroso-  
lés au cours de la nuit, de mercredi 14  
à jeudi 15 juillet, dans une  
action menée par une dizaine  
d'inconnus, en forêt de Fontaine-  
bleau au lieu-dit « Le Grand Ve-  
neur », contre une camionnette de  
presse. C'est la seconde fois en  
moins d'une semaine qu'une inter-  
ception semblable a lieu à cet en-  
droit.

## A LA VEILLE DES VACANCES

### **Le touriste, victime et vecteur des maladies vénériennes**

O'est, à la veille des vacances, cet véritable cri d'alarme qu'ont lancé, à propos des maladies véné-  
réennes, les docteurs Coulon,  
Garnier et Fauriol. Ils ont lancé  
la parole au cours "une" table  
ronde "organisée" à Paris, par le  
Centre d'information médicale et  
d'éducation sanitaire de France,  
contre le péril vénérien,  
qui est notamment rappelé qu'il  
s'agit de son ignorance totale, s

**DES CHERCHEURS AMÉRICAINS  
METTENT AU POINT  
UN STIMULATEUR CARDIAQUE  
SANS RILE**

Comme ont souligné les orateurs, les soins paraissent surtout efficaces pour les traitements des maladies vénériennes — au premier rang desquelles la syphilis et la gonorrhée — sont très bien maîtrisés (dans 98 % des cas, la gonorrhée est guérie en 10 à 15 jours, la syphilis « à minute »), le nombre des cas cesse de croître. « Il faut reprendre des mesures révolutionnaires », ont déclaré les trois ministres. « Si la France veut rester à la pointe de l'information puisse être développée par le biais des compagnies aériennes et des agences de voyages. »

Atteints, les deux principaux types de stimulateurs (ou *pacemakers*) sont utilisés : les premiers utilisent des piles classiques, les autres des piles à long-qui ont l'inconvénient de devoir être changées tous les deux ou trois ans, nécessitant une intervention chirurgicale. Depuis six ans, on implanter des stimulateurs à pile nucléaire, utilisant le plutonium, qui ne nécessitent pas de piles concrètes, mais ont une durée de vie d'une dizaine d'années. Le stimulateur à sans pile, s'il n'est pas programmé, agit à l'infini, en vue de son utilisation chez l'homme — ce qui demandera encore au moins cinq ans de tests avant d'être autorisé. Jusqu'à présent, plus d'interventions chirurgicales fréquentes, sans pour cela estimer les chercheurs américains, en contrepartie, que chez qu'un stimulateur classique.

● **RECTIFICATIF.** — Contrairement à ce que nous avons écrit dans le Monde du 10 juillet, la hausse des prix de journée à l'assistance publique de Paris n'est pas de 14 %, mais de 12 %. Par contre, les tarifs que nous avons indiqués sont exacts.

(De notre correspondant.)

Rennes. — Dans le cadre de la diversification de ses activités, le quotidien régional Ouest-France vient de créer un département édition de livres, dont la responsabilité a été confiée à M. Jean-Paul Gisserot, ancien directeur des Editions Alsatia de Paris.

Au terme de quelques mois de fonctionnement, les premiers ouvrages publiés par ce nouveau groupe éditorial ont été la preuve que la presse d'aujourd'hui agit dans ce premier temps, essentiellement de livres à caractère pratique ou touristique, en particulier un guide de Bretagne abondamment illustré et enrichi par l'attention de M. Michel Renard. Une dizaine de monographies sont actuellement en vente (Rennes, Mont-Saint-Michel, les chapelles consacrées à Notre-Dame de Lorette, Paris) afin de marquer l'impact national que le journal *Ouest-France* veut conférer à son département éditions.

● L'Union des syndicats C.G.T. de la région parisienne invite, à l'occasion des deux dernières étapes du Tour de France, samedi 17 et dimanche 18, « les travailleurs de la Région » des Yvelines et de Paris à manifester leur réprobation pour l'attitude de M. Amaury, directeur du Parisien libéré et co-organisateur du Tour, dont le journal est le « seul qui se refuse encore à négocier avec les communistes ». Les journalistes parisiens arrivés alors que la presse parisienne alors que tous les directeurs des autres journaux ont signé un accord cadre avec le syndicat C.G.T. ».

● Cinq mille exemplaires du « *Parisien Libéré* » ont été dérobés au cours de la nuit de mercredi 14 à jeudi 15 juillet, dans une action menée par une dizaine d'inconnus, en forêt de Fontainebleau au lieu-dit « Le Grand Veneur », contre une camionnette de presse. C'est la seconde fois en moins d'une semaine qu'une interception semblable a lieu à cet endroit.



## JUSTICE

APRÈS L'ADOPTION DU PROJET DE LOI

## Le gouvernement décidera seul de la composition de la commission « informatique et libertés »

Le conseil des ministres du 15 juillet paraît n'avoir modifié que sur un point la rédaction du projet de loi « informatique et libertés » telle qu'elle était sortie des délibérations du Conseil d'Etat (le Monde du 13 juillet). Il a écarté la possibilité pour la commission de contrôler de tout recours à l'exception de ses membres. Ceux-ci seront nommés par le gouvernement, qui contrôle donc la composition de la commission, alors que le Conseil d'Etat avait suggéré que six d'entre eux (deux membres du Conseil d'Etat, deux de la Cour des comptes, deux de la Cour de cassation) soient élus par l'assemblée dont ils émanent.

Le recul est encore plus net, si l'on se réfère au rapport Triot, déposé en septembre 1975 (le Monde du 17 septembre 1975), qui avait suggéré un usage encore plus net de l'élection, puisque, recommandant la présence de quatre parlementaires (deux députés, deux sénateurs), il ne prévoyait que deux personnalités nommées par décret. Ce réflexe de méfiance de la part du gouvernement explique pour partie peut-être l'égalité méfiance avec laquelle est accueilli par plusieurs

commentateurs le dépôt de ce projet. Tandis que l'humanité estime qu'il « ne garantit rien », Rouge le compare à « une corbeuse contre une fusée nucléaire ». Au contraire, le ministre de la Justice, dans une interview à l'Europe n° 1, se félicite de l'adoption de ce projet.

## Protéger les citoyens

« Le fascisme technocratique, à-t-il dit, est un mot à prendre au sérieux. Je tremble à penser à ce qu'un Etat totalitaire pourrait faire de l'informatique. La machine peut devenir démoniaque. C'est le devoir d'un Etat démocratique et libéral de protéger les citoyens contre les excès de l'informatique. » Libération en tire le commentaire que, « si le reste n'était pas inquiétant, ces phrases mériteraient à nous mettre la puce à l'oreille ».

Notre Etat libéral, a poursuivi le ministre, a réagi devant la prolifération anarchique des collectionneurs de renseignements. On ne connaît pas exacte-

ment le nombre de fichiers de personnes qui existent : sans doute, entre soixante-quinze mille et cent mille. Mais nous sommes maintenant en mesure de préserver les Français contre les abus. Nous abandonnons le projet Safari a été abandonné, mais le projet de loi procède de ce renoncement.

Le projet fera sourire, dans la mesure où, et ce projet Safari a été abandonné, ce n'est certainement ni sur l'initiative de M. Lecanuet ni sur celle de ses prédécesseurs. Il a fallu ce qu'on est convenu d'appeler des incrédules dans la presse (le Monde du 31 mars 1974) pour que le gouvernement, qui était à l'époque celui de M. Messmer, s'avisât du danger virtuel de cette technique.

M. Poniatsowski se dit lui aussi très satisfait de ce projet, dans des termes d'ailleurs ambigus, puisqu'il a immédiatement précisé qu'il « ne généralise pas le travail de la police et celui du ministère de l'Intérieur ». Il est d'autant plus fondé à faire cette remarque que l'accès direct des citoyens au fichier ne pourra pas être le fait de personnes elles-mêmes, mais seulement d'un membre de la commission. — F. B.

UN PROJET DU CONSEIL FÉDÉRAL

## Les couples suisses pourront porter le nom de l'épouse

Genève. — A Berne, le conseil fédéral (gouvernement) vient de publier un projet de réforme du droit matrimonial destiné à instaurer l'égalité de l'homme et de la femme au sein du mariage et qui ne manque pas d'originalité. Ainsi le texte prévoit que « les fiancés choisissent comme nom de famille le nom de l'un d'eux » : le couple pourra, par conséquent, porter le patronyme de la femme. En cas de divorce, le conjoint pourra conserver le nom acquis par le mariage, à moins qu'il ne manifeste, dans un délai de six mois, le désir contraire.

Le concept de « chef de famille » sera supprimé, de même que celui de « femme au foyer ». Il est précisé que « l'époux qui voue ses soins au ménage et aux enfants ou qui aide son conjoint dans l'exercice de sa profession, a le droit de recevoir régulièrement un montant propre à satisfaire ses besoins personnels ». Il incombe aux deux époux de régler, d'un commun accord, leurs affaires et, en cas de divergences, de chercher un terrain d'entente, conseillé par un « juge » des mesures protectrices. C'est ensemble, également, qu'ils devront choisir leur domicile conjugal. Chaque conjoint contribuera, selon ses

De notre correspondante

possibilités, aux charges du ménage. Chacun des deux époux pourra représenter le ménage en ce qui concerne les besoins courants de la famille, exercer la profession qu'il souhaite et conclure des actes juridiques. Cependant, aucun d'eux ne sera en droit de résilier un contrat de bail ou d'aliéner le logement de la famille sans le consentement de l'autre.

La communauté des biens sera remplacée par un régime de participation aux apports (biens apportés par les deux époux lors du mariage) et aux acquêts (biens qu'ils auront acquis durant l'union), chacun ayant le droit d'administrer ses biens propres. Le mari et la femme étant censés avoir contribué dans la même mesure à la prospérité commune, les acquêts de chacun seront partagés entre les deux en cas de séparation. En outre, une révision constitutionnelle est prévue, tendant à assurer l'égalité entre un étranger ou une étrangère épousant une citoyenne ou un citoyen helvétique. Dans ce projet émané par un groupe d'experts sous la présidence de M. Jacques-Michel Grossen, professeur à l'un-

versité de Neuchâtel, le couple est en somme censé être composé de deux êtres également responsa-

bles. Le gouvernement de Berne a soumis à tous les gouvernements cantonaux ce projet de révision du code civil suisse (datant de 1907 et révisé en 1912) selon lequel « pour des motifs biologiques » la femme devait se consacrer aux tâches du foyer et être subordonnée à son mari dans divers domaines.

ISABELLE VICHNIAC.

● Suicide d'un détenu à Rennes. — Inculpé d'assassinat et écroué le 12 juillet à la maison d'arrêt de Rennes, M. Roger Launay, quarante-neuf ans, s'est pendu, mercredi matin 14 juillet, dans sa cellule. Aussitôt transporté au C.E.U. de Rennes, M. Launay est décédé dans la nuit de mercredi à jeudi. Il avait été arrêté le 11 juillet, et, après une journée et une nuit d'interrogatoires, il avait reconnu avoir, le 3 mai dernier, frappé son amie, Mme Solange Boyer, soixante ans, avant de jeter son corps dans un étang, près de Paimpont (Mayenne), où le cadavre était découvert le 26 mai. — (Corresp.)

# Demain les Jeux Olympiques. Darty s'engage à vous livrer le jour même votre TV couleur.

Darty : 128 modèles des plus grandes marques mondiales.  
Darty : des prix garantis par le remboursement de la différence.  
Darty : des dépannages même le dimanche.  
Darty : 18 magasins dans la région parisienne.

Darty, le seul spécialiste TV, électroménager, Hi-Fi qui ose vous signer le Contrat de Confiance.

Horne-Centers Darty et Réol regroupent : Darty, spécialiste de l'électroménager, Hi-Fi, TV et Réol, spécialiste en général, décoration et cuisine.  
75 - PARIS 17<sup>e</sup> : 25 à 35, bd de Belleville - M<sup>o</sup> Courcelles  
75 - PARIS 14<sup>e</sup> : Centre Commercial Galté-Montparnasse  
80, av. du Maine - Entrée directe par le M<sup>o</sup> Galté  
91 - LES ULIS : Centre Régional "Les Ulis 2"  
93 - BAGNOLET : Pte de Bagneux, M<sup>o</sup> Galté, Au pied du Noiset  
93 - BONDY : 122 à 155, av. Galté, RN 3  
95 - CERGY-POISSONVILLE : Centre Régional "3 Fontaines"  
92 - CHARENTON : 151, av. Maréchal-Cochin, RN 306  
92 - FERRITTE : 100-114, av. Léonine, RN 1  
94 - CHARENTON : 10-12, av. R. Solignac, La Fourchette, RN 4  
94 - CRETEIL : Centre Régional "Créteil-Soleil"  
95 - ROUEN : 47, av. de Cœur



Magasins Darty spécialiste de l'électroménager, Hi-Fi, TV.  
75 - PARIS 8<sup>e</sup> : Darty pour le Mobilier, Parking place de la Madeleine  
75 - PARIS 17<sup>e</sup> : 168, av. de Chateaubriant, M<sup>o</sup> P. de la Chapelle  
75 - PARIS 18<sup>e</sup> : 121, av. de St-Ouen, M<sup>o</sup> P. de St-Ouen  
75 - PARIS 20<sup>e</sup> : 3-5-7, av. de la Pte de Montreuil, M<sup>o</sup> P. de Montreuil  
78 - ORGÈVAL : Centre Commercial "Art de Vivre"  
Sortie Pte de Montreuil, M<sup>o</sup> P. de Montreuil  
78 - PARIS 2<sup>e</sup> : Centre Commercial  
91 - THIAIS-BUNES : Centre Régional de la "Belle Epave", RN 7  
92 - ASNIERES : Carrefour des 4 Routes  
384, av. d'Argenteuil, RN 309  
69 - LYON : Centre Commercial de la Part Dieu, 9<sup>e</sup> étage  
4300 places de parking  
63 - LIMONEST : Route Nationale 6

① Neuchâtel le Mardi jusqu'au 21 h 30 - ② Neuchâtel le Mercredi jusqu'au 21 h 30 - ③ Neuchâtel le Jeudi jusqu'au 21 h 30 - ④ Neuchâtel le Vendredi jusqu'au 21 h 30 - ⑤ Neuchâtel le Samedi jusqu'au 21 h 30 - ⑥ Neuchâtel le Dimanche jusqu'au 21 h 30 - ⑦ Neuchâtel le Lundi - ⑧ Neuchâtel le Mardi - ⑨ Neuchâtel le Mercredi - ⑩ Neuchâtel le Jeudi - ⑪ Neuchâtel le Vendredi - ⑫ Neuchâtel le Samedi - ⑬ Neuchâtel le Dimanche

Celui qui ose ouvrir le dialogue mérite votre confiance.

## Emplacement ouvert à Darty aux organisations de consommateurs et d'agriculteurs

## PLUS DE PETIT COMMERCE AU VILLAGE?

Les citadins qui vont partir en vacances, s'ils ne vont pas s'agglutiner dans des centres touristiques vont découvrir qu'il est parfois difficile de trouver certains services ou certains magasins qu'ils avaient l'habitude de trouver à quelques pas de chez eux.

Des villages où le dernier commerçant fait tout ce qu'il peut pour ne pas disparaître.

Beaucoup de villages où le dernier commerçant, lui, a disparu. Des bourgs où n'existent que quelques commerces.

## UN COMMERCE DE QUALITÉ

Pour le milieu rural, soit un tiers de la population française réparti sur 90 % du territoire, c'est un problème grave de consommation qui se pose, et ceci, toute l'année :

Faut-il faire 10 Km pour aller acheter son pain ?

Faut-il en faire encore plus pour aller faire réparer le moindre "robot" ménager avec des délais souvent indéterminés ?

Cela arrive déjà dans certaines zones. Il ne faut pas que cela se généralise.

Les familles rurales tiennent à garder un commerce de proximité. Celui-ci apporte, en effet, beaucoup plus que la simple vente de produits.

Elles demandent que ce commerce de proximité puisse se réimplanter où il a disparu.

C'est cela aussi que le citadin va chercher à la campagne.

Un petit commerce où on a le temps de parler de discuter avec son vendeur des caractéristiques du produit qu'on achète, où on peut s'entendre avec celui qui va réparer l'appareil qu'on a apporté, et si quelque chose ne va pas, on sait au moins à qui en parler.

Tout cela fait partie de la qualité de la vie !

Encore faut-il que ce petit commerce ait la possibilité de se maintenir.

Si ce commerce de proximité, élément de vitalité du monde rural disparaît, c'est qu'il est, entre autres, écrasé par la concurrence des grandes surfaces.

En s'implantant, les grandes surfaces créent souvent un désert commercial ailleurs ; c'est ce déséquilibre qu'il faut faire cesser.

Les grandes surfaces bénéficient de conditions d'achat auprès des producteurs extrêmement favorables : des tarifs intéressants, des délais de paiement tels qu'elles ont presque toujours vendu un produit avant de l'avoir payé. Leur force est telle qu'elles peuvent même se permettre d'imposer leurs conditions à certains producteurs, les mettant en situation de totale dépendance.

A grand renfort de maillage publicitaire, elles se prévalent de pratiques de bas prix, qui ne sont d'ailleurs pas toujours inférieures aux prix pratiqués dans les petits commerces et ceci, malgré toutes les facilités dont elles bénéficient.

De plus, "empire déshumanisé" de la consommation, elles n'apportent pas la qualité de relations, de conseils, de services après-vente d'un petit commerce à taille humaine.

URGENT : AIDER LE COMMERCE DE PROXIMITÉ

Les familles rurales demandent que des mesures soient prises en faveur du petit commerce rural qui assure un réel service.

Il est indispensable et urgent de donner à ce petit commerce les moyens de vivre et d'être de qualité.

Il faut que des aides précises soient apportées au commerce rural pour l'aider à se rénover et à surmonter les difficultés et charges supplémentaires résultant de son éparpillement et de son éloignement par rapport aux centres de distribution, à savoir :

- qu'une part conséquente des sommes et des efforts prévus dans le cadre du VII<sup>e</sup> Plan pour l'aide à la petite et moyenne entreprise ainsi qu'à l'artisanat soit consacrée au petit commerce rural ;

- que les possibilités de formation, d'aides par le biais d'assistants techniques et du commerce se concrétisent rapidement ;

- que soient accordés au petit commerce rural des exonérations fiscales et un réajustement en leur faveur de la taxe professionnelle ;

- que les producteurs soient amenés à revoir les conditions qu'ils pratiquent envers le petit commerce, celui-ci devant pouvoir bénéficier en particulier des mêmes délais de paiement que les grandes surfaces.

COMMUNIQUE DE LA FEDERATION NATIONALE  
DES ASSOCIATIONS FAMILIALES RURALES  
81, AVENUE RAYMOND-POINCARÉ, 75116 PARIS



# Le Monde du TOURISME et des LOISIRS

AVEC UN BATON DE BERGER

## à la campagne

### La Provence dans les pas des brebis

Il sourit. Il ne marche pas, mais il est bien content pour ses enfants : on leur joue « Nans le berger » au presque naturel et décidément les gens d'ici font un gros effort pour le tourisme... A quatre pas de la mer, un folklorique défilé de moutons lui a coupé sa route, la N 559 qui va le conduire au Lavandou. Pas de quoi s'émouvoir : un si petit troupeau, si gentiment anachronique quand les ponts de la nouvelle autoroute lui passent sur la dos. Il a de la couleur, de l'odeur, des bergers, des chiens, des chèvres, deux ânes, des claquemements de frottes, des drapeaux rouges...

Il est vrai que ce troupeau-là pourrait passer pour cabotin. Il a signalé son départ au quotidien régional *Var-Matin* en longeant son imprimerie et s'en va maintenant vers le théâtre de Châteaufort avant d'aller tourner vers le circuit Richard. Le touriste, lui, n'ignore pas — et le dit — que la transhumance sérieuse se fait par trains et par camions. Il est très compétent : « Tout le monde sait que l'ouest appartient à l'élevage ovin sédentaire. Espèces restreintes, nomadisme en bergeries modernes, rendement élevé... Regardez bien, les enfants, vous ne verrez plus ça. D'ailleurs, c'est interdit à cause de la circulation. » Le petit troupeau est passé, sonnailles, yingling, le goudron de croûtes goudronnées, ignorant de sa condamnation définitive. Et la voiture est repartie.

Il ne sait pas, le touriste, que ce petit troupeau passera, chemin faisant, de trois cents têtes à près de deux mille, et que dans le seul Var, quelque cinquante troupeaux en marche sont en train de gonfler semblablement, et que, dans les seules Alpes-de-Haute-Provence, trois cent mille brebis vont se retrouver.

La Seyne et les autres, sur des centaines de kilomètres par dizaines de milliers. « Partir dans la chaleur d'ici, empaqueté. Et d'un seul coup débarquer au frais de la montagne, au froid et l'orage est passé par là. » Sans parler des congestions brutales, mieux vaut une montée progressive. (Les « motoristes », elles-mêmes, font à pied la dernière étape.) De La Seyne-sur-Mer à Maurin-de-l'Ubaye, il faudra deux bonnes semaines : 25 kilomètres par jour en moyenne, 3 kilomètres à l'heure, en broutant tout ce qui tombe sous la dent, en « chomant » aux gîtes d'étape quand le soleil écrase la route.

Gîte d'étape ? « Un bon pâturage pour les bêtes. » Qu'il faudra payer. Car le temps n'est plus où les villageois ouvraient leurs placards — et abaisaient leurs fontaines à hauteur de museau — pour recueillir au départ le fumier précieux.

Quel gîte pour les bergers ? « Rien. La belle étoile. » En 1976 ! Et s'il pleut ? « Le parapluie et la cape. » Quand l'étape gosse, une fois, la neige s'est mise à tomber au col de la Cayolle pendant que je dormais à poings fermés. Au matin, mon oncle ne me voyait plus. Mais l'abri de la bétailière ? — qui remplace aujourd'hui la charrette et suit le cortège avec les provisions, les éclopes ou l'agnelet trop neuf. « Elle ne passe pas par les traverses. Et pas question, surtout, de laisser le troupeau déloger. »

#### Lancer les chiens

Cinquième jour. Aups approche, la première grande halte. Il était temps. On a dormi court jusqu'à, sans toit à terre, et d'un cell. Langue longue, pattes folles, coussins déjà brûlés, empaquetés par l'aspic, les chiens mordaient un peu nerveusement les trainards. Et le troupeau s'est alourdi. A Signes, il a pris quatre cents brebis, des marseillaises de banlieue. A Méounes, encore trois cents moutons de la mer venus du petit port de Carqueiranne. A Sillans-la-Croix, deux cents. A Castellane, un nouveau affût de cinq cents têtes fera du ruisseau d'origine un fleuve de laine, étié parfois sur 2 kilomètres.

Cinq jours durant, il a fallu courir pour faire un passage aux voitures, chaque du frot, siffler, lancer les chiens. Les ponts et chaudières ont transformé en route bien des carreaux antiques et les voitures rabotent les brebis vers ces vignes si tentantes, toujours plus étendues chaque année. Le chemin rétrécit. Les résidences secondaires coupent les drailles d'autrefois, les chasses gardées interdisent le passage. C'est la course d'obstacles.

Même de vignes par ici, mais le lac tout neuf de Saint-Croix-Lès-Les a dû partir sous l'eau) attire de plus en plus voitures, caravanes, voitures. Il faudra contourner ses 2 000 hectares. On marchera davantage. Plus loin, en suivant les pare-feux, il faudra contourner les 36 000 hectares de Canjuers (Brovés a disparu sous l'armée) adonnés au canon, confisqués aux moutons — ce qui, soit dit au passage, a provoqué la disparition de plus de trente mille brebis nourries naguère par ces bons pâturages où la transhumance n'était pas nécessaire.

Malgré leurs chemins et leurs « droits ancestraux » confisqués, malgré le peu de chagrins de la mer aux Alpes, ils marchent toujours, les transhumants, même quand on les fait courir, même quand les règlements changent d'un département à l'autre et qu'on les verbalise, ces délinquants.

Folklore, où es-tu ? La vraie pastorale n'a par les couleurs, ni les parfums des bergeries du Trianon. Alors, l'avenir ? Vont-ils marcher encore longtemps ?

Ils répondent en marchant. Ils sont quatre. Le balle ? Oui, il marchera jusqu'au bout, comme depuis quarante ans, jusqu'au jour où les lotissements de La Seyne auront mangé avec la colline ses bases. Son fils ? Pas très chaud. Il conduit toute l'année un camion et ne se trouve là que pour « mener la bétailière ». Il monte jusqu'à l'alpage, mais il n'y restera pas. Maurice non plus. Mais lui, c'est autre chose. Berger de vocation — et dynastie savoyarde, — il a dû lâcher le métier quelque temps pour raison de famille, mais il brûle de reformer un troupeau. « Je ne peux pas m'en passer. Ni de cette vie ni des bêtes. » Et il connaît Marie-Mauron... C'est la relève traditionnelle. Voilà l'autre, la nouvelle, fille de mai 68 : Michèle, quatre ans de facultés, fondatrice de communautés plus ou moins éclatées. Il a apporté au troupeau en marche ses trente modestes brebis. « Autrefois, ça suffisait pour vivre. Maintenant, il en faut deux cents. » Il vit à la Roquebrussanne avec ses camarades et avec le rêve de remonter une vraie bergerie à la Sainte-Baume. Ça se fera. Les « anciens » et les paysans d'ici ne lui sont pas hostiles, pas plus qu'aux hippies éleveurs de chèvres. Il arrive même qu'on lui donne un agneau, un jumeau — un besson — qui épouserait la mère. Et le syndicat intercommunal aide ces jeunes venus de la ville. Peu à peu le « métier rentre ». Car c'en est un, exigeant et de long apprentissage. Des écoles l'enseignent, mais la route est bonne école.

La nuit prochaine, on repartira. Une grande semaine encore, et ce sera l'alpage, tout près de la frontière, où les brebis front fraternellement avec leurs sœurs italiennes. Avant, il y aura bien d'autres obstacles : le col d'Allos, les chaudières de l'été après Barcelonnette, la panique d'un chien quand sous un tunnel les sonnailles font un vacarme du diable, ou l'un de ces orages qui vient à Comps, de foudroyer ensemble quatre-vingts bêtes. S'il neige, les moutons vont pénétrer, réticents, et pour les entraîner, il faudra faire passer devant eux les chèvres insolentes, un peu folles.

Là-haut va commencer une autre histoire. Les bergers du voyage repartiront. Resterà le balle. Son épouse vient de le rejoindre, en voiture. Elle a dit : « Là-haut, il est heureux comme un roi. » Lui n'a pas dit non. Mieux dit, mieux dit l'époque aisée. Mais il y a l'Alma. Longue marche au montagnisme libre, belle étoile de la route ou cabane de l'alpage. « Si c'est la route, ça n'entre pas, ça, dans le calcul du prix de revient du camion ni dans les courbes statistiques de production. Ni son amour — mot bien pesé — pour ses bêtes. Ce n'est pas littérature de dire qu'il comprend leur langage : de la « bête » de la laine, ceux de la soie, de la peur ou de la troublante confiance, comme celui de la maladie. Qu'il guérit. Car ses romantiques « secrets » sont le produit sériel d'une familiarité quotidienne. Elle a des secrets.

Il marche encore cette année. Il marchera encore l'an prochain malgré ce parcours du combattant où les obstacles s'accumulent, malgré sa colline seigneurale rongée par des chaudières qui ne sont pas navales — bien qu'on découvre entre les pins les coques des navires à lancer.

Hélas, La Seyne-sur-Mer, ce n'est pas la montagne.

JEAN RAMBAUD.

### LIBELLULE-MÉMOIRE

« SUR la feuille de nénuphar où, depuis déjà pas mal de jours (plus en tout cas qu'elle ne l'eût souhaité), elle attendait la venue problématique du mâle, la libellule éprouvait un sentiment proche de l'agacement. Quelque chose, là-bas vers la ville, avait dû bouleverser l'ordre des saisons et les rythmes du vent : cette odeur que prenait l'air depuis l'anclan printemps, une odeur de suie incolore et tenace rendant incompréhensibles et absurdes les messages et les effluves des eaux. Elle pointa la tête vers la surface du canal : elle n'y vit qu'un miroir couleur d'étain, nappé par endroits d'écumes blanchâtres, mélodramatisées, où rien ne reflétait les éclairs de la vie.

« Elle, la première, la plus ancienne, la plus vivace des insectes qui depuis trois cents millions d'années (peut-être plus, disaient les autres, selon des calculs qui échappaient à son entendement) ressemblait sans contrainte les rides et les frissons de ce qui l'entourait, éprouvait cette année comme un désarroi devant cet air lourd, sans émoi ni paroles, devant ces nappes, ces écumes, ces cotons blancs qui dérivèrent lentement autour d'elle comme des icebergs fragiles mais obstinés. Annonçaient-ils quelque nouvelle glaciation ou un nouvel exode ? Ici et là, des poissons flottaient, le ventre en l'air, comme si brusquement, sans aucune raison apparente, ils s'étaient révoltés contre la pesanteur des eaux. Tout cela ne présageait rien d'heureux ni d'exaltant pour elle : dans les trois cents millions de ses yeux à facettes, le monde s'écroulait en une infinité d'apocalypses sans grandeur, en milliers d'étangs gris où scintillaient — mais pour combien de temps ? — les bulles argentées de quelques hydromètres.

« Que se passait-il autour d'elle pour que le monde change ainsi, rendant de plus en plus incertains, sibyllins les messages et les voix du jour ? Les icebergs dérivèrent comme des fleurs attirées et peut-être mortelles : il lui faudrait sans doute aller ailleurs, chercher d'autres terrains de chasse, retrouver l'odeur des algues pourrissantes, des sphingues baignant dans l'eau dormante. Mais si lui arrivait enfin, s'il venait là, sur ce nénuphar et ce canal morose où depuis des générations les libellules avaient coutume de se poursuivre et de s'aimer ? Que choisir : l'habitude ou l'amour ? La faim ou le désir ? Perplexe, elle s'éleva un instant dans les airs, voulut tourner de plus près l'odeur de cette mousse étincelante sous le soleil et elle se prit à murmurer : « Quel étrange métier ! Pourquoi ne vient-il pas ? » Quand un martin-pêcheur (qui l'observait depuis un bon moment) l'engloutit avec délice sans même attendre la réponse.

« A quel rime cette histoire ? fit l'ami à qui je venais de le lire.

« A rien. C'est le début d'un conte écologique. Mais il s'est interrompu trop vite. La faute en est à ce martin-pêcheur.

« Mais comment ? Il ne m'appartient pas de supprimer à la légère dans la nature les êtres qui y vivent. Si je supprime le martin-pêcheur, il me faut supprimer aussi la libellule et l'hydromètre (voire le nénuphar, car aucun d'eux ne vit sans tous les autres).

« Disons alors que c'est un apologue. Mais que voulez-vous dire en fin de compte ?

« Je ne sais au juste. Si ce n'est qu'il ne sert à rien de promener dans la nature un regard d'homme si ce regard ne sait se métamorphoser. Il m'est arrivé d'arpenter des chemins de halage, de regarder les éclairs bleus des perches entre les algues, d'écouter le bruissement des libellules, de détailler les platanes qui, bien souvent, poussent au bord des canaux. Il m'est même arrivé de soulever leur écorce, d'en exposer le tronc pour y surprendre les saules endormis. Mais tout cela, ce ne sont que souvenirs quelconques, mémoire vive ou ordinaire selon les grâces des instants. Ce n'est que promenade d'homme. Mais si vous savez, ne fût-ce qu'un bref moment, écouter le silence soudain d'un canal, regarder l'instantané ce qui y vit, y attend, y guette le présent et l'immédiat futur, peut-être alors serez-vous autre, connaîtrez-vous de discrètes métamorphoses.

« Je n'ai vraiment vu un canal qu'une fois dans ma vie, le matin où, précisément, je me suis arrêté sur son bord pour observer longtemps une libellule posée sur une feuille de nénuphar, tandis qu'autour d'elle dérivèrent des mousses absentes et dérangeantes. Cela se donna qu'un instant, mais j'ai été, cet instant-là, libellule immobile.

« Vous rêvez. Vous tombez dans le piège de l'anthropomorphisme. Ne me dites pas que vous avez appris ainsi à quoi pensent les libellules ?

« Non pas à quoi elles pensent, mais à quoi peut penser un homme quand il regarde ainsi un insecte sur l'eau.

« Mais vous restez quand même un homme.

« Je reste un homme, mais un homme qui, le temps d'une seconde, a connu une mort libre. Vous voyez qu'on ne saurait innocemment se promener dans la campagne.

« Et que vient faire l'écologie dans tout cela ?

« Elle est au monde naturel ce que sont les prophéties et les oracles dans le monde des hommes.

« Nous sommes loin des libellules !

« Au contraire. Elles, elles ont survécu à tous les changements. Elles ont connu le temps des glaciaires, des grandes prées, des désastres carbonifères. Elles sont notre mémoire, à nous qui avons encore si peu de souvenirs. Elles sont l'enfance verte ou bleue de la vie. Non, je prie de garder ainsi ce conte inachevé : disons qu'il est comme la légende qu'on entend le long des eaux dormantes. »

JACQUES LACARRIÈRE.

### La Bretagne par les chemins creux

### AU VOLANT D'UN CAMPING-CAR

Le soleil levant pose une touche de rose sur les bords de sable qui cernent la pointe-du-Chevet. Là, entre Saint-Jast et Dinard, le Jusant repousse loin les flots. Mais, à cette heure où la mer livre ses secrets, les leveurs d'huîtres sont assés dans leurs parcs. A la pointe où bûche embrassée d'un blockhaus il n'y a ni villas ni terrain de camping, ni le parking disséminé au milieu de la lande il n'y a que les lapins et tout les pitres. Et vous. Vous, vagabond dont l'auto-camping est stoppée là, insolente, presque incongrue. Vous, à demi-aligné sur une couchette, sirotant un café riant, observant le panorama à l'avers le pare-brise, et remerciant vos saints bretons de vous être ce petit lever de soleil.

Hier, vous étiez passé la nuit sur le pilon de grès du Mont-Dol ou sur le sautoir de l'aurora des échos du Mont-Saint-Michel : ce soir, vous vous endormirez dans le périmètre d'un chemin creux : c'est ça, vous déjeunerez dans le giron d'une abbaye cistercienne... c'est cela le petit miracle quotidien de l'auto-camping. Au moment où les organisateurs, les ordarmes, les réservations, les oracles et les pancartes envahissent nos vacances, voici revenue

la liberté. Place aux tentativistes, aux individualistes à tous crins, aux nomades invétérés qui veulent les sites pour eux seuls, le silence pour compagnon et le changement pour habitude.

Pour ceux-là, les Anglo-Saxons ont inventé le « camping-car », autrement dit l'auto-camping. Ni une voiture, ni une caravane, ni une camionnette, mais un monstre hybride que l'administration n'a pas encore réussi à classer. Voici par exemple l'« autohome » construit par Ford. Devant, une cabine de conduite tout à fait classique. Derrière, un « salon » avec des banquettes pour quatre personnes. Le tout éclairé par quatre dalles pour ne rien perdre de la lumière ni du paysage. A l'arrière, un espace changeant : une table de déjeûner, des placards s'ouvrent, dévoilant la cuisine à gaz, l'évier et le réfrigérateur. Au moment du coucher, nouvelle mutation : les banquettes deviennent un lit à deux places, une couchette supérieure se déploie et les enfants grimperont dans une loggia aménagée au-dessus de la cabine de conduite.

Avec 50 litres d'essence, 70 litres d'eau — et le plein de victuailles, — vous voilà, moderne gitan, affranchi des hôtels, des restaurants et des terrains de camping.

Ni les autoroutes ni les chemins de campagne ne rebutent l'auto-camping. Pour prendre le volant, un permis de conduire ordinaire suffit. Partout où peut légalement stationner un véhicule pesant 2 tonnes et mesurant 5 mètres de long sur 2 de large, vous êtes chez vous. Et Dieu sait si les parades insolites ne manquent pas ! Un grinchoux s'oppose-t-il à ce que vous restiez-là ? Contact... En quelques tours de roue l'affaire est oubliée. Pleut-il à verse ? On lève le camp pour aller chercher le soleil un peu plus loin, ou bien on l'attend en jouant aux cartes. Initialement pour aller à la plage. L'auto-camping en fait office et, au retour du bain, les baigneurs glorieux attendent au frais.

On peut rouler de nuit pendant que les enfants dorment et en plein jour le conducteur fatigué passe à l'arrière pour piquer un petit somme tandis qu'en le remplace au volant. Si entre-deux sites le paysage est monotone, chacun se distrait à sa manière : on peut lire, bavarder, cirer ses chaussures, laver son linge ou préparer des sandwiches dans le living-room.

Des milliers de « camping-cars » roulent aux Etats-Unis, au Canada, en Grande-Bretagne, et dans les pays de l'Europe du Nord.

Mais les Français, qui achètent soixante-dix mille caravanes par an, viennent à peine de les découvrir et les achats ne dépassent pas quelques centaines de véhicules. Une dizaine de modèles, parfois bicolores par des artisans, leur sont proposés. Cela va de la fourgonnette Renault 4 aménagée en « cabanon roulant » pour couples d'amoureux à la « villa » tout confort sur quatre roues, construite par Ford. Avec — s'il vous plaît ! — chauffage, douche, W.C. et mini-fosse septique. Les prix varient de 25 000 à 70 000 francs.

Une seule firme, apparemment, pratique la location d'auto-campings en France. Il s'agit de Sodis, dont le siège est au Maine-et-Maine, mais qui a une demi-douzaine de bureaux où de conseils s'adressent à l'Hexagone. Ses affaires allaient leur petit bonhomme de chemin lorsque brusquement, cette année, les clients ont afflué, et cent vingt auto-campings loués par ses soins circulent actuellement, mais, faute d'un parc suffisamment garni, il a fallu décourager des amateurs par centaines.

MARC AMBROISE-RENDU.

(Lire la suite page 10.)

**Juillet-Août : Encore quelques places avec des réductions jusqu'à 70 % sur votre billet d'avion**

NEW YORK	1590F	ATHENES	790F
MEXICO	2300F	TUNISIE	730F
BANGKOK	2450F	CORSE	550F

Voix Aller-Retour.

**le point 85**

Voyages 85 / COR.LIC. A 891  
85 bd saint michel paris 5  
tel. 325.10.76, 033.05.80

**GRATUIT**  
"brochure Voyages 85"



## Tourisme

### La Bretagne par les chemins creux

(Suite de la page 9.)

Le véhicule qui nous a été confié pour essai par la Sodis était un « autohome » 10 CV Ford, 30 000 kilomètres au compteur. Nous en avons pris livraison chez Pacific, concessionnaire de la Sodis à Orgeval (Yvelines). Peinturé en rouge et blanc, portant en grosses lettres la marque du loueur, avec son capot en nez de bulldog et la curieuse avancée de la caisse qui surplombe la cabine de conduite, l'engin ne passe pas inaperçu en Europe, mais sa silhouette, en Amérique du Nord, est plus que familière... Ici, les gens se demandent s'il s'agit de la camionnette d'un marchand de glace, d'une super-ambulance ou d'une roulotte de cirque !

Une fois au volant, l'impression est meilleure. Le moteur, qui développe allègrement 65 ch, tourne rond, tire sans peine ses 2 tonnes et se conduit comme une voiture un peu lourde. Attention, cependant : l'excellent rayon de braquage fait oublier trop facilement que l'engin a près de 5 mètres de long. Lors des manœuvres à reculer, il sera prudent de poster un passager aux fenêtres arrière pour diriger le conducteur. Sur autoroute et par vent nul, le véhicule ne dépasse pas 100 kilo-

mètres à l'heure. La paroi d'Orgeval - Mur-de-Bretagne (486 kilomètres) a été accomplie à la moyenne de 66 kilomètres-heure. Consommation : 14 à 15 litres aux 100. Doubler un poids lourd exige évidemment une grande vigilance. Cependant, comme on a les yeux à 2 mètres au-dessus de l'asphalte, le regard porte loin. A vous les vastes horizons et les vues imprévisibles. Sur les petites routes de Bretagne, bombées et sinueuses, l'autohome devient, pour les passagers du salon arrière, inconfortable et bruyant. Comme dans un bateau malmené par le mauvais temps, les objets s'entrechoquent dans les placards.

A l'arrêt, on constate que la cuisine, le réfrigérateur, la pompe à eau, remplissent bien leur office. Et, la nuit venue, tous les détails et banquettes déployées, si on a pris la précaution de stopper le véhicule bien d'avance, on a l'impression d'être « chez soi ». Trois adultes et un enfant peuvent dormir à l'aise dans l'autohome.

La liberté, cependant, coûte cher. Pour un raid en Bretagne de 1 444 kilomètres accompli en quatre jours et demi, la facture de location se montait à 2 600 francs. Si l'on y ajoute l'essence (et l'alimentation pour quatre personnes), la note atteint environ 3 400 francs, ce qui est assurément plus coûteux que le même voyage fait au volant d'une voiture avec nuit à l'hôtel et repas au restaurant.

Avec une auto-caravane de type Renault 4 louée pour une semaine sur la base de deux personnes et parcourant 1 500 kilomètres, il faut compter 2 000 francs. Avec une Volkswagen, important trois personnes sur 800 kilomètres en trois jours, les frais totaux (location, essence, nourriture) peuvent être évalués autour de 1 800 francs. Le prix de journée d'une auto-caravane évoluerait donc, selon la taille et le confort du véhicule, entre 120 et 200 francs par personne. Ce type de tourisme vagabond restera donc le privilège de vacanciers relativement fortunés. A moins que le goût des bricoleurs à aménager eux-mêmes des camionnettes d'occasion...

MARC AMBROISE-RENDU.  
\* Sodis, route de Senlis, B.P. 26, Pouchard, 77104 Meaux. Tél. : 03-41-12.

**PLUS VITE  
MOINS  
CHER**

**Pour  
l'Angleterre  
prenez  
l'Hoverlloyd**

**En voiture  
5 passagers gratuits  
Calais - Ramsgate**

à partir de  
**180<sup>F</sup>**  
• jusqu'à 20 vols par jour  
• 40 minutes de traversée  
• formalités accélérées à l'importation  
• autoroute directe jusqu'à Londres

**En autocar  
Paris - Londres**

**105<sup>F</sup>**  
équipement tardif spacieux et confortable et confort de 18 ans  
• émission des billets et départ des cars  
• 24 rue de St Quentin 75010 Paris  
T. 607.50.65  
• Service Bruxelles-Londres: Hoverlloyd  
Centre International Rogier,  
Rue de Brabant 3-Bruxelles T. 219.02.25

**Passagers à pied  
Calais - Ramsgate**

**64<sup>F</sup>**  
équipement tardif spacieux et confortable et confort de 18 ans.

**HOVERLLOYD**  
Brochures, horaires et réservations:  
Agences de voyages ou Hoverlloyd  
Paris: 723.73.05 Calais: 34.67.10

M. \_\_\_\_\_  
V. \_\_\_\_\_  
A. \_\_\_\_\_  
C. \_\_\_\_\_  
Desire recevoir gratuitement une brochure  
HOVERLLOYD.  
A retourner à Hoverlloyd  
Hoverport International - 62106 Calais

## VACANCES EN VILLE (Suite)

### Pour les amateurs de sport

Durant la période des vacances scolaires, les Centres scolaires d'éducation physique et sportive ferment leurs portes. Cependant, des centres d'initiation sportive et de loisirs proposent certaines activités en juillet-août.

Ces centres d'initiation sont ouverts chaque après-midi, de 14 h à 17 h sauf le samedi. Ils sont en fait peu nombreux. A noter cependant qu'ils disposent d'un équipement privilégié, propre à donner goût aux enfants de douze ans et plus à divers sports de leur choix: athlétisme, gymnastique, tennis, tennis de table, natation. De plus, sont aussi proposés des sports collectifs: football, handball, etc.

Chaque arrondissement, ou presque, dispose d'un stade ou d'une salle de sports. Hélas ! tous ne sont pas prêts à recevoir de jeunes sportifs amateurs.

Inscription: l'adhésion, l'assurance et la participation aux activités sont gratuites. Les jeunes peuvent se présenter aux stades aux jours et aux heures d'ouverture.

Renseignements: Direction de l'Action culturelle de la jeunesse et des sports de la préfecture de Paris, 17, bd Morland, Paris-4<sup>e</sup>. Tél.: 277-15-50, poste 30-77. Ou bien: Bureau d'information du service de l'animation et de l'inspection, 66, bd du Montparnasse, Paris-15<sup>e</sup>.

### Du plein air et des leçons de choses

A l'ombre d'une pinède, des balançoires, des labyrinthes de bois, des patinoires en forme de coquillage: le site ravit par sa fraîcheur. Le Parc Floral à Vincennes, offre de ces aires de jeux que depuis des années les centres de loisirs (ex-centres aérés...) colonisent durant tout l'été.

A Paris et dans la périphérie une quarantaine de centres fonctionnent chaque jour depuis le 5 juillet. Le seul bémol de Vincennes en recèle une dizaine: Saint-Hubert, les Pyramides, Porte

Jaune, etc. Beaucoup de Parisiens ignorent encore leur existence. Pourtant, grâce à l'encadrement, à l'équipement dont elles disposent, ces aires de détente pour enfants d'âge scolaire méritent d'être connues pour les services qu'elles peuvent rendre aux parents qui travaillent pendant les « grandes vacances ».

Comment occupe-t-on les enfants dans ces centres de loisirs ? Il s'agit essentiellement d'activités de plein air, promenades, découverte de la nature, jeux à caractère sportif (handball, baignade, piscine, etc.). Toutes ces activités varient d'un centre à l'autre, suivant l'implantation et les possibilités offertes, ainsi que l'âge des enfants.

Les activités d'été — qui n'ont pas un caractère scolaire, récréatif — sont très variées: aéromodélisme, musique, chant chorale, fûte, guitare, percussion, céramique et des sports particuliers comme le judo, le kendo ou le badminton. Les centres matériels comme celui du Parc Floral sont pourvus de manèges, de toboggans de cages à écureuils, de filets à grimper, mais aussi, de dortoirs sous tente.

D'autre part, de nombreuses excursions sont organisées dans certains centres: Saint-Quentin-Trouville, Valenton, Fontainebleau, Senart, etc. mais aussi dans les musées de la marine, de l'air, musée océanographique ou aquarium du Trocadéro. Toutes ces sorties sont possibles grâce à la présence d'un grand nombre de monitrices: une pour douze enfants, en moyenne.

Comment se passe le déplacement des enfants ? Chaque matin, un ramassage en autobus est assuré dans la plupart des arrondissements. Les écoles sont en général choisies comme lieux de rassemblement. Le départ est fixé à 8 h. 15. Le soir, tout le petit monde est de retour pour 18 h. 30 au plus tard. Une « journée continue » donc, puisque un repas de type cantine scolaire est prévu pour le déjeuner.

Inscription: s'adresser à l'école où l'enfant est inscrit. La journée

au centre coûte environ de 2 à 7 francs, suivant la situation familiale. Pour obtenir une réduction, il faut contacter la mairie dont on dépend. Renseignements: téléphone 277-15-50, poste 80-36 ou 39-28. Adresse: 17, boulevard Morland, Paris (4<sup>e</sup>).

Autres adresses: terrains d'aventure, square rue Thureau-Dangin (15<sup>e</sup>); 10, rue des Lilas (18<sup>e</sup>).

Renseignements: CODEF 33, 2, Campagne-Première (14<sup>e</sup>). Téléphone 325-25-61.

## TRÉTEAUX

Un grand plateau occupe le milieu du hall. Sur le côté, au pied de cette scène improvisée, est campé un volumineux haut-parleur, comme sort d'un phonographe. En face, d'où se dévide un échecou de fils électriques, une table d'écoulier qui supporte un magnétophone et deux micros, ainsi que des cahiers, constitue la table de bréviaire. Nous sommes dans la salle de sport de la maison des jeunes des Hauts-de-Seine, dans le vingtième arrondissement. Au programme des deux semaines d'animation de ce début juillet, un après-midi théâtral pour les jeunes de cinq à quatorze ans.

Quinze heures, les enfants se rassemblent, s'installent sur les tapis, assis en tailleur, accroupis devant la pelote. Sous leurs yeux, les comédiens échangent les derniers préparatifs.

Parmi les tout jeunes spectateurs, les plus curieux se risquent, harcélent les acteurs: « Elle ne marche pas, ta voiture en carton... Allez, encore un coup de poué-poué ! ». La musique est envoyée. Un grand gars, habit noir, chaussures rouges, rapplique ébroué à la main, s'élance sur la scène. Derrière lui, une Pierre de la région parisienne. La plupart d'entre elles, en effet, restent fermées durant toutes les vacances d'été. Au grand désespoir des parents qui ne savent pas occuper leurs enfants.

A la maison des Hauts-de-Seine, cette opération d'animation, sous l'égide du secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports, avec le concours du Centre de loisirs international, a pu être menée avec succès grâce à la participation d'animateurs bénévoles. En effet, les responsables permanents ayant pris leurs congés annuels, la maison a fonctionné durant quinze jours pratiquement en autogestion. Sans anicroche. C'est aussi un point fort encourageant.

Renseignements: M.J.C. des Hauts-de-Seine, 43, rue du Borté, Paris-20<sup>e</sup>. Tél. 636-63-11. Pour les autres M.J.C. (la plupart ne reprennent leurs activités qu'à partir du 1<sup>er</sup> septembre): Bureau de la jeunesse et des loisirs, 17, bd Morland, Paris-4<sup>e</sup>. Tél. 277-15-50, poste 30-13.

## TOURISME HOTELS RECOMMANDES

### Côte d'Azur

**PREJUS PLAGE**  
IL ETAIT UNE FOIS... N.N. Boulevard Frédéric-Mistral - Tél.: 95-33-65

**VILLEFRANCHE-SUR-MER**  
Mapotel WELCOME, bord de mer  
Tél. 470281 - Tél.: (92) 80-70-26

**Mer**  
**CAP-D'AGDE 34300**  
Languedoc

Hôtel LE SABLEHOTEL... N.N.  
En bord de Plage - 2 piscines privées  
Promenades en péniche  
sur le Canal du Midi.  
ville - Animation permanente  
Tél. : (91) 94-13-17.

### Montagne

**ALPES DU SUD LE SAUZE 04400**  
Gîte LE DASSU... N.N. Alt. 1 400 m  
Piscine chauffée. Tennis privé. Saunas  
Calme. Excursions accompagnées. Tél.  
(02) 81-34-59.

### Allemagne

**BADEN-BADEN**  
**GOLF HOTEL**... A Grand parc,  
plac. plein air + pisc. ext., saunas  
Ch. av. a. de bus, w.c. Demi-pension  
120 F L.L. Tél.: (19 - 497251) 23691.  
Télax 78.11.74.

### Province

**BORDEAUX**  
**LE GRAND HOTEL DE BORDEAUX**  
... N. App. calmes, 40 à 78 F T.T.C.  
Centre d'affaires et spectacles.  
2. place de la Comédie - BORDEAUX  
Garage gratuit - Tél.: 52.54.03 ou 06

### Suisse

**AROSA (Grisons)**  
**SPORTHOTEL VALSANA**, 1<sup>re</sup> Classe  
Tél. 74222. Une semaine de séjour dès  
700 F.F. + piscine.

### LEYSEN (Alpes-Vaudaises)

Climat - Sports - Bains  
Forêt par jour dès  
Fr. 5. 32. Piscine, tennis,  
piscine artificielle et mini-  
golf: GRATUIT. Office du  
Tourisme CH-1854 Leyser.  
Tél. 1941/25-52 44.

### LEYSEN (Alpes-Vaudaises)

**HOTEL MONT-BLANC**, 3<sup>e</sup>  
cl. Confort. Services per-  
sonnalisés. Pension compl.  
T.T.C. des F.F. 75. - Tél.:  
1941-95-0233.

### CH - 3563 CRANS-MONTANA

Hôtel BEAU-SITE. Tél. 1941-27-41 33 12  
Ambiance familiale. Cuisine soignée.  
Petit bar-lit. Prix modérés. Jardin.

### Châteaux - Hôtels indépendants Val de Loire

**45140 ORLEANS (Loiret)**  
**AUBERGE DE LA MONTESSAN**...  
Tél.: (38) 85-12-07

**41120 OUCHAMPS (Loir-et-Cher)**

**RELAIS DES LANDES**...  
Tél.: (38) 78-03-81

**37400 AMBOISE (Indre-et-Loire)**

**CHATEAU DE FRAY**...  
Tél. (38) 79-03-61

**37500 CHINON (Indre-et-Loire)**

**HOTELLERIE GARGANTUA**...  
Tél.: (47) 93-04-71

### Normandie

**61230 GACE (Orne)**

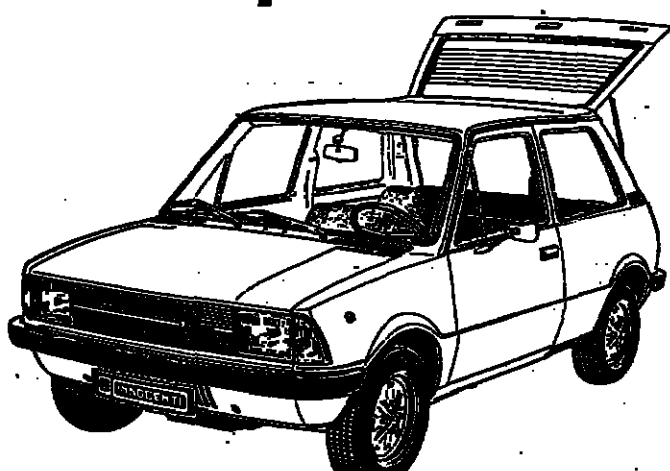
**HOTELLERIE LES CHAMPS**...  
Tél.: (34) 35-51-45

### Bretagne

**56410 ERDEVEN (Morbihan)**

**CHATEAU DE KERAVON**...  
Tél.: (97) 62-34-14

## Innocenti: disponible sous 24 heures



Innocenti existe en 2 modèles: 90L 6 CV\* 18.210 F et 120L 7 CV\* 19.510 F.  
Innocenti est une 3 portes de 3,12 m.  
Avec du style et du sens pratique, c'est la petite voiture des grandes vacances.  
Choisissez votre financement:

Crédit ou Leasing  
20% comptant ou Dépôt de 10% du prix (restitué en fin de location)  
1<sup>re</sup> traite après 3 mois remboursement en 48 mensualités.

\* prix clé en main au 12 juillet 1976 - essai et vente chez  
les 250 concessionnaires Austin en France. Leasing CGI - Crédit CGI

**Innocenti  
Leyland**  
Prépare TOTAL







# Hippisme

## LA GLOIRE ET LES ACCROCS

Le flambeau passe aux trotteurs. A peine Trepas est-il allé à Sandown Park conquérir les Eclipse Stakes, prenant le relais d'un Malacote qui venait de ramener à Chantilly le « plat » du derby d'Irlande, que la Marsaillaise retentit à Roosevelt Raceway. Deux chevaux français, Equivoque et Belino, prennent les deux premières places de l'International Trot, que les Américains considèrent comme le championnat du monde de trot. En vingt ans, trois fois seulement les représentants de Vincennes avaient gagné cette course (Jamin, Roquigne, Une de Mai) et jamais ils n'en avaient pris les deux premières places.

A dire vrai, celles-ci ne se sont pas trouvées partagées dans l'ordre qu'on pouvait imaginer. C'est Belino, favori à 5/5, qu'on attendait d'abord. Il est entré en tête dans la ligne d'arrivée; il paraissait encore devoir gagner à 50 mètres du poteau; mais Equivoque surgissait alors et à l'issue d'un sprint étonnant, lui prenait une petite demi-longueur. Le meilleur cheval du monde — car personne ne conteste à Belino cette suprématie — ne sera probablement jamais cham-

plion du monde: l'année prochaine, le poids des ans (il en a déjà neuf) sera un peu plus lourd. L'année, à tout prendre, explique la supériorité de Belino à l'égard de parcours sévères qui usent les adversaires.

Il ne gagnerait pas un Tour de France qui ne passerait ni par l'Alsace ni par le pays de Dôme. Or la piste de Roosevelt Raceway ne comporte pas de telles difficultés. Avec un loard (toutes proportions gardées) dans la ligne opposée, comme à Vincennes, il aurait eu, à la sortie du dernier tournant, trois longueurs d'avance sur l'entraîneur mis derrière à l'abri de l'attaque d'Equivoque; ou bien son adversaire aurait déjà dû alors puiser dans ses réserves pour s'accrocher à ses basques et n'en aurait plus eu pour placer son attaque des 50 derniers mètres. Sur une piste vouée exclusivement à la vitesse, la puissance s'est inclinée devant la vivacité, le muscle devant l'inflexion nerveuse, les neuf ans devant les six ans.

Il y a un parallèle chez les hommes. Equivoque porte les couleurs d'Alain Delon, mais est l'œuvre de Pierre-Désiré Allaire, qui l'a découvert, dressé,

puis façonné d'année en année. Belino est devenu Belino sous la main de Jean-René Gougeon.

Les deux hommes, associés dans les succès de Une de Mai — que déjà Allaire avait découverte, — ont été naguère d'inséparables amis. Puis, la gloire hippique séparant plus qu'elle n'unit, leurs routes se sont brutalement écartées.

Dans l'état de la rupture, Pierre-Désiré Allaire avait dit: « Ce n'est pas moi qui perdrai le plus. Car si Jean-René Gougeon est un merveilleux driver, c'est moi qui suis décalé le bon poulain dans un lot, moi qui suis acheteur, et c'est cela l'essentiel. »

Quelques temps après, au soir d'une des premières victoires d'Equivoque, nous pouvions attester qu'il nous avait dit: « Voilà le successeur d'Une de Mai. Ce cheval-là est taillé pour les plus grandes amériennes. Il sera un jour champion du monde. »

Seul, Jean-René Gougeon pourrait dire si la première prédiction s'est entièrement réalisée. Mais le fait que la seconde se révèle exacte aux dépens d'un cheval dirigé précédemment par Gougeon la renforce et lui apporte déjà comme une confir-

mation. Peut-être Allaire avait-il raison: l'important est de savoir découvrir. Alors, dans les deux minutes trente-sept secondes où elle s'est accomplie à Roosevelt Raceway, la victoire de l'inflexion nerveuse sur le muscle a été, chez les hommes, celle de l'œil sur la main, celle de l'intuition sur l'expérience.

### Tous les dieux

François Boutin, à Chantilly, réunit toutes ces qualités. Il est Allaire et Gougeon réunis, l'un sur le berceau duquel se sont penchés tous les dieux du turf. Avec, en plus des dieux, à l'âge de l'apothéose, Étienne Folle, ce qui n'était pas rien. Pourquoi faut-il que tant de dons — et tant de prestes — à ce qui n'est encore que le début d'une carrière — se trouvent ternis par une sombre affaire de dopage? Car les analyses effectuées sur Trepas après sa victoire dans les Prince of Wales Stakes ont révélé la présence de caféine. Explication de Boutin: il administre dans certains cas à ses pensionnaires, pour les aider à éliminer les toxines nées de l'effort ou de l'épuisement, un diurétique. Trepas devait recevoir de

ce produit à son arrivée en Angleterre, deux jours avant la course, afin qu'il se « défatiguât » du voyage; son lard, constatant qu'il était trop éméché dans son box, lui aurait fait une seconde piqûre la veille de l'épreuve, en sorte qu'il n'aurait pas encore éliminé le médicament au moment de celle-ci. On voit bien la démarche: il se serait agi d'administrer au cheval un produit destiné non pas à améliorer sa performance du lendemain, mais à effacer sa fatigue de la veille.

A quoi, n'étant pas pharmacien, on peut d'abord s'étonner qu'un diurétique contienne de la caféine; à quoi, surtout, on ne peut pas ne pas faire observer que la fatigue de la veille est une des composantes de la performance du lendemain et qu'en agissant sur la fatigue on modifie la performance, ce qui est la définition même des pratiques interdites. Le Jockey-Club britannique n'a pas manqué de révoquer ces deux objections. Il a distancé Trepas des Prince of Wales Stakes. Heureusement, la victoire du cheval — cette fois sans caféine ni diurétique — dans les Eclipse Stakes, qui sont encore plus importantes, a rattrapé l'accroc d'un fil doré.

Il y a d'autres accrocs. L'été triomphant recouvre une misère encore discrète, mais qui sera irrémédiable lorsqu'elle apparaîtra. L'autre semaine, deux concurrents seulement se sont présentés au départ d'une course d'Anteuil, ce qui ne s'était pas vu depuis un quart de siècle. Sans des mesures immédiates d'encouragement à l'élevage ou de protection de celui-ci à l'égard de ses concurrents anglo-saxons, le nombre et l'ampleur des renoncements vont être tels que, dans quelques années, les courses françaises de galop ne réuniront plus que des chevaux britanniques ou américains. Un comble: dans un pays qui veut rester agricole, une activité de caractère agricole dépendant aussi entièrement de l'étranger que, par exemple, l'industrie pétro-chimique. On ne voit pas de contrepartie pour réparer cet accroc-là. Si l'on en juge au communiqué relatif à la dernière réunion du comité consultatif des courses, M. Christian Bonnet, ministre de l'Agriculture, est surtout préoccupé de « réformes de structure ». La maille filée inquiète la Rue de Varennes davantage que l'accroc.

LOUIS DÉNIEL

# Jeux

## Échecs

N° 666

(Tournoi Interzones, Manilla, 1976)  
Blancs : V. KARSKOVSKY (URSS)  
Noirs : V. ROET (Tchécoslovaquie)  
Défense Alapine. Variante Flohr.  
1. e4 Cc6 2. d4 d5 3. exd5 Cxd5 4. Cc3 e6 5. f4 Cc6 6. f5 Cb6 7. f6 Cc6 8. f7 Cb6 9. f8 Cb6 10. f9 Cb6 11. f10 Cb6 12. f11 Cb6 13. f12 Cb6 14. f13 Cb6 15. f14 Cb6 16. f15 Cb6 17. f16 Cb6 18. f17 Cb6 19. f18 Cb6 20. f19 Cb6 21. f20 Cb6 22. f21 Cb6 23. f22 Cb6 24. f23 Cb6 25. f24 Cb6 26. f25 Cb6 27. f26 Cb6 28. f27 Cb6 29. f28 Cb6 30. f29 Cb6 31. f30 Cb6 32. f31 Cb6 33. f32 Cb6 34. f33 Cb6 35. f34 Cb6 36. f35 Cb6 37. f36 Cb6 38. f37 Cb6 39. f38 Cb6 40. f39 Cb6 41. f40 Cb6 42. f41 Cb6 43. f42 Cb6 44. f43 Cb6 45. f44 Cb6 46. f45 Cb6 47. f46 Cb6 48. f47 Cb6 49. f48 Cb6 50. f49 Cb6 51. f50 Cb6 52. f51 Cb6 53. f52 Cb6 54. f53 Cb6 55. f54 Cb6 56. f55 Cb6 57. f56 Cb6 58. f57 Cb6 59. f58 Cb6 60. f59 Cb6 61. f60 Cb6 62. f61 Cb6 63. f62 Cb6 64. f63 Cb6 65. f64 Cb6 66. f65 Cb6 67. f66 Cb6 68. f67 Cb6 69. f68 Cb6 70. f69 Cb6 71. f70 Cb6 72. f71 Cb6 73. f72 Cb6 74. f73 Cb6 75. f74 Cb6 76. f75 Cb6 77. f76 Cb6 78. f77 Cb6 79. f78 Cb6 80. f79 Cb6 81. f80 Cb6 82. f81 Cb6 83. f82 Cb6 84. f83 Cb6 85. f84 Cb6 86. f85 Cb6 87. f86 Cb6 88. f87 Cb6 89. f88 Cb6 90. f89 Cb6 91. f90 Cb6 92. f91 Cb6 93. f92 Cb6 94. f93 Cb6 95. f94 Cb6 96. f95 Cb6 97. f96 Cb6 98. f97 Cb6 99. f98 Cb6 100. f99 Cb6 101. f100 Cb6 102. f101 Cb6 103. f102 Cb6 104. f103 Cb6 105. f104 Cb6 106. f105 Cb6 107. f106 Cb6 108. f107 Cb6 109. f108 Cb6 110. f109 Cb6 111. f110 Cb6 112. f111 Cb6 113. f112 Cb6 114. f113 Cb6 115. f114 Cb6 116. f115 Cb6 117. f116 Cb6 118. f117 Cb6 119. f118 Cb6 120. f119 Cb6 121. f120 Cb6 122. f121 Cb6 123. f122 Cb6 124. f123 Cb6 125. f124 Cb6 126. f125 Cb6 127. f126 Cb6 128. f127 Cb6 129. f128 Cb6 130. f129 Cb6 131. f130 Cb6 132. f131 Cb6 133. f132 Cb6 134. f133 Cb6 135. f134 Cb6 136. f135 Cb6 137. f136 Cb6 138. f137 Cb6 139. f138 Cb6 140. f139 Cb6 141. f140 Cb6 142. f141 Cb6 143. f142 Cb6 144. f143 Cb6 145. f144 Cb6 146. f145 Cb6 147. f146 Cb6 148. f147 Cb6 149. f148 Cb6 150. f149 Cb6 151. f150 Cb6 152. f151 Cb6 153. f152 Cb6 154. f153 Cb6 155. f154 Cb6 156. f155 Cb6 157. f156 Cb6 158. f157 Cb6 159. f158 Cb6 160. f159 Cb6 161. f160 Cb6 162. f161 Cb6 163. f162 Cb6 164. f163 Cb6 165. f164 Cb6 166. f165 Cb6 167. f166 Cb6 168. f167 Cb6 169. f168 Cb6 170. f169 Cb6 171. f170 Cb6 172. f171 Cb6 173. f172 Cb6 174. f173 Cb6 175. f174 Cb6 176. f175 Cb6 177. f176 Cb6 178. f177 Cb6 179. f178 Cb6 180. f179 Cb6 181. f180 Cb6 182. f181 Cb6 183. f182 Cb6 184. f183 Cb6 185. f184 Cb6 186. f185 Cb6 187. f186 Cb6 188. f187 Cb6 189. f188 Cb6 190. f189 Cb6 191. f190 Cb6 192. f191 Cb6 193. f192 Cb6 194. f193 Cb6 195. f194 Cb6 196. f195 Cb6 197. f196 Cb6 198. f197 Cb6 199. f198 Cb6 200. f199 Cb6 201. f200 Cb6 202. f201 Cb6 203. f202 Cb6 204. f203 Cb6 205. f204 Cb6 206. f205 Cb6 207. f206 Cb6 208. f207 Cb6 209. f208 Cb6 210. f209 Cb6 211. f210 Cb6 212. f211 Cb6 213. f212 Cb6 214. f213 Cb6 215. f214 Cb6 216. f215 Cb6 217. f216 Cb6 218. f217 Cb6 219. f218 Cb6 220. f219 Cb6 221. f220 Cb6 222. f221 Cb6 223. f222 Cb6 224. f223 Cb6 225. f224 Cb6 226. f225 Cb6 227. f226 Cb6 228. f227 Cb6 229. f228 Cb6 230. f229 Cb6 231. f230 Cb6 232. f231 Cb6 233. f232 Cb6 234. f233 Cb6 235. f234 Cb6 236. f235 Cb6 237. f236 Cb6 238. f237 Cb6 239. f238 Cb6 240. f239 Cb6 241. f240 Cb6 242. f241 Cb6 243. f242 Cb6 244. f243 Cb6 245. f244 Cb6 246. f245 Cb6 247. f246 Cb6 248. f247 Cb6 249. f248 Cb6 250. f249 Cb6 251. f250 Cb6 252. f251 Cb6 253. f252 Cb6 254. f253 Cb6 255. f254 Cb6 256. f255 Cb6 257. f256 Cb6 258. f257 Cb6 259. f258 Cb6 260. f259 Cb6 261. f260 Cb6 262. f261 Cb6 263. f262 Cb6 264. f263 Cb6 265. f264 Cb6 266. f265 Cb6 267. f266 Cb6 268. f267 Cb6 269. f268 Cb6 270. f269 Cb6 271. f270 Cb6 272. f271 Cb6 273. f272 Cb6 274. f273 Cb6 275. f274 Cb6 276. f275 Cb6 277. f276 Cb6 278. f277 Cb6 279. f278 Cb6 280. f279 Cb6 281. f280 Cb6 282. f281 Cb6 283. f282 Cb6 284. f283 Cb6 285. f284 Cb6 286. f285 Cb6 287. f286 Cb6 288. f287 Cb6 289. f288 Cb6 290. f289 Cb6 291. f290 Cb6 292. f291 Cb6 293. f292 Cb6 294. f293 Cb6 295. f294 Cb6 296. f295 Cb6 297. f296 Cb6 298. f297 Cb6 299. f298 Cb6 300. f299 Cb6 301. f300 Cb6 302. f301 Cb6 303. f302 Cb6 304. f303 Cb6 305. f304 Cb6 306. f305 Cb6 307. f306 Cb6 308. f307 Cb6 309. f308 Cb6 310. f309 Cb6 311. f310 Cb6 312. f311 Cb6 313. f312 Cb6 314. f313 Cb6 315. f314 Cb6 316. f315 Cb6 317. f316 Cb6 318. f317 Cb6 319. f318 Cb6 320. f319 Cb6 321. f320 Cb6 322. f321 Cb6 323. f322 Cb6 324. f323 Cb6 325. f324 Cb6 326. f325 Cb6 327. f326 Cb6 328. f327 Cb6 329. f328 Cb6 330. f329 Cb6 331. f330 Cb6 332. f331 Cb6 333. f332 Cb6 334. f333 Cb6 335. f334 Cb6 336. f335 Cb6 337. f336 Cb6 338. f337 Cb6 339. f338 Cb6 340. f339 Cb6 341. f340 Cb6 342. f341 Cb6 343. f342 Cb6 344. f343 Cb6 345. f344 Cb6 346. f345 Cb6 347. f346 Cb6 348. f347 Cb6 349. f348 Cb6 350. f349 Cb6 351. f350 Cb6 352. f351 Cb6 353. f352 Cb6 354. f353 Cb6 355. f354 Cb6 356. f355 Cb6 357. f356 Cb6 358. f357 Cb6 359. f358 Cb6 360. f359 Cb6 361. f360 Cb6 362. f361 Cb6 363. f362 Cb6 364. f363 Cb6 365. f364 Cb6 366. f365 Cb6 367. f366 Cb6 368. f367 Cb6 369. f368 Cb6 370. f369 Cb6 371. f370 Cb6 372. f371 Cb6 373. f372 Cb6 374. f373 Cb6 375. f374 Cb6 376. f375 Cb6 377. f376 Cb6 378. f377 Cb6 379. f378 Cb6 380. f379 Cb6 381. f380 Cb6 382. f381 Cb6 383. f382 Cb6 384. f383 Cb6 385. f384 Cb6 386. f385 Cb6 387. f386 Cb6 388. f387 Cb6 389. f388 Cb6 390. f389 Cb6 391. f390 Cb6 392. f391 Cb6 393. f392 Cb6 394. f393 Cb6 395. f394 Cb6 396. f395 Cb6 397. f396 Cb6 398. f397 Cb6 399. f398 Cb6 400. f399 Cb6 401. f400 Cb6 402. f401 Cb6 403. f402 Cb6 404. f403 Cb6 405. f404 Cb6 406. f405 Cb6 407. f406 Cb6 408. f407 Cb6 409. f408 Cb6 410. f409 Cb6 411. f410 Cb6 412. f411 Cb6 413. f412 Cb6 414. f413 Cb6 415. f414 Cb6 416. f415 Cb6 417. f416 Cb6 418. f417 Cb6 419. f418 Cb6 420. f419 Cb6 421. f420 Cb6 422. f421 Cb6 423. f422 Cb6 424. f423 Cb6 425. f424 Cb6 426. f425 Cb6 427. f426 Cb6 428. f427 Cb6 429. f428 Cb6 430. f429 Cb6 431. f430 Cb6 432. f431 Cb6 433. f432 Cb6 434. f433 Cb6 435. f434 Cb6 436. f435 Cb6 437. f436 Cb6 438. f437 Cb6 439. f438 Cb6 440. f439 Cb6 441. f440 Cb6 442. f441 Cb6 443. f442 Cb6 444. f443 Cb6 445. f444 Cb6 446. f445 Cb6 447. f446 Cb6 448. f447 Cb6 449. f448 Cb6 450. f449 Cb6 451. f450 Cb6 452. f451 Cb6 453. f452 Cb6 454. f453 Cb6 455. f454 Cb6 456. f455 Cb6 457. f456 Cb6 458. f457 Cb6 459. f458 Cb6 460. f459 Cb6 461. f460 Cb6 462. f461 Cb6 463. f462 Cb6 464. f463 Cb6 465. f464 Cb6 466. f465 Cb6 467. f466 Cb6 468. f467 Cb6 469. f468 Cb6 470. f469 Cb6 471. f470 Cb6 472. f471 Cb6 473. f472 Cb6 474. f473 Cb6 475. f474 Cb6 476. f475 Cb6 477. f476 Cb6 478. f477 Cb6 479. f478 Cb6 480. f479 Cb6 481. f480 Cb6 482. f481 Cb6 483. f482 Cb6 484. f483 Cb6 485. f484 Cb6 486. f485 Cb6 487. f486 Cb6 488. f487 Cb6 489. f488 Cb6 490. f489 Cb6 491. f490 Cb6 492. f491 Cb6 493. f492 Cb6 494. f493 Cb6 495. f494 Cb6 496. f495 Cb6 497. f496 Cb6 498. f497 Cb6 499. f498 Cb6 500. f499 Cb6 501. f500 Cb6 502. f501 Cb6 503. f502 Cb6 504. f503 Cb6 505. f504 Cb6 506. f505 Cb6 507. f506 Cb6 508. f507 Cb6 509. f508 Cb6 510. f509 Cb6 511. f510 Cb6 512. f511 Cb6 513. f512 Cb6 514. f513 Cb6 515. f514 Cb6 516. f515 Cb6 517. f516 Cb6 518. f517 Cb6 519. f518 Cb6 520. f519 Cb6 521. f520 Cb6 522. f521 Cb6 523. f522 Cb6 524. f523 Cb6 525. f524 Cb6 526. f525 Cb6 527. f526 Cb6 528. f527 Cb6 529. f528 Cb6 530. f529 Cb6 531. f530 Cb6 532. f531 Cb6 533. f532 Cb6 534. f533 Cb6 535. f534 Cb6 536. f535 Cb6 537. f536 Cb6 538. f537 Cb6 539. f538 Cb6 540. f539 Cb6 541. f540 Cb6 542. f541 Cb6 543. f542 Cb6 544. f543 Cb6 545. f544 Cb6 546. f545 Cb6 547. f546 Cb6 548. f547 Cb6 549. f548 Cb6 550. f549 Cb6 551. f550 Cb6 552. f551 Cb6 553. f552 Cb6 554. f553 Cb6 555. f554 Cb6 556. f555 Cb6 557. f556 Cb6 558. f557 Cb6 559. f558 Cb6 560. f559 Cb6 561. f560 Cb6 562. f561 Cb6 563. f562 Cb6 564. f563 Cb6 565. f564 Cb6 566. f565 Cb6 567. f566 Cb6 568. f567 Cb6 569. f568 Cb6 570. f569 Cb6 571. f570 Cb6 572. f571 Cb6 573. f572 Cb6 574. f573 Cb6 575. f574 Cb6 576. f575 Cb6 577. f576 Cb6 578. f577 Cb6 579. f578 Cb6 580. f579 Cb6 581. f580 Cb6 582. f581 Cb6 583. f582 Cb6 584. f583 Cb6 585. f584 Cb6 586. f585 Cb6 587. f586 Cb6 588. f587 Cb6 589. f588 Cb6 590. f589 Cb6 591. f590 Cb6 592. f591 Cb6 593. f592 Cb6 594. f593 Cb6 595. f594 Cb6 596. f595 Cb6 597. f596 Cb6 598. f597 Cb6 599. f598 Cb6 600. f599 Cb6 601. f600 Cb6 602. f601 Cb6 603. f602 Cb6 604. f603 Cb6 605. f604 Cb6 606. f605 Cb6 607. f606 Cb6 608. f607 Cb6 609. f608 Cb6 610. f609 Cb6 611. f610 Cb6 612. f611 Cb6 613. f612 Cb6 614. f613 Cb6 615. f614 Cb6 616. f615 Cb6 617. f616 Cb6 618. f617 Cb6 619. f618 Cb6 620. f619 Cb6 621. f620 Cb6 622. f621 Cb6 623. f622 Cb6 624. f623 Cb6 625. f624 Cb6 626. f625 Cb6 627. f626 Cb6 628. f627 Cb6 629. f628 Cb6 630. f629 Cb6 631. f630 Cb6 632. f631 Cb6 633. f632 Cb6 634. f633 Cb6 635. f634 Cb6 636. f635 Cb6 637. f636 Cb6 638. f637 Cb6 639. f638 Cb6 640. f639 Cb6 641. f640 Cb6 642. f641 Cb6 643. f642 Cb6 644. f643 Cb6 645. f644 Cb6 646. f645 Cb6 647. f646 Cb6 648. f647 Cb6 649. f648 Cb6 650. f649 Cb6 651. f650 Cb6 652. f651 Cb6 653. f652 Cb6 654. f653 Cb6 655. f654 Cb6 656. f655 Cb6 657. f656 Cb6 658. f657 Cb6 659. f658 Cb6 660. f659 Cb6 661. f660 Cb6 662. f661 Cb6 663. f662 Cb6 664. f663 Cb6 665. f664 Cb6 666. f665 Cb6 667. f666 Cb6 668. f667 Cb6 669. f668 Cb6 670. f669 Cb6 671. f670 Cb6 672. f671 Cb6 673. f672 Cb6 674. f673 Cb6 675. f674 Cb6 676. f675 Cb6 677. f676 Cb6 678. f677 Cb6 679. f678 Cb6 680. f679 Cb6 681. f680 Cb6 682. f681 Cb6 683. f682 Cb6 684. f683 Cb6 685. f684 Cb6 686. f685 Cb6 687. f686 Cb6 688. f687 Cb6 689. f688 Cb6 690. f689 Cb6 691. f690 Cb6 692. f691 Cb6 693. f692 Cb6 694. f693 Cb6 695. f694 Cb6 696. f695 Cb6 697. f696 Cb6 698. f697 Cb6 699. f698 Cb6 699. f699 Cb6 700. f700 Cb6 701. f701 Cb6 702. f702 Cb6 703. f703 Cb6 704. f704 Cb6 705. f705 Cb6 706. f706 Cb6 707. f707 Cb6 708. f708 Cb6 709. f709 Cb6 710. f710 Cb6 711. f711 Cb6 712. f712 Cb6 713. f713 Cb6 714. f714 Cb6 715. f715 Cb6 716. f716 Cb6 717. f717 Cb6 718. f718 Cb6 719. f719 Cb6 720. f720 Cb6 721. f721 Cb6 722. f722 Cb6 723. f723 Cb6 724. f724 Cb6 725. f725 Cb6 726. f726 Cb6 727. f727 Cb6 728. f728 Cb6 729. f729 Cb6 730. f730 Cb6 731. f731 Cb6 732. f732 Cb6 733. f733 Cb6 734. f734 Cb6 735. f735 Cb6 736. f736 Cb6 737. f737 Cb6 738. f738 Cb6 739. f739 Cb6 740. f740 Cb6 741. f741 Cb6 742. f742 Cb6 743. f743 Cb6 744. f744 Cb6 745. f745 Cb6 746. f746 Cb6 747. f747 Cb6 748. f748 Cb6 749. f749 Cb6 750. f750 Cb6 751. f751 Cb6 752. f752 Cb6 753. f753 Cb6 754. f754 Cb6 755. f755 Cb6 756. f756 Cb6 757. f757 Cb6 758. f758 Cb6 759. f759 Cb6 760. f760 Cb6 761. f761 Cb6 762. f762 Cb6 763. f763 Cb6 764. f764 Cb6 765. f765 Cb6 766. f766 Cb6 767. f767 Cb6 768. f768 Cb6 769. f769 Cb6 770. f770 Cb6 771. f771 Cb6 772. f772 Cb6 773. f773 Cb6 774. f774 Cb6 775. f775 Cb6 776. f776 Cb6 777. f777 Cb6 778. f778 Cb6 779. f779 Cb6 780. f780 Cb6 781. f781 Cb6 782. f782 Cb6 783. f783 Cb6 784. f784 Cb6 785. f785 Cb6 786. f786 Cb6 787. f787 Cb6 788. f788 Cb6 789. f789 Cb6 790. f790 Cb6 791. f791 Cb6 792. f792 Cb6 793. f793 Cb6 794. f794 Cb6 795. f795 Cb6 796. f796 Cb6 797. f797 Cb6 798. f798 Cb6 799. f799 Cb6 800. f800 Cb6 801. f801 Cb6 802. f802 Cb6 803. f803 Cb6 804. f804 Cb6 805. f805 Cb6 806. f806 Cb6 807. f807 Cb6 808. f808 Cb6 809. f809 Cb6 810. f810 Cb6 811. f811 Cb6 812. f812 Cb6 813. f813 Cb6 814. f814 Cb6 815. f815 Cb6 816. f816 Cb6 817. f817 Cb6 818. f818 Cb6 819. f819 Cb6 820. f820 Cb6 821. f821 Cb6 822. f822 Cb6 823. f















# SPORTS

## LES XVIII<sup>ES</sup> JEUX OLYMPIQUES

### Dissensions politiques à Montréal

- Taiwan juge insuffisantes les concessions du gouvernement canadien
- Seize pays africains demandent l'exclusion de la Nouvelle-Zélande

Montréal. — Lord Killanin, président du Comité international olympique (C.I.O.), a présidé, jeudi 15 juillet, au cours d'une conférence de presse, les nouvelles dispositions prises par le gouvernement canadien à l'égard de Taiwan. C'est à la suite de deux communications avec Lord Killanin que M. Pierre Elliott Trudeau, premier ministre canadien, a assumé la position de son gouvernement sur trois points.

Le Canada n'impose plus aucun préalable pour l'entrée sur son territoire des athlètes de Taiwan, le drapeau et l'hymne sont acceptés mais l'interdiction demeure de faire mention de la République de Chine, appellation reconnue par le C.I.O. Lord Killanin a indiqué que, dans cette négociation avec le gouvernement canadien, le C.I.O. n'avait eu d'autres armes que la défense de ses principes, et que les concessions accordées représentaient un arrangement acceptable. Le C.I.O. doit se réunir ce vendredi 16 juillet, à Montréal, pour procéder à un vote afin que son règlement soit en conformité avec la nouvelle situation, c'est-à-dire que le nom de Taiwan puisse être légalement substitué à celui de la République de Chine. Lord Killanin a reçu d'autre part une lettre de M. Abraham Ordan, président du Conseil supérieur du sport africain (C.S.S.A.), dans laquelle seize pays de ce continent menacent de se retirer des Jeux si la Nouvelle-Zélande n'en est pas exclue.

Il ne semble pas cependant que la délégation de Taiwan trouve les concessions qui lui sont faites suffisantes pour modifier sa décision de se retirer des Jeux de la vingt et unième Olympiade. Jeudi 15 juillet, l'annonce a été faite que la décision de retrait était maintenue et la confirmation officielle devait être donnée au C.I.O. ce 16 juillet. Dans cette hypothèse, le vote du C.I.O. n'aurait qu'une valeur symbolique.

De notre envoyé spécial

Au cours de la même conférence de presse, il est apparu que Taiwan avait perdu son plus précieux allié, le Comité olympique des Etats-Unis. Peu après la communication de Lord Killanin, le président du Comité olympique américain, M. Philip Krutson, a levé l'hypothèque d'un forfait des Etats-Unis en regard aux nouvelles positions du gouvernement canadien jugées tout à fait « acceptables ». Sur ce point, l'accord est donc complet entre le C.I.O. et le Comité olympique américain. Lord Killanin, pour dissiper tout malentendu, a d'ailleurs tenu à remercier le C.I.O. pour « les efforts inlassables déployés depuis plusieurs jours pour arriver à ce résultat ».

#### Apaisements des Soviétiques

Dans ce climat, l'organisation à Moscou, en 1980, des Jeux de la vingt-deuxième Olympiade a naturellement suscité de nouvelles inquiétudes. M. Smirnov, vice-président du Comité d'organisation des Jeux olympiques de Moscou, a pu, le 15 juillet, apporter quelques apaisements. Communication a été faite de la lettre adressée au Comité international olympique le 24 septembre 1975, par le Soviet suprême de l'Union soviétique.

Il est précisé que « les autorités de Moscou, le Comité national olympique de l'Union soviétique et les organisations sportives bénéficieront du soutien nécessaire pour assurer le succès des Jeux de la vingt-deuxième Olympiade à Moscou, conformément au règlement du Comité international olympique ».

La question de savoir si, par exemple, la participation d'Israël ou du Chili ne poserait aucun problème particulier, M. Smirnov, sans répondre directement, c'est-à-dire par oui ou par non, s'est référé au document du Soviet suprême de l'Union soviétique qui s'engage à respecter en tous cas le principe d'un éventuel boycottage de la part de tout autre forme d'action, d'un certain nombre de pays africains s'est d'ailleurs partiellement précisée. Le Conseil supérieur du sport africain (C.S.S.A.) a de toute évidence attendu le moment opportun pour agir officiellement. La proposition des pays africains qui vise l'interdiction de la Nou-

#### EN JUILLET LE FOOTBALL C'EST DANS « BUT »

Si — comme tous les passionnés de football — vous avez lu « BUT », le seul quotidien tout football (16 pages, chaque jour), vous :

- Serez pourquoi SKOBELAR — meilleur buteur européen — a assigné l'O.M. en justice pour plus de 50 millions d'anciens francs.
- Serez où se sont les transferts les plus importants pour OMNIS, BIAZIC, LACOMBE, SIX, TONNEL, CHIESA, etc.
- Donnez votre avis sur les renforts pour l'équipe idéale de votre club préféré.
- Connaissez tous les échecs de la reprise d'entraînement des pros.
- Et ne manquez aucune information sur le football, vos joueurs et vos clubs préférés.

— Vous connaîtrez tout du football en lisant les coulisses, les infos, les « BUT » : 16 pages tout football, dont 5 pages photos. En vente partout : 2,50 F. Chaque jour.

velle-Zélande avec l'Afrique du Sud raciste, en dépit de la condamnation par la communauté internationale de telles relations sportives. « Nous rappellerons par la lettre, que le C.I.O. lui-même appuie la reconnaissance du Comité olympique sud-africain en raison de sa politique d'apartheid dans le sport. Nous n'avons pas d'autre recours que celui de l'Union africaine, pour le Comité international olympique ne répond pas à cet appel humanitaire, les Comités olympiques nationaux africains se réservent le droit de reconsidérer leur participation aux Jeux de la vingt et unième Olympiade ».

Au premier examen, le fait que les pays concernés se réservent le droit de reconsidérer leur participation, laisse à penser qu'un accord n'a pu intervenir pour mener une action vraiment commune. Le C.S.S.A., qui depuis plusieurs jours, laissait entendre que la menace d'un boycottage général serait dûment exprimée, a dû se résoudre à publier un texte qui laisse à chaque pays l'initiative de son choix, en fonction des réactions du Comité international olympique. Il n'est pas sûr du tout que l'exemple de la Tanzanie et de l'île Maurice, qui se sont déjà retirés des Jeux pour protester contre la présence de la Nouvelle-Zélande, soit suivi par la majorité des seize pays dont le C.S.S.A. fait état, si le C.I.O. se décidait à ne donner suite à ces protestations.

Plusieurs membres du C.I.O., ces derniers jours, ont d'ailleurs laissé entendre que la protestation du C.S.S.A. avait peu de chances d'aboutir. Le dossier d'accusation ne semble pas très étayé, et on fait en général remarquer que celui de la Nouvelle-Zélande ne prête à aucune critique.

À Montréal, la délégation olympique néo-zélandaise, qui s'attendait à l'action du C.S.S.A., a déclaré qu'il n'entrerait nullement dans ses intentions de renoncer aux Jeux olympiques et que c'était au Comité international olympique de prendre, dans cette affaire, ses responsabilités.

FRANÇOIS JANIN.

## LE TOUR DE FRANCE CYCLISTE

### L'abandon de Thévenet

De notre envoyé spécial

Tulle. — Bernard Thévenet a quitté la Tour de France, comme en 1974, à l'image du boueur en difficulté qui abandonne pour éviter le K.O. Il y a deux ans, il avait été victime d'un zona. Cette fois il souffre d'attaques multiples — l'hypothèse d'une hépatite n'est pas exclue — et devant l'ambiguïté des bulletins médicaux, on se demande si le mal qui l'a contrainct à renoncer, jeudi 15 juillet, au cours de la dix-neuvième étape, Sainte-Foy-la-Grande - Tulle, est la cause ou la conséquence de sa mauvaise condition physique.

Le champion français n'a jamais recouvré cette année ce remarquable équilibre athlétique et moral qui lui avait permis la saison passée de conquérir le maillot jaune en battant Eddy Merckx. Il s'est présenté au départ du Tour en forme précaire, exposant son organisme à l'effort aux aïeux permanentes d'une épreuve meurtrière et s'il a pu quelques fois entretenir l'illusion, il n'a pas été en mesure de jouer un rôle essentiel. Son échec, au contraire, s'est accentué au fil des jours. Aussi a-t-il pris une décision raisonnable en mettant fin à un combat perdu et inutile.

Sa vérité, si un athlète sain et convenablement préparé eût pu pratiquer sans danger la haute compétition (Poulidor a quarante ans nous en fournit la preuve), il convient de faire des réserves pour un coureur en état de moindre résistance. Thévenet aurait peut-être compromis sa saison en terminant le Tour 1976.

Tandis que le porteur du dossard numéro 1 montait dans l'ambulance, un coureur de réputation modeste, Hubert Mathys, de Soissons, s'échappait pour construire en l'espace de 70 kilomètres sa première victoire professionnelle. Le lot du sport vaait qu'à l'instant où une vedette capitule de nouveaux talents se manifestent.

#### LES JEUX A LA T.V.

SAMEDI 17 JUILLET

TF 1  
21 h. à 23 h. 30. — Cérémonie d'ouverture indirecte.

DIMANCHE 18 JUILLET

A 2  
18 h. 40 à 19 h. 30. — Au cours de la soirée, le 100 km contre la montre.

Mathys, le bachelier du peloton, est un coureur intelligent et capable, deux qualités qui paient tôt ou tard dans le sport pourvu qu'on ait... la santé.

JACQUES AUGENDRE.

Classement de la 19<sup>e</sup> étape : Sainte-Foy-la-Grande - Tulle (215,5 km). — 1. Hubert Mathys (Fr.), 6 h. 46 min. (moyenne 32,3 km/h) ; 2. Poulidor (Fr.), 6 h. 53 min. ; 3. Vianen (P-B.), 6 h. 58 min. ; 4. Gaudin (Bel.), 7 h. 01 min. ; 5. Merckx (Bel.), 7 h. 02 min. ; 6. Merckx (Bel.), 7 h. 03 min. ; 7. Merckx (Bel.), 7 h. 04 min. ; 8. Merckx (Bel.), 7 h. 05 min. ; 9. Merckx (Bel.), 7 h. 06 min. ; 10. Merckx (Bel.), 7 h. 07 min. ; 11. Merckx (Bel.), 7 h. 08 min. ; 12. Merckx (Bel.), 7 h. 09 min. ; 13. Merckx (Bel.), 7 h. 10 min. ; 14. Merckx (Bel.), 7 h. 11 min. ; 15. Merckx (Bel.), 7 h. 12 min. ; 16. Merckx (Bel.), 7 h. 13 min. ; 17. Merckx (Bel.), 7 h. 14 min. ; 18. Merckx (Bel.), 7 h. 15 min. ; 19. Merckx (Bel.), 7 h. 16 min. ; 20. Merckx (Bel.), 7 h. 17 min. ; 21. Merckx (Bel.), 7 h. 18 min. ; 22. Merckx (Bel.), 7 h. 19 min. ; 23. Merckx (Bel.), 7 h. 20 min. ; 24. Merckx (Bel.), 7 h. 21 min. ; 25. Merckx (Bel.), 7 h. 22 min. ; 26. Merckx (Bel.), 7 h. 23 min. ; 27. Merckx (Bel.), 7 h. 24 min. ; 28. Merckx (Bel.), 7 h. 25 min. ; 29. Merckx (Bel.), 7 h. 26 min. ; 30. Merckx (Bel.), 7 h. 27 min. ; 31. Merckx (Bel.), 7 h. 28 min. ; 32. Merckx (Bel.), 7 h. 29 min. ; 33. Merckx (Bel.), 7 h. 30 min. ; 34. Merckx (Bel.), 7 h. 31 min. ; 35. Merckx (Bel.), 7 h. 32 min. ; 36. Merckx (Bel.), 7 h. 33 min. ; 37. Merckx (Bel.), 7 h. 34 min. ; 38. Merckx (Bel.), 7 h. 35 min. ; 39. Merckx (Bel.), 7 h. 36 min. ; 40. Merckx (Bel.), 7 h. 37 min. ; 41. Merckx (Bel.), 7 h. 38 min. ; 42. Merckx (Bel.), 7 h. 39 min. ; 43. Merckx (Bel.), 7 h. 40 min. ; 44. Merckx (Bel.), 7 h. 41 min. ; 45. Merckx (Bel.), 7 h. 42 min. ; 46. Merckx (Bel.), 7 h. 43 min. ; 47. Merckx (Bel.), 7 h. 44 min. ; 48. Merckx (Bel.), 7 h. 45 min. ; 49. Merckx (Bel.), 7 h. 46 min. ; 50. Merckx (Bel.), 7 h. 47 min. ; 51. Merckx (Bel.), 7 h. 48 min. ; 52. Merckx (Bel.), 7 h. 49 min. ; 53. Merckx (Bel.), 7 h. 50 min. ; 54. Merckx (Bel.), 7 h. 51 min. ; 55. Merckx (Bel.), 7 h. 52 min. ; 56. Merckx (Bel.), 7 h. 53 min. ; 57. Merckx (Bel.), 7 h. 54 min. ; 58. Merckx (Bel.), 7 h. 55 min. ; 59. Merckx (Bel.), 7 h. 56 min. ; 60. Merckx (Bel.), 7 h. 57 min. ; 61. Merckx (Bel.), 7 h. 58 min. ; 62. Merckx (Bel.), 7 h. 59 min. ; 63. Merckx (Bel.), 8 h. 00 min. ; 64. Merckx (Bel.), 8 h. 01 min. ; 65. Merckx (Bel.), 8 h. 02 min. ; 66. Merckx (Bel.), 8 h. 03 min. ; 67. Merckx (Bel.), 8 h. 04 min. ; 68. Merckx (Bel.), 8 h. 05 min. ; 69. Merckx (Bel.), 8 h. 06 min. ; 70. Merckx (Bel.), 8 h. 07 min. ; 71. Merckx (Bel.), 8 h. 08 min. ; 72. Merckx (Bel.), 8 h. 09 min. ; 73. Merckx (Bel.), 8 h. 10 min. ; 74. Merckx (Bel.), 8 h. 11 min. ; 75. Merckx (Bel.), 8 h. 12 min. ; 76. Merckx (Bel.), 8 h. 13 min. ; 77. Merckx (Bel.), 8 h. 14 min. ; 78. Merckx (Bel.), 8 h. 15 min. ; 79. Merckx (Bel.), 8 h. 16 min. ; 80. Merckx (Bel.), 8 h. 17 min. ; 81. Merckx (Bel.), 8 h. 18 min. ; 82. Merckx (Bel.), 8 h. 19 min. ; 83. Merckx (Bel.), 8 h. 20 min. ; 84. Merckx (Bel.), 8 h. 21 min. ; 85. Merckx (Bel.), 8 h. 22 min. ; 86. Merckx (Bel.), 8 h. 23 min. ; 87. Merckx (Bel.), 8 h. 24 min. ; 88. Merckx (Bel.), 8 h. 25 min. ; 89. Merckx (Bel.), 8 h. 26 min. ; 90. Merckx (Bel.), 8 h. 27 min. ; 91. Merckx (Bel.), 8 h. 28 min. ; 92. Merckx (Bel.), 8 h. 29 min. ; 93. Merckx (Bel.), 8 h. 30 min. ; 94. Merckx (Bel.), 8 h. 31 min. ; 95. Merckx (Bel.), 8 h. 32 min. ; 96. Merckx (Bel.), 8 h. 33 min. ; 97. Merckx (Bel.), 8 h. 34 min. ; 98. Merckx (Bel.), 8 h. 35 min. ; 99. Merckx (Bel.), 8 h. 36 min. ; 100. Merckx (Bel.), 8 h. 37 min. ; 101. Merckx (Bel.), 8 h. 38 min. ; 102. Merckx (Bel.), 8 h. 39 min. ; 103. Merckx (Bel.), 8 h. 40 min. ; 104. Merckx (Bel.), 8 h. 41 min. ; 105. Merckx (Bel.), 8 h. 42 min. ; 106. Merckx (Bel.), 8 h. 43 min. ; 107. Merckx (Bel.), 8 h. 44 min. ; 108. Merckx (Bel.), 8 h. 45 min. ; 109. Merckx (Bel.), 8 h. 46 min. ; 110. Merckx (Bel.), 8 h. 47 min. ; 111. Merckx (Bel.), 8 h. 48 min. ; 112. Merckx (Bel.), 8 h. 49 min. ; 113. Merckx (Bel.), 8 h. 50 min. ; 114. Merckx (Bel.), 8 h. 51 min. ; 115. Merckx (Bel.), 8 h. 52 min. ; 116. Merckx (Bel.), 8 h. 53 min. ; 117. Merckx (Bel.), 8 h. 54 min. ; 118. Merckx (Bel.), 8 h. 55 min. ; 119. Merckx (Bel.), 8 h. 56 min. ; 120. Merckx (Bel.), 8 h. 57 min. ; 121. Merckx (Bel.), 8 h. 58 min. ; 122. Merckx (Bel.), 8 h. 59 min. ; 123. Merckx (Bel.), 9 h. 00 min. ; 124. Merckx (Bel.), 9 h. 01 min. ; 125. Merckx (Bel.), 9 h. 02 min. ; 126. Merckx (Bel.), 9 h. 03 min. ; 127. Merckx (Bel.), 9 h. 04 min. ; 128. Merckx (Bel.), 9 h. 05 min. ; 129. Merckx (Bel.), 9 h. 06 min. ; 130. Merckx (Bel.), 9 h. 07 min. ; 131. Merckx (Bel.), 9 h. 08 min. ; 132. Merckx (Bel.), 9 h. 09 min. ; 133. Merckx (Bel.), 9 h. 10 min. ; 134. Merckx (Bel.), 9 h. 11 min. ; 135. Merckx (Bel.), 9 h. 12 min. ; 136. Merckx (Bel.), 9 h. 13 min. ; 137. Merckx (Bel.), 9 h. 14 min. ; 138. Merckx (Bel.), 9 h. 15 min. ; 139. Merckx (Bel.), 9 h. 16 min. ; 140. Merckx (Bel.), 9 h. 17 min. ; 141. Merckx (Bel.), 9 h. 18 min. ; 142. Merckx (Bel.), 9 h. 19 min. ; 143. Merckx (Bel.), 9 h. 20 min. ; 144. Merckx (Bel.), 9 h. 21 min. ; 145. Merckx (Bel.), 9 h. 22 min. ; 146. Merckx (Bel.), 9 h. 23 min. ; 147. Merckx (Bel.), 9 h. 24 min. ; 148. Merckx (Bel.), 9 h. 25 min. ; 149. Merckx (Bel.), 9 h. 26 min. ; 150. Merckx (Bel.), 9 h. 27 min. ; 151. Merckx (Bel.), 9 h. 28 min. ; 152. Merckx (Bel.), 9 h. 29 min. ; 153. Merckx (Bel.), 9 h. 30 min. ; 154. Merckx (Bel.), 9 h. 31 min. ; 155. Merckx (Bel.), 9 h. 32 min. ; 156. Merckx (Bel.), 9 h. 33 min. ; 157. Merckx (Bel.), 9 h. 34 min. ; 158. Merckx (Bel.), 9 h. 35 min. ; 159. Merckx (Bel.), 9 h. 36 min. ; 160. Merckx (Bel.), 9 h. 37 min. ; 161. Merckx (Bel.), 9 h. 38 min. ; 162. Merckx (Bel.), 9 h. 39 min. ; 163. Merckx (Bel.), 9 h. 40 min. ; 164. Merckx (Bel.), 9 h. 41 min. ; 165. Merckx (Bel.), 9 h. 42 min. ; 166. Merckx (Bel.), 9 h. 43 min. ; 167. Merckx (Bel.), 9 h. 44 min. ; 168. Merckx (Bel.), 9 h. 45 min. ; 169. Merckx (Bel.), 9 h. 46 min. ; 170. Merckx (Bel.), 9 h. 47 min. ; 171. Merckx (Bel.), 9 h. 48 min. ; 172. Merckx (Bel.), 9 h. 49 min. ; 173. Merckx (Bel.), 9 h. 50 min. ; 174. Merckx (Bel.), 9 h. 51 min. ; 175. Merckx (Bel.), 9 h. 52 min. ; 176. Merckx (Bel.), 9 h. 53 min. ; 177. Merckx (Bel.), 9 h. 54 min. ; 178. Merckx (Bel.), 9 h. 55 min. ; 179. Merckx (Bel.), 9 h. 56 min. ; 180. Merckx (Bel.), 9 h. 57 min. ; 181. Merckx (Bel.), 9 h. 58 min. ; 182. Merckx (Bel.), 9 h. 59 min. ; 183. Merckx (Bel.), 10 h. 00 min. ; 184. Merckx (Bel.), 10 h. 01 min. ; 185. Merckx (Bel.), 10 h. 02 min. ; 186. Merckx (Bel.), 10 h. 03 min. ; 187. Merckx (Bel.), 10 h. 04 min. ; 188. Merckx (Bel.), 10 h. 05 min. ; 189. Merckx (Bel.), 10 h. 06 min. ; 190. Merckx (Bel.), 10 h. 07 min. ; 191. Merckx (Bel.), 10 h. 08 min. ; 192. Merckx (Bel.), 10 h. 09 min. ; 193. Merckx (Bel.), 10 h. 10 min. ; 194. Merckx (Bel.), 10 h. 11 min. ; 195. Merckx (Bel.), 10 h. 12 min. ; 196. Merckx (Bel.), 10 h. 13 min. ; 197. Merckx (Bel.), 10 h. 14 min. ; 198. Merckx (Bel.), 10 h. 15 min. ; 199. Merckx (Bel.), 10 h. 16 min. ; 200. Merckx (Bel.), 10 h. 17 min. ; 201. Merckx (Bel.), 10 h. 18 min. ; 202. Merckx (Bel.), 10 h. 19 min. ; 203. Merckx (Bel.), 10 h. 20 min. ; 204. Merckx (Bel.), 10 h. 21 min. ; 205. Merckx (Bel.), 10 h. 22 min. ; 206. Merckx (Bel.), 10 h. 23 min. ; 207. Merckx (Bel.), 10 h. 24 min. ; 208. Merckx (Bel.), 10 h. 25 min. ; 209. Merckx (Bel.), 10 h. 26 min. ; 210. Merckx (Bel.), 10 h. 27 min. ; 211. Merckx (Bel.), 10 h. 28 min. ; 212. Merckx (Bel.), 10 h. 29 min. ; 213. Merckx (Bel.), 10 h. 30 min. ; 214. Merckx (Bel.), 10 h. 31 min. ; 215. Merckx (Bel.), 10 h. 32 min. ; 216. Merckx (Bel.), 10 h. 33 min. ; 217. Merckx (Bel.), 10 h. 34 min. ; 218. Merckx (Bel.), 10 h. 35 min. ; 219. Merckx (Bel.), 10 h. 36 min. ; 220. Merckx (Bel.), 10 h. 37 min. ; 221. Merckx (Bel.), 10 h. 38 min. ; 222. Merckx (Bel.), 10 h. 39 min. ; 223. Merckx (Bel.), 10 h. 40 min. ; 224. Merckx (Bel.), 10 h. 41 min. ; 225. Merckx (Bel.), 10 h. 42 min. ; 226. Merckx (Bel.), 10 h. 43 min. ; 227. Merckx (Bel.), 10 h. 44 min. ; 228. Merckx (Bel.), 10 h. 45 min. ; 229. Merckx (Bel.), 10 h. 46 min. ; 230. Merckx (Bel.), 10 h. 47 min. ; 231. Merckx (Bel.), 10 h. 48 min. ; 232. Merckx (Bel.), 10 h. 49 min. ; 233. Merckx (Bel.), 10 h. 50 min. ; 234. Merckx (Bel.), 10 h. 51 min. ; 235. Merckx (Bel.), 10 h. 52 min. ; 236. Merckx (Bel.), 10 h. 53 min. ; 237. Merckx (Bel.), 10 h. 54 min. ; 238. Merckx (Bel.), 10 h. 55 min. ; 239. Merckx (Bel.), 10 h. 56 min. ; 240. Merckx (Bel.), 10 h. 57 min. ; 241. Merckx (Bel.), 10 h. 58 min. ; 242. Merckx (Bel.), 10 h. 59 min. ; 243. Merckx (Bel.), 11 h. 00 min. ; 244. Merckx (Bel.), 11 h. 01 min. ; 245. Merckx (Bel.), 11 h. 02 min. ; 246. Merckx (Bel.), 11 h. 03 min. ; 247. Merckx (Bel.), 11 h. 04 min. ; 248. Merckx (Bel.), 11 h. 05 min. ; 249. Merckx (Bel.), 11 h. 06 min. ; 250. Merckx (Bel.), 11 h. 07 min. ; 251. Merckx (Bel.), 11 h. 08 min. ; 252. Merckx (Bel.), 11 h. 09 min. ; 253. Merckx (Bel.), 11 h. 10 min. ; 254. Merckx (Bel.), 11 h. 11 min. ; 255. Merckx (Bel.), 11 h. 12 min. ; 256. Merckx (Bel.), 11 h. 13 min. ; 257. Merckx (Bel.), 11 h. 14 min. ; 258. Merckx (Bel.), 11 h. 15 min. ; 259. Merckx (Bel.), 11 h. 16 min. ; 260. Merckx (Bel.), 11 h. 17 min. ; 261. Merckx (Bel.), 11 h. 18 min. ; 262. Merckx (Bel.), 11 h. 19 min. ; 263. Merckx (Bel.), 11 h. 20 min. ; 264. Merckx (Bel.), 11 h. 21 min. ; 265. Merckx (Bel.), 11 h. 22 min. ; 266. Merckx (Bel.), 11 h. 23 min. ; 267. Merckx (Bel.), 11 h. 24 min. ; 268. Merckx (Bel.), 11 h. 25 min. ; 269. Merckx (Bel.), 11 h. 26 min. ; 270. Merckx (Bel.), 11 h. 27 min. ; 271. Merckx (Bel.), 11 h. 28 min. ; 272. Merckx (Bel.), 11 h. 29 min. ; 273. Merckx (Bel.), 11 h. 30 min. ; 274. Merckx (Bel.), 11 h. 31 min. ; 275. Merckx (Bel.), 11 h. 32 min. ; 276. Merckx (Bel.), 11 h. 33 min. ; 277. Merckx (Bel.), 11 h. 34 min. ; 278. Merckx (Bel.), 11 h. 35 min. ; 279. Merckx (Bel.), 11 h. 36 min. ; 280. Merckx (Bel.), 11 h. 37 min. ; 281. Merckx (Bel.), 11 h. 38 min. ; 282. Merckx (Bel.), 11 h. 39 min. ; 283. Merckx (Bel.), 11 h. 40 min. ; 284. Merckx (Bel.), 11 h. 41 min. ; 285. Merckx (Bel.), 11 h. 42 min. ; 286. Merckx (Bel.), 11 h. 43 min. ; 287. Merckx (Bel.), 11 h. 44 min. ; 288. Merckx (Bel.), 11 h. 45 min. ; 289. Merckx (Bel.), 11 h. 46 min. ; 290. Merckx (Bel.), 11 h. 47 min. ; 291. Merckx (Bel.), 11 h. 48 min. ; 292. Merckx (Bel.), 11 h. 49 min. ; 293. Merckx (Bel.), 11 h. 50 min. ; 294. Merckx (Bel.), 11 h. 51 min. ; 295. Merckx (Bel.), 11 h. 52 min. ; 296. Merckx (Bel.), 11 h. 53 min. ; 297. Merckx (Bel.), 11 h. 54 min. ; 298. Merckx (Bel.), 11 h. 55 min. ; 299. Merckx (Bel.), 11 h. 56 min. ; 300. Merckx (Bel.), 11 h. 57 min. ; 301. Merckx (Bel.), 11 h. 58 min. ; 302. Merckx (Bel.), 11 h. 59 min. ; 303. Merckx (Bel.), 12 h. 00 min. ; 304. Merckx (Bel.), 12 h. 01 min. ; 305. Merckx (Bel.), 12 h. 02 min. ; 306. Merckx (Bel.), 12 h. 03 min. ; 307. Merckx (Bel.), 12 h. 04 min. ; 308. Merckx (Bel.), 12 h. 05 min. ; 309. Merckx (Bel.), 12 h. 06 min. ; 310. Merckx (Bel.), 12 h. 07 min. ; 311. Merckx (Bel.), 12 h. 08 min. ; 312. Merckx (Bel.), 12 h. 09 min. ; 313. Merckx (Bel.), 12 h. 10 min. ; 314. Merckx (Bel.), 12 h. 11 min. ; 315. Merckx (Bel.), 12 h. 12 min. ; 316. Merckx (Bel.), 12 h. 13 min. ; 317. Merckx (Bel.), 12 h. 14 min. ; 318. Merckx (Bel.), 12 h. 15 min. ; 319. Merckx (Bel.), 12 h. 16 min. ; 320. Merckx (Bel.), 12 h. 17 min. ; 321. Merckx (Bel.), 12 h. 18 min. ; 322. Merckx (Bel.), 12 h. 19 min. ; 323. Merckx (Bel.), 12 h. 20 min. ; 324. Merckx (Bel.), 12 h. 21 min. ; 325. Merckx (Bel.), 12 h. 22 min. ; 326. Merckx (Bel.), 12 h. 23 min. ; 327. Merckx (Bel.), 12 h. 24 min. ; 328. Merckx (Bel.), 12 h. 25 min. ; 329. Merckx (Bel.), 12 h. 26 min. ; 330. Merckx (Bel.), 12 h. 27 min. ; 331. Merckx (Bel.), 12 h. 28 min. ; 332. Merckx (Bel.), 12 h. 29 min. ; 333. Merckx (Bel.), 12 h. 30 min. ; 334. Merckx (Bel.), 12 h. 31 min. ; 335. Merckx (Bel.), 12 h. 32 min. ; 336. Merckx (Bel.), 12 h. 33 min. ; 337. Merckx (Bel.), 12 h. 34 min. ; 338. Merckx (Bel.), 12 h. 35 min. ; 339. Merckx (Bel.), 12 h. 36 min. ; 340. Merckx (Bel.), 12 h. 37 min. ; 341. Merckx (Bel.), 12 h. 38 min. ; 342. Merckx (Bel.), 12 h. 39 min. ; 343. Merckx (Bel.), 12 h. 40 min. ; 344. Merckx (Bel.), 12 h. 41 min. ; 345. Merckx (Bel.), 12 h. 42 min. ; 346. Merckx (Bel.), 12 h. 43 min. ; 347. Merckx (Bel.), 12 h. 44 min. ; 348. Merckx (Bel.), 12 h. 45 min. ; 349. Merckx (Bel.), 12 h. 46 min. ; 350. Merckx (Bel.), 12 h. 47 min. ; 351. Merckx (Bel.), 12 h. 48 min. ; 352. Merckx (Bel.), 12 h. 49 min. ; 353. Merckx (Bel.), 12 h. 50 min. ; 354. Merckx (Bel.), 12 h. 51 min. ; 355. Merckx (Bel.), 12 h. 52 min. ; 356. Merckx (Bel.), 12 h. 53 min. ; 357. Merckx (Bel.), 12 h. 54 min. ; 358. Merckx (Bel.), 12 h. 55 min. ; 359. Merckx (Bel.), 12 h. 56 min. ; 360. Merckx (Bel.), 12 h. 57 min. ; 361. Merckx (Bel.), 12 h. 58 min. ; 362. Merckx (Bel.), 12 h. 59 min. ; 363. Merckx (Bel.), 13 h. 00 min. ; 364. Merckx (Bel.), 13 h. 01 min. ; 365. Merckx (Bel.), 13 h. 02 min. ; 366. Merckx (Bel.), 13 h. 03 min. ; 367. Merckx (Bel.), 13 h. 04 min. ; 368. Merckx (Bel.), 13 h. 05 min. ; 369. Merckx (Bel.), 13 h. 06 min. ; 370. Merckx (Bel.), 13 h. 07 min. ; 371. Merckx (Bel.), 13 h. 08 min. ; 372. Merckx (Bel.), 13 h. 09 min. ; 373. Merckx (Bel.), 13 h. 10 min. ; 374. Merckx (Bel.), 13 h. 11 min. ; 375. Merckx (Bel.), 13 h. 12 min. ; 376. Merckx (Bel.), 13 h. 13 min. ; 377. Merckx (Bel.), 13 h. 14 min. ; 378. Merckx (Bel.), 13 h. 15 min. ; 379. Merckx (Bel.), 13 h. 16 min. ; 380. Merckx (Bel.), 13 h. 17 min. ; 381. Merckx (Bel.), 13 h. 18 min. ; 382. Merckx (Bel.), 13 h. 19 min. ; 383. Merckx (Bel.), 13 h. 20 min. ; 384. Merckx (Bel.), 13 h. 21 min. ; 385. Merckx (Bel.), 13 h. 22 min. ; 386. Merckx (Bel.), 13 h. 23 min. ; 387. Merckx (Bel.), 13 h. 24 min. ; 388. Merckx (Bel.), 13 h. 25 min. ; 389. Merckx (Bel.), 13 h. 26 min. ; 390. Merckx (Bel.), 13 h. 27 min. ; 391. Merckx (Bel.), 13 h. 28 min. ; 392. Merckx (Bel.), 13 h. 29 min. ; 393. Merckx (Bel.), 13 h. 30 min. ; 394. Merckx (Bel.), 13 h. 31 min. ; 395. Merckx (Bel.), 13 h. 32 min. ; 396. Merckx (Bel.), 13 h. 33 min. ; 397. Merckx (Bel.), 13 h. 34 min. ; 398. Merckx (Bel.), 13 h. 35 min. ; 399. Merckx (Bel.), 13 h. 36 min. ; 400. Merckx (Bel.), 13 h. 37 min. ; 401. Merckx (Bel.), 13 h. 38 min. ; 402. Merckx (Bel.), 13 h. 39 min. ; 403. Merckx (Bel.), 13 h. 40 min. ; 404. Merckx (Bel.), 13 h. 41 min. ; 405. Merckx (Bel.), 13 h. 42 min. ; 406. Merckx (Bel.),



## L'immobilier

VENTE : 430.000. Tél. 01-47-32-22-89  
**VOTRE PLAN DU COMPTE**  
 d'épargne logement  
 vous permet d'investir  
 dans du renouvelé

**INVESTISSEZ**  
**A PARIS**

dans immo. rénovés à 100 %  
**PLACEMENT D'AVENIR**  
 Location, 2 p., duplex, 3 p.,  
 entièrement confort.  
 Pour investisseurs  
 Société gestion assurée  
 Groupe VRIADU - 351-32-25

Importants Sociétés locat.  
 dans immeuble bon standing  
 2 p. 51 m2, terrasse 15 m2, loc.  
 ch. 220.000.  
 5 p., 100 m2, log. 2.500 F. C.  
 574 F., parking 150 F.  
 S'adresser chez Le Gardiennage  
 20-40, rue Lavoisier  
 Paris-17\* - Tél. : 924-46-43.  
 Agences d'habitat.

**Région  
 parisienne**

**PRES BOUTES-CHAUMONOT**  
n° 1 cft. 73 m² à 2 balc., Im.  
général, 92 m², de l'imp. rec. sur  
garage, 92 m², de l'imp. rec. sur  
P. Part. vnt apté s. p. + balc.  
gar., 92 m², de l'imp. rec. sur  
calme, ensol. 320.000 F.  
Maire indiv. poss. Tél. 767-29-10.

**Paris**  
**Rive gauche**

\* Commerce et Ca.-Michels

**PEITIT RM. P. DE TAILL.**  
Immeuble d'angle, 110 m²,  
sur place : 66, rue des Entre-  
preneurs-19, le jeudi, vendredi,  
samedi, dimanche, 11 h - 18 h.

**Paris**

Association Elèves Ecole I

6 p., 2. semi. balc. 96 ft  
parties. 120000. P. 574-585.

**INVENTION** Dans le  
travail irrégulier.  
13. R. 2. refait neuf,  
s. et salle de bains. Car-  
pettes. Vitr. 120000. P. 574-585.

**NEON** - Tr. beau Sud-Ouest  
refait. Impact. 40 m2. Postes  
tr. 120000. P. 574-585.

**13. R. rue Dauphine**, n° 59

**17. RD SAINT-GERMAIN**  
AU 2. 120000. P. 574-585.

**EXCLUSIVITE** - 225-40-75

si possible - Tel. : 337-55-55

**Région  
parisienne**

Pour Société européenne, ci-  
villes, pavill. neuve. Cadres  
Durée 2 à 6 ans - 293-57-82

Rech. 35 Acqs. Pavill. 2 à 2  
Banlieue Ouest - 523-48-79

**constructions  
nouves**

[illegible]

**locaux  
commerciaux**

à la CHAUSSE-D'ANTIN  
tous (cession bail 50,000),  
à BUREAUX 200 m. Loy.  
F.P. 1 an, 3 lignes. Mètres.  
Téléphone : 804-39-21

**Immobilier  
(information)**

— Beau 2 pièces 60 m<sup>2</sup>.  
Habitations fin 77.

XIII<sup>e</sup> M<sup>e</sup> TOLBIAC  
— pièces + terrasse.  
— 3 pièces.  
Livrables fin 76.

XV<sup>e</sup> R. DE L'ÉGLISE  
— Studio, vraie cuisine.  
— 2 pièces + terrasse.  
Habitations fin 77.

XVIII<sup>e</sup> pr. R. CHAMPIGNNET  
— Chambres, 84,000 F.  
— Studio, vraie cuisine.  
— 22,500 F.  
— 2-3 et 4 pièces.

41, av. Friedland - 225-93-69

**PROPRIÉTAIRE**  
Loue 1 ou plusieurs bureaux  
refais nœuds - Tél. : 758-12-40

**chasse-pêche**

**AU NORD DE TOURS**  
ACTIOnS de chasse petit et  
gros gibier, 650 hectares.  
Tél. : 706-27-62, heures bureau,  
ou 706-30-10, après 20 heures.

**64**

**BORD DE LOIR**  
BUNGALOW 2 pces, cuis., cab.  
toil. Terrass., s/2300 m<sup>2</sup> plantés  
nembr. pampiers, 40 m berge  
directe privée sur beau LOIR.  
Prix : 89.000 F.  
Ag. de BONNEVAL (78)  
Tél. : (15-37) 96-25.22. et. dim.

[illegible][illegible]

**EXCEPTIONNEL**

Ferme de 400 hectares  
sur un sol fertile,  
terrain découvert,  
sans paturages fertiles,  
sans haies, bois, arbres,  
totalement isolée de  
zone de travail pour assurer  
tranquillité, serage pour 3  
tires, électricité, gaz, mail-  
les, bétail, plusieurs fermes  
tous les bâtiments agricoles  
et domestiques. Dans la  
vallée de Shenandoah, en Vir-  
ginie. Prix raisonnable : 1 mil-  
lion.

Libre rapidement, 600.000 F.  
Téléph. 012-23-04, matin et soir.

**maisons de  
campagne**

Région POUILLY-SUR-CHÂTNE  
à 100 m. d'auvergne laud. 3  
FERMETTE 3 p., avec chemin-  
ier, 3.000 m. au envir. 55.000 F. +  
autres AFF. de 25 à 60.000 F.  
Téléph. 16 (03) 5276-15.

**maisons de  
campagne**

**6.800 M2** parc bordure  
 Impren. s'écoule de PANDELLE,  
 100 km. PARIS, gde entr., cais.,  
 541, sal. 50 = cheminée, 6 ch.,  
 3 w.-c., 2 bns, ch. centr., gr.  
 4000, 100 m. de la mer, 100  
 41000, 2 ans, 35, rue St-Louis,  
 EVREUX — 16 (32) 39-29-16.

les annonces classées du

**Monde**

sont reçues par téléphone

du lundi au vendredi de 9 h. à 12 h. et de 14 h. à 18 h.

**233 - 44 - 21**

**POSTES 392 ET 364**

Une annonce communique avant 15 heures peut paraître dès le lendemain.

**bureaux**

**PROPRIÉTAIRE**  
Loue 1 ou plusieurs bureaux  
refaits neufs - Tél. : 758-12-40

**chasse-pêche**

**AU NORD DE TOURS**  
ACTIORS de chasse petit et  
gros gibier, 650 hectares.  
Tél. : 706-27-42, heures bureau,  
ou 706-38-10, après 20 heures.

**fermettes**

**BORD DE LOIR**  
BUNGALOW 2 pers, cuis., cab.  
toil. Terrasse, 2/300 m2 plantés  
saub. peupliers, 40 m berge  
directe privée sur beau LOIR.  
Prix : 85.000 F.  
Aq. de 20.000 m2 (73)  
Tél. : (15-27) 90-25-22, et. dim.



## ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

### TRANSPORTS

#### LES LEÇONS DU TRAIN « CORAIL »

### Un compartiment à quatre-vingt-huit

Le compartiment est-il condamné à disparaître ? Les usagers du rail s'interrogent, qui voient, depuis un an, la S.N.C.F. équiper de voitures Corail sans compartiment. Cette « petite révolution » ferroviaire change ceux qui s'étaient fait une certaine idée du voyage en train, du voyage tout court.

Que les banquettes étaient dures ! Il fallait faire quelques pas pour remédier à l'inconfort des voitures à compartiment. Les voyageurs de deuxième classe se plaignaient d'être les laïcs-pour-corail de la S.N.C.F., beaucoup trop soucieux d'asseoir sa réputation sur des prouesses techniques.

« Ne l'oubliez pas : 80 % de notre clientèle voyageant en deuxième classe », indique-t-on à la société nationale. « Nous nous devons d'améliorer, de façon sensible, le confort des voitures. »

La S.N.C.F. mit en service, au tour des années 1960, des voitures couch, sans compartiment et à baies ouvrantes. « À l'époque, on ne savait pas faire autrement ; la climatisation n'était pas notre fort », avouent les techniciens. Cette innovation ne fut pas le gène des voyageurs : ils jugèrent ces voitures trop bruyantes et mal aérées.

Évident, de leurs savants calculs, les ingénieurs conclurent à la possibilité d'allonger les voitures d'environ 2 mètres, à condition de gagner, en largeur, une dizaine de centimètres, pour une question d'équilibre dans les courbes. Il fallait donc abandonner toute idée de faire voyager les usagers du rail à quatre de front dans un compartiment de deuxième classe.

Sur les recommandations de l'Union internationale des chemins de fer (U.I.C.), la plupart des réseaux européens décidèrent de s'équiper de voitures de deuxième classe à compartiment de six places. La S.N.C.F. fit cavalier seul. « Cette formule nous a paru trop coûteuse pour que nous la relations, affirmant ses responsables. Nous aurions perdu un siège sur quatre par rapport au système couch : soixante-six places dans une voiture, contre cinquante dans l'autre. Le confort, oui, mais pas à n'importe quel prix.

Dans la voiture à compartiment conçue selon les normes européennes, le voyageur dispose de 636 millimètres pour se caler les épaules et de 300 millimètres pour étendre ses jambes. Dans la voiture couch, réduite par la S.N.C.F. on allonge l'usage d'un « domaine privé » de 537 millimètres de large sur 650 millimètres de long.

« Les jeunes avec nous »

Avec l'ancienne voiture à compartiment, le voyageur tournait nettement à l'avantage de la voiture couch, désormais climatisée. De récentes enquêtes sur les lignes Paris-Marseille-Nice et Paris-Bordeaux, après d'un échantillon de trois mille voyageurs, donnent les résultats suivants : 4,96 sur 10 pour la « deuxième classe » classique et 7,56 sur 10 pour la « deuxième classe » moderne.

La clientèle de première classe est moins sensible au confort des voitures Corail dans la mesure où la climatisation était installée à bord des Trans-Europ-Express. N'est pas pour elle une nouveauté, dans la mesure aussi où la disposition à trois sièges de front demeure inchangée. Habitée à des égards, enfin, elle admet mal de se voir imposer, comme tout un chacun, un système de restauration à la place.

Néanmoins, une très large majorité de passagers, notamment en deuxième classe, semblent apprécier — les enquêtes le prouvent — le confort des voitures Corail. Les responsables de la société nationale qui, par économie, se sont ralliés à cette formule, se disent prêts à « renverser la vapeur », si, en définitive, la clientèle en manifeste le désir.

Maintenir coûte que coûte les wagons Corail ? « Savez-vous que, tous trois conjoints, un repas codé 100 francs et que nous y sommes de notre poche pour environ 45 francs. Au bout du compte, celui qui pique-nique sur ses genoux subventionne celui qui se met à table », note-t-on à la société nationale.

Comment offrir aux voyageurs la possibilité de se dégoûter les jambes ? La S.N.C.F. a commandé cent trente voitures « bar-dépot », dont les premiers exemplaires seront mis en ligne dès le prochain service d'hiver. Il est prévu d'en acheter une ou deux aux trains Corail qui font au moins trois heures de route. Dans l'arrangement le moins favorable, il faudra traverser quatre voitures au maximum pour atteindre la « cafétéria ».

En 1980, la S.N.C.F. disposera, toutes classes confondues, d'un parc de 9 700 voitures rapides et express dont 2 000 voitures sans compartiment, tous genres réunis. Les techniciens de la S.N.C.F. insistent sur le fait que la société nationale, si, en définitive, la clientèle réagit mal à la formule « couch », il y aura toujours moyen de faire machine en arrière.

Il est facile, par exemple, de cloisonner les voitures Corail de deuxième classe. A plus long terme, les techniciens de la S.N.C.F. travaillent sur une nouvelle version du compartiment à huit places, économique et confortable à la fois. La quadrature du cercle.

JACQUES DE BARRIN.

### URBANISME

#### REÇUS A L'ÉLYSÉE

### Les architectes proposent une formule d'« honoraires conventionnés » pour la construction de maisons individuelles

Le président de l'ordre des architectes et le président de l'Union nationale des syndicats français d'architectes ont été reçus, jeudi 15 juillet, par le président de la République. Celui-ci leur a rappelé les objectifs du gouvernement dans ce domaine : assurer la production des sites bâtis, promouvoir une architecture contemporaine, développer l'esprit d'architecture dans le public et chez les constructeurs.

Le programme d'action des pouvoirs publics portera sur l'amélioration de l'enseignement de l'architecture, le recours obligatoire à l'architecte pour les édifices publics et les logements collectifs, l'insertion des architectes dans les organismes publics d'aménagement, la généralisation dans les départements des conseils architecturaux. M. Giscard d'Estaing a indiqué que le président de l'ordre des architectes devait être présent à la prochaine session du Parlement. Reste le vaste secteur des habi-

tations individuelles conçues par de simples entrepreneurs et par l'architecture constitue parfois une « production visuelle ». Pour celles-ci, le recours à l'homme de l'art restera facultatif. Aussi, les représentants des architectes ont-ils indiqué au président de la République qu'ils allaient étudier une formule d'« honoraires conventionnés » (à l'instar des médecins) pour que les constructeurs de maisons individuelles puissent faire des économies dans le cas où de mauvaises surprises.

#### LE P.C.F. ET LES PETITES SŒURS D'ÉPINAY-SUR-SEINE

Après l'article intitulé « Ah ! Si M. Marchais... » paru dans le Monde du 6 juillet, nous avons reçu de la section d'Épinay-sur-Seine du parti communiste les précisions suivantes :

Vous mettez en cause « M. Marchais », et à travers lui le parti communiste. Le maître d'Épinay n'est pas M. Marchais. Ce n'est pas même un communiste. C'est un socialiste. Les communistes sont minoritaires au sein du conseil municipal (...). Pour leur part, les communistes n'ont pas à spolier ni à exploiter personne.

Bien au contraire, ils cherchent en permanence à améliorer la vie démocratique de notre cité. Ils agissent avec tous les citoyens, et notamment les chrétiens, pour la défense de la petite propriété et ont récemment empêché à Épinay plusieurs expulsions de familles laborieuses. Depuis le début de l'entreprise de rénovation du centre-ville, ils ont mené campagne avec la population sur le thème « Rénovation oui ; spoliation non ». Plus récemment, ils ont été partie prenante dans la mise en place et l'action d'un « comité de défense » visant à limiter la densification de la zone rénovée et à adapter le quartier.

Pant-il préciser qu'ils se sont heurtés dans tous ces cas à la politique du pouvoir — et souvent celui aux côtés de la population ? Vous attribuez à la municipalité d'union démocratique le fait de densifier et de rentabiliser « à tout prix ». C'est cacher qu'il s'agit précisément ici de la politique nationale : celle qui encourage les collectivités locales dans le cadre du système bancaire et spéculatif (...).

Le parti communiste soutient l'aspiration de la population épinoise à voir s'étendre les espaces verts dans notre commune. Il veillera à ce que cela se réalise pour le bien de tous et au détriment de personne.

[Le Monde du 14 juillet a publié une lettre de M. Bonnemaison, maître d'Épinay.]

### Haute-Normandie

#### PAS ASSEZ DE « COLS BLANCS » DANS L'ÉCONOMIE RÉGIONALE

Le secteur tertiaire en Haute-Normandie s'accroît proportionnellement moins vite que la croissance industrielle, bien que celle-ci soit continue. Les « cols blancs » sont comparativement plus rares dans les entreprises normandes que dans le reste de la France. On assiste même à une « précarisation » de la structure sociale dans cette région de la Basse-Seine.

Tel est le constat d'une étude conjointe faite par la Mission de Basse-Seine, la Chambre régionale de commerce et d'industrie de Haute-Normandie.

Les causes de ce sous-développement ? Rouen, qui manque d'une véritable politique de développement économique et culturel, ne joue pas suffisamment son rôle d'« agglomération ». Un regret : cette métropole, septième agglomération de France, n'a pas été choisie comme métropole d'équilibre en 1964. A cause de la proximité de Paris, il faudrait pouvoir décider localement de la politique du crédit. Le rôle de la Société de développement régional devrait être renforcé. Enfin, le schéma d'aménagement de la Basse-Seine, caduc dans certaines de ses perspectives, doit être redéfini.

### Faits et projets

#### Qualité de la vie

● CLASSEMENT DES ÎLES CHAUSSEY. — Par arrêté du préfet de l'Orne, l'ensemble du 24 mai 1976 (J.O. du 16 juillet), l'archipel des îles Chausey, situé au large du Cotentin, est classé parmi les sites pittoresques. Exploitation que la création d'un parc national marin dans ces parages est envisagée.

● PECHINEY RELEVÉ LES INDEMNITÉS VERSEES AUX AGRICULTEURS DE L'ANNÉE 1975. — La direction de l'usine d'Almouyres-Pechiney, à Lannemezan, dont les agriculteurs bloquent les accès depuis une semaine, a accepté d'indemniser à plus de 95 % les dégâts (dans la polémique par le fleur) pour le bétail et les cultures. Cependant, cinquante-dix tracteurs restent en place, car les exploitants veulent obtenir une nouvelle convention d'indemnisation.

### Transports

● UN CENTRE DE CONTRÔLE AÉRIEN À HERST. — Un quartier centre régional de la navigation aérienne — après ceux d'Orly — à Athis-Mons, Aix-en-Provence et Bordeaux — vient d'être ouvert à l'opération (Finistère-Sud). Ce nouveau centre dans lequel cohabitent des techniciens de l'armée de l'air, de la marine nationale, du centre d'essais en vol et de l'aviation civile, contrôle une zone d'un rayon de 300 kilomètres autour de Brest.

## FAITS DIVERS

### Le garde des sceaux condamne l'action de commando contre la maison du colonel Peiper

Avant même que ne soit formellement établie l'identité du commando calciné découvert à Trèves dans les décombres de la villa de Joachim Peiper, plusieurs personnalités — semblant considérer qu'il ne peut s'agir que du corps de l'ancien colonel SS — ont condamné l'opération de commando menée dans la nuit du 13 juillet.

Au micro de R.T.I., M. Jean Lecanuet, ministre de la justice, s'est indigné de ces « actes de violence qui se substituent aux décisions judiciaires ». « Comme homme et comme résistant, je ne puis m'émouvoir sur le destin d'un officier qui a commis des crimes », mais M. Lecanuet, rappelant que Peiper avait été jugé et condamné, refuse d'admettre que « des groupes de Français — si ce sont des Français, l'instruction le dira — fassent justice eux-mêmes ».

De son côté, M. Serge Klarsfeld, qui, avec sa femme, Mme Beate Klarsfeld, a longtemps pourchassé les criminels nazis, a déclaré à

Europe n° 1 qu'il n'était pas d'accord avec l'opération dirigée contre le colonel Peiper car elle « relève d'une violence qui est abjecte sur l'un des rares nazis qui ait payé ses crimes d'une présence de douze années en prison ». Pour M. Klarsfeld, il est essentiel que les anciens tortionnaires du régime hitlérien « soient jugés par l'Allemagne d'aujourd'hui », qui, ainsi, se désolidariserait des crimes nazis. Mais l'avocat condamne l'action du commando de Trèves, qui a voulu « régler un compte avec quelqu'un qui a déjà réglé son compte avec la société ». Il est vrai que Joachim Peiper a été condamné à mort en 1946 pour avoir fait fusiller soixante et onze prisonniers de guerre américains lors de l'infiltration allemande des Ardennes, au mois de décembre 1944. Sa peine fut commuée en détention à vie et Peiper devait finalement être libéré en 1967. Justice était donc faite, plaident aujourd'hui ceux qui, sans pour autant oublier les crimes du passé, refusent que les exécutions sommaires se viennent à corriger des décisions jugées trop clémentes.

D'autres continuent d'estimer que l'ancien aide de camp d'Hitler n'avait pas payé pour l'intégralité de ses crimes. On le trouve surtout en Italie, à Boves, ce village du Piémont que Peiper transforma en Oradour pour punir une action de résistance. Mais, objectera-t-on, la justice s'est aussi prononcée sur ce crime : le 12 février 1969, le tribunal de Stuttgart jugea le « bourreau de Boves » et le relaxa « faute de preuves ». D'autres avaient demandé qu'il fût traduit devant un tribunal militaire italien. L'Allemagne fédérale s'y refusa. Elle a jugé. S'est-elle désolidarisée, comme l'y invite M. Klarsfeld ? Si le corps calciné retrouvé dans la villa de Trèves est bien celui de Joachim Peiper (ce que l'autopsie pratiquée ce vendredi 16 juillet déterminera peut-être), le colonel SS pourrait fort bien avoir été exécuté par d'anciens résistants italiens — hypothèse émise par le préfet de Haute-Saône — venus se substituer à une justice qu'ils estimaient trop clémentine. — D.F.

### ATTENTATS A PERPIGNAN

Deux explosions se sont produites à Perpignan jeudi matin 15 juillet, la première à l'entrée d'un local fréquenté par des réfugiés politiques espagnols et la seconde devant la Librairie espagnole, spécialisée dans la diffusion d'ouvrages antirégimes. Dans ce dernier cas, les dégâts sont importants. Plusieurs vitrines de magasins voisins ont été détruites. Ces attentats n'ont pas été revendiqués, mais les enquêteurs estiment qu'ils ont pu être commis par des militants espagnols d'extrême droite.

### A Creil

#### UN ALGÉRIEN EST MORT NOYÉ APRÈS AVOIR ÉTÉ ASSOMMÉ ET JETÉ DANS L'OISE PAR DEUX INCONNUS

Un Algérien de trente-huit ans, M. Said Irida, ouvrier à Creil (Oise), a été assassiné jeudi 15 juillet vers 5 heures du matin par deux inconnus. M. Irida rentrait du bal des Jeunes-Pompiers de la ville, qui venait de se terminer. Des bagarres y avaient éclaté et plusieurs personnes armées de marteaux et de couteaux y avaient été impliquées. Quelques instants plus tôt, au moment où M. Irida franchissait, à pied, le pont — très fréquenté — qui relie les deux rives de l'Oise, il fut assailli par deux passants, assommé et jeté dans le fleuve. Les deux hommes se sont enfuis en courant.

La police, prévenue par un couple circulant en voiture, a aussitôt entrepris des recherches, mais sans succès. L'autopsie du corps de M. Irida, faite jeudi soir, permit d'établir que l'Algérien est mort noyé. Il avait reçu six coups de poing et de marteau sur le dos, le ventre et la tête. L'enquête a été confiée à la Sûreté urbaine.

● Après l'intoxication collective dans un centre de vacances de Corcelles, dans l'Ain (Le Monde du 16 juillet), ce sont maintenant cent vingt-quatre enfants qui ont dû être hospitalisés. Leur état n'inspire toutefois aucune inquiétude. A la direction départementale de l'action sanitaire et sociale, on indique maintenant qu'il paraît certain que c'est une bactérie de la famille des salmonelles qui est responsable de l'intoxication. Les recherches se poursuivent.

● Un engin explosif a été découvert dans la nuit du 14 au 15 juillet dans les locaux du journal Ouest-France, près de Rennes. Une bouteille de gaz enveloppée de chiffons imbibés d'essence avait été placée sous un véhicule du journal.

### CATASTROPHES

#### LE SÉISME DE BALI

#### Plus de deux cents morts et deux mille blessés

Denpasar (Bali) (A.F.P., A.P., Reuter, U.P.I.). — Le bilan du violent tremblement de terre qui a secoué le nord de Bali le 14 juillet en début d'après-midi serait déjà supérieur à deux cent vingt tués (deux cent soixante-quinze selon une des agences), et on aurait dénombré plus de deux mille blessés. La ville qui a été la plus touchée par le séisme est Bontok, qui serait presque entièrement détruite. Plusieurs villages auraient également subi de graves dommages.

C'est la troisième fois en un mois que l'Indonésie est ébranlée par un tremblement de terre : à la mi-juin, la pointe nord de Sumatra a été secouée, heureusement sans victime ni dommage. Le 26 juin, un séisme catastrophique se produisit en Iran-Occidental (Nouvelle-Guinée indonésienne) dans une région montagneuse d'accès si difficile qu'il a fallu plusieurs jours pour en connaître le terrible bilan : quatre cent vingt-six morts retrouvés et quatre mille ou cinq mille disparus.

● Des inondations au Mexique ont provoqué la mort de cinquante personnes et la destruction de mille autres sans abri dans les États du nord et du centre du pays. Le trafic ferroviaire est interrompu, des routes sont coupées. L'état d'urgence a été déclaré dans les États de Nuevo León, Coahuila et Tlaxcala. — (A.P., U.P.I.).

**un train pas comme les autres**

**"BARCELONA TALGO"**

**PARIS ↔ BARCELONE**

en une nuit

voitures-lits 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> classes

compartiments à 1, 2 et 4 lits

renseignements parcs, bureaux de tourisme SNCF et agences de voyages

**SNCF**

**ORLY BEZIERS**

en VFW 614

le nouveau jet de 48 places

**AIR LANGUEDOC**

tel 687 23 24

هكذا من الأصل



des sociaux condam-  
né de commando contre  
du colonel Peiper

# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

LE MONDE — 17 juillet 1976 — Page 19

## Libres opinions

### Faire face à la spéculation contre le franc

par GILBERT GANTIER (\*)

Il n'était pas nécessaire d'être grand clerc pour savoir que la spéculation contre le franc reprendrait tôt ou tard. A dire vrai, le plus surprenant est qu'elle ne se soit pas manifestée plus tôt. Après l'attaque de l'automne dernier, enrayée pour quelques semaines en lançant par-dessus bord une partie de nos réserves en devises, après une nouvelle et puissante offensive qui nous contraignit, cet hiver, à consentir une dévaluation de fait en laissant flotter notre monnaie, on pouvait raisonnablement s'attendre à de nouvelles difficultés, parce que cela est conforme à la logique du système monétaire. L'intérieur duquel nous vivons et parce que les mollis qui peuvent appeler ce genre de raid monétaire existent.

Depuis l'abandon de tout système monétaire organisé, qu'il s'agisse des « points d'or » de jadis ou de la primauté négative encore reconnue du dollar, nos monnaies vivent un « hit parade » perpétuel, face à un auditoire de gnomes de Zurich — ou d'ailleurs, — en savant mais non sans jugement, orfèvres de l'art d'apprécier globalement la confiance qu'il est raisonnable de faire à tel ou tel ensemble monétaire examiné non seulement en lui-même mais, aussi en concurrence constante avec les autres. Des éléments fort divers entrent en ligne de compte : le rapport immédiat d'un dépôt, le niveau de l'inflation, la libéralité plus ou moins totale des transferts, la valeur de l'équilibre politique, l'efficacité nationale, les perspectives éventuelles d'enrichissement du pays, etc. Qui pourrait valablement se plaindre de ce jeu dont la règle essentielle paraît être : « Que le meilleur gagne ! »

La gestion des fortunes des rois du pétrole, celle des intérêts égoïstes des « multinationales » fustigées par le parti communiste, ne serait pas, nous dit-on, respectable. Peut-être. Mais n'y a-t-il pas parmi les grands spéculateurs internationaux nombre de banques centrales, éventuellement de pays de l'Est, qui opèrent dans l'intérêt légitime de leurs économies nationales ? Nos multinationales « nationales » — comme Michelin, la Compagnie française des pétroles, Rhône-Poulenc — doivent-elles être plus mal loties que leurs concurrentes étrangères ? N'existe-t-il pas des multinationales « nationales » ? Le devoir professionnel du directeur financier, de la région Renault, responsable des comptes en devises de son entreprise, n'est-il pas de calculer à tout moment des risques de change ? La vérité est que l'abandon, depuis de nombreuses années, d'un contrôle des changes a été à l'origine de la spéculation monétaire internationale en filtrant tous les transferts et plus qu'une option politique, presque un choix de société, et qu'il est vain, dans ces conditions, de fustiger ce que l'on aurait employé.

Mais le système actuel des monnaies, s'il ne comporte pas d'obligations très précises, dispose, en revanche, d'une sanction radicale : le déchaînement de la spéculation — à la hausse comme à la baisse, — qu'il est bien difficile d'arrêter par de simples déclarations ministérielles lorsqu'il a dépassé un certain niveau de crédibilité dans l'opinion des quelques milliers de personnes largement répandues de par le monde qui font les cours des changes. La question est alors de savoir pour les responsables politiques et monétaires d'un pays ce qu'ils peuvent faire, ce qu'ils doivent faire. La réponse est loin d'être évidente dans tous les cas.

Nous voici donc face à une situation qu'il importe de bien analyser avant toute décision. Un premier point peut être rapidement et brièvement établi : il n'est pas de la France de laisser dégrader sa monnaie. Non seulement des motifs politiques évidents s'y opposent, la qualité des gouvernements étant appréciée chez nous depuis le baron Louis comme depuis Poincaré à l'aune de leurs performances monétaires, mais aussi de sérieuses raisons économiques. Fortement consommateur — et le plan de relance a accru cette caractéristique, — le marché français repose aussi largement sur l'importation. Toute dévaluation se traduit donc par une hausse sensible des coûts intérieurs, c'est-à-dire soit par une diminution du niveau de vie, soit par une hausse corrélative des rémunérations.

D'autre part, sauf dans certains secteurs très particuliers, l'industrie française ne dispose pas de capacités de production inemployées qui bénéficieraient de façon significative d'une baisse des prix à l'exportation. Sur le plan social, enfin, dont le président de la République a maintes fois souligné l'importance qu'il y attache, la valeur « démocratique » de la stabilité monétaire n'est pas contestable, les classes les moins favorisées — notamment les personnes âgées et les familles — étant totalement ou largement tributaires de revenus fixes alors que les éléments déjà les plus favorisés répercutent facilement l'inflation, indexant ainsi en fait leurs revenus et accroissant de cette façon des disparités sociales, dont certaines sont choquantes.

C'est dire l'importance de l'enjeu de cette troisième crise de confiance qui atteint le franc en moins de dix mois. Si nous acceptons d'enlancer la valeur actuelle de notre monnaie, c'est autant du travail national qui se trouvera déprécié par rapport au monde extérieur. Si, au contraire, nous aurons une victoire sur cette crise, le progrès social pourra se poursuivre chez nous à peu près au même rythme que précédemment, sous réserve des ajustements nécessaires. Mais comment pouvons-nous y parvenir alors que, faute de change constant, nous n'avons pas été capables en six mois de calme monétaire de mettre un terme à l'inflation « à deux chiffres » ?

Un premier point est certain : il ne sert à rien de lutter contre la grande spéculation en bradant les réserves de la Banque de France. Ce procédé, qui permet d'aplanir les effets, s'est révélé complétement inopérant contre des tempêtes capables d'engloutir dix fois nos réserves. Il est beaucoup plus important de témoigner d'une résolution qui s'exprime plus dans les faits que dans les déclarations.

Voici de nombreux mois que le taux d'escompte de la Banque de France aurait dû être augmenté afin de mettre un terme à une surchauffe qui se manifeste depuis longtemps en maints secteurs. Mais il ne peut s'agir là que d'une mesure d'urgence, d'une première manifestation d'intention qui devra s'accompagner rapidement d'un certain nombre d'autres.

Le pari peut tout de même être tenu de réduire de moitié l'inflation d'ici à la fin de l'année par une série de mesures tendant à rééquilibrer nos comptes extérieurs et intérieurs. La préparation du budget de l'Etat pour 1977, actuellement dans sa phase finale, doit être poursuivie avec rigueur. Le mécanisme des crédits doit être fort inflationniste — notamment en matière de prêts à la construction — doit faire l'objet d'un sérieux réexamen dans son ensemble. Mais surtout la révision du budget social de la nation doit être entreprise sans tarder avec le concours de l'ensemble des partenaires sociaux et en plaçant enfin les uns et les autres devant leurs responsabilités réelles. Il importe en dernier lieu, pour dégrader des possibilités d'exportation, de mettre sur pied une politique des revenus qui ne soit pas un leurre. Pour cela le pouvoir d'achat des Français les plus modestes doit être intégralement maintenu. Mais celui des autres doit pouvoir se diriger vers des possibilités d'épargne réellement attrayantes. Alors que la France est l'un des Européens les plus soucieux d'épargner une part de son revenu, on reste confondu de voir combien l'imaginaire des technocrates s'est peu soucieux de leur part de cette caractéristique pour stimuler l'investissement productif au bénéfice de tous. Il n'est que temps d'offrir des formules de placement originales qui donnent des garanties aux épargnants, même au prix d'une indexation limitée. S'il est vrai également que « la politique de la France ne se fait pas à la corbille », il n'en est pas moins certain que le marasme prolongé de la Bourse de Paris ne constitue ni un signe de santé économique ni un encouragement à l'expansion. Dans ce secteur également il est urgent de faire parler l'imaginaire et de trouver des formules nouvelles adaptées à notre temps. Qu'on le veuille ou non, nous vivons dans un régime capitaliste qui n'a d'autre véritable alternative qu'un régime planifié et centralisé peu adapté à notre tempérament national. Soyons donc des capitalistes démocratiques en attendant progressivement à tous les avantages du système existant plutôt qu'en le critiquant à tout moment.

(\*) Député républicain indépendant de Paris.

## AFFAIRES

Des prévisions pour 1976-1977

### LES DÉPENSES PUBLICITAIRES SE BORNENT À SUIVRE LA HAUSSE DES PRIX

Les dépenses publicitaires pourraient augmenter cette année de 15 à 20 % en valeur, retrouvant ainsi, en francs constants, à peu près leur niveau de 1974, indique l'Institut de recherches et d'études publicitaires (IREF), qui vient de mener une étude sur « le marché publicitaire français ».

L'augmentation des budgets est particulièrement sensible dans les secteurs Hygiène et soins, Transports et communications. Pour les autres secteurs de publicité, « l'année 1976, note l'IREF, correspond à une reprise, avec environ 11 % d'accroissement des dépenses publicitaires, ce qui signifie cependant une stagnation, compte tenu de l'évolution des prix ».

Les premières estimations des dépenses pour 1977 font pressager une progression des dépenses de 11 à 12 %, ce qui correspond à peu près à la hausse précédente. Les dépenses de publicité seraient donc maintenues, en francs constants, à leur niveau de 1976.

Les dépenses publicitaires et promotionnelles des sociétés de produits destinés au grand public se sont élevées à 10,5 milliards de francs en 1975 (+ 8,5 % par rapport à 1974), dont 6,1 milliards pour les « grands médias » (presse, radio, télévision, cinéma, publicité extérieure). L'IREF relève que la part de la presse est tombée de 75 % du total en 1969 à 63 % en 1975.

## EMPLOI

### Les diverses indemnités de chômage vont être regroupées dans un système unique annonce le ministre du travail

Entouré de MM. Lionel Stoléru et Paul Dijoud, respectivement secrétaires d'Etat à la revalorisation du travail manuel et à l'immigration, M. Michel Durafour a reçu la presse le 15 juillet. Ses déclarations ont porté sur les principaux points suivants :

● LE FREINAGE DES SALAIRES. Si une réflexion entre les secteurs sociaux pouvait intervenir à froid, ce serait une bonne chose, estime le ministre du travail. Mais M. Durafour constate que les syndicats majoritaires (Le confédéral, le CGT, le CFDT, le CFTC, le FO, le syndicat des enseignants, etc.) ne se sont pas prononcés sur la question de la stabilité monétaire n'est pas contestable, les classes les moins favorisées — notamment les personnes âgées et les familles — étant totalement ou largement tributaires de revenus fixes alors que les éléments déjà les plus favorisés répercutent facilement l'inflation, indexant ainsi en fait leurs revenus et accroissant de cette façon des disparités sociales, dont certaines sont choquantes.

● L'EMPLOI DES JEUNES. Il y a déjà, en 1976, 70 000 emplois de plus que l'année dernière. L'excédent attendu de 300 000 demandes d'emploi (700 000 jeunes ont achevé leurs études, mais l'on escompte 400 000 départs en retraite) devrait pouvoir être résorbé d'ici fin d'année. Cette année, M. Durafour, le fonction-

● M. PIERRE MAGNIN, député du secteur de Besançon, a été nommé membre du Conseil économique et social, au titre des personnalités qualifiées dans le domaine économique, social, culturel, ou culturel, en remplacement de M. Jacques Monod, décédé.

nement de l'Agence nationale pour l'emploi va être rendu plus efficace (création d'une inspection d'un réseau de télé-informateurs pour recueillir les demandes d'emploi, etc.).

● LA REPONSE DE L'INDEMNISATION DU CHOMAGE. Dès la rentrée, le gouvernement veut rassembler dans un système unique le versement des indemnités d'Etat et des prestations complémentaires, comme cela avait été envisagé il y a deux ans. Il ne s'agit pas, affirme M. Durafour, de restreindre les règles ouvrant droit aux différentes aides.

● L'ORIENTATION SCOLAIRE ET PROFESSIONNELLE. Elle va être réorganisée en liaison avec le plan et le ministère de l'Education nationale. L'ensemble des filières permettant le passage à la vie professionnelle sera réexaminé.

● LES LICENCIEMENTS DE DÉLEGUÉS SYNDICAUX. — En cas de recours hiérarchiques, les délégués licenciés contre l'avis de l'inspection du travail, M. Durafour a été donné pour règle d'autoriser ces licenciements s'il y a eu violence, séquestration, etc. C'est le cas, dit-il, pour les quatre délégués de l'usine Poulenc.

● LE FINANCEMENT DE LA SECURITE SOCIALE. Le projet de loi sera déposé à l'automne pour que les industries de main-d'œuvre ne soient pas pénalisées par rapport aux autres. L'assiette des cotisations fondées sur les salaires, serait maintenue, mais avec une répartition différente entre les activités.

## CONJONCTURE

### DU ROSE ET DU GRIS

La baisse du franc a plusieurs explications (voir page 22). Les cambistes, sensibles au déficit extérieur de la France (M. Barre a encore parlé jeudi de 7 milliards de francs pour l'ensemble de l'année), notent aussi que le taux d'inflation dans notre pays dépasse sensiblement celui de la plupart des grandes puissances industrielles occidentales. La hausse très rapide des prix des matières premières importées, qui ont augmenté de 10 % en six semaines et de 60 % en un an, y est pour quelque chose.

Le bruit qui court dans les milieux agricoles selon lequel le gouvernement pourrait s'appuyer sur la baisse du franc pour demander à Bruxelles une nouvelle évaluation du « franc sert » par rapport à l'unité de compte européenne ne contribue guère à la stabilité de notre monnaie. Nul ne sait encore si telle est effectivement l'intention des pouvoirs publics ; mais il est clair qu'un tel ajustement aurait pour effet immédiat le relèvement (en francs) des prix agricoles, fixés par Bruxelles en unités de compte européennes. Ainsi le monde agricole trouverait-il une sorte de compensation forfaitaire à la baisse de ses revenus provoquée par la sécheresse. M. Chirac, en tout cas, réaffirme jeudi aux dirigeants des Jeunes Agriculteurs que « quel qu'il en coûte, le revenu des paysans serait maintenu cette année, et qu'un bilan serait établi le 30 septembre prochain ».

Sur le plan industriel, la Banque de France a annoncé, vendredi, une amélioration de la production en juin dernier, faisant suite à la stagna-

tion de mars à mai, illustrée par l'indice officiel de la production industrielle (ci-contre). Contrairement à ce qu'espèrent le président de la République en avril, il y a fort peu de chances cependant que le plus haut niveau d'activité connu par notre pays (en juillet-août 1974) ait été retrouvé à la fin du second trimestre. D'où la persistance du chômage, demeuré en juin à son niveau de mai (ci-dessous).

### Pas de politique de revenus

Pour accélérer la reprise, sans stimuler l'inflation, le gouvernement souhaiterait pouvoir mener une politique des revenus. Mais M. Durafour — comme le président de la République — est sans illusion sur le sujet. « Si une réflexion entre les partenaires sociaux sur le problème des salaires pouvait intervenir à froid, ce serait une bonne chose », a déclaré jeudi le ministre du travail. Il a aussitôt ajouté qu'actuellement les syndicats étaient unanimes à refuser toute politique de ce genre.

Aussi le gouvernement s'orientait-il vers des actions plus limitées. Après avoir reçu de M. Giraudet, président d'Air France, un rapport sur la structure des salaires des travailleurs manuels, et s'être entretenu de ce sujet avec les organisations nationales et régionales, M. Durafour compte inviter celles-ci à ouvrir des négociations en vue de relever ces rémunérations.

G. M.

### Production : progrès en juin après trois mois de pause

« La production industrielle a légèrement progressé en juin, principalement dans les secteurs fabriquant des biens intermédiaires et des biens de consommation », a déclaré jeudi la Banque de France dans sa note mensuelle de conjoncture. Ce mouvement a été favorisé par le petit nombre

des interruptions de travail, qui avaient été plus fréquentes les mois précédents ; aussi a-t-il suscité une utilisation accrue de 2 % en avril et mai (10 % en six mois). Celle de biens intermédiaires est restée stationnaire en avril et mai (+ 7 % en six mois). Par rapport au sommet atteint en juillet-août 1974 (cote 129), la production industrielle française était donc en mai encore en recul de 6 % environ.

(M. Giscard d'Estaing avait, on s'en souvient, affirmé, le 22 avril dernier, que la France atteindrait « la fin du premier semestre le plus haut niveau d'activité que nous ayons enregistré ». Nous avions, à l'époque, exprimé de sérieuses réserves sur cette assertion. Il apparaît aujourd'hui, même si l'indice officiel de la production industrielle n'est pas très fiable, que l'écart de l'ordre de 6 % séparant le résultat de mai du record antérieur de juillet-août n'a pas de chance d'être comblé en un mois. Le rapport de la Banque de France donne à penser qu'il sera réduit de quelques points en juin. Mais l'assommoir présidentiel aura-t-il quelques peu présumé. — G. M.)

● DANS L'INDUSTRIE, LES INVESTISSEMENTS augmenteraient de 9 % — en valeur — en 1976 par rapport à 1975, indique l'enquête de l'INSEE réalisée en juin auprès des chefs d'entreprise, et qui porte sur environ les deux cinquièmes des investissements « produits des entreprises publiques et privées ». Cette progression, supérieure à celle (6 %) calculée en mars, provient surtout des firmes de moins de cinq cents salariés. Les investissements des grandes sociétés étant en général faibles. En volume, compte tenu de la hausse des prix, la progression est voisine de 1 %. Pour 1977, les investissements augmenteraient de 10 % en valeur.

● STAGNATION DE MARS À MAI. Le commentaire de la Banque de France sur l'indice de la production industrielle, publié le 15 juillet, confirme, à l'annonce de l'indice de la production industrielle de mai, en recul sur celui d'avril (121 contre 122 sur la base 100 = 1970) et identique à celui de mars (l'indice provisoire pour ce mois, évalué à 121, avait même été relevé à 122 par la suite).

Cette stagnation de l'indice trois mois durant, qui explique pour l'essentiel la quasi-stabilité du chômage en France (voir ci-contre) est expliquée pour mai par la chute de la production de l'énergie, due à une baisse de la production d'électricité et à une grève dans les charbonnages.

### COMMERCE : le déficit français a pratiquement disparu

La balance commerciale française a été — en chiffres bruts — excédentaire de 273 millions de francs en juin. Les exportations se sont élevées à 24 410 millions de francs et les importations à 24 137 millions. Cette balance avait été déficitaire de 835 millions en mai et de 1 235 millions en avril. En avril, le déficit des échanges extérieurs de la France a atteint 5 441 millions de francs.

En revanche, après correction des variations saisonnières, la balance commerciale française apparaît déficitaire en juin de 104 millions de francs, contre 762 millions en mai et 328 millions en avril. Les exportations ont atteint, selon ce mode de calcul, 23 192 millions de francs le mois dernier, ayant augmenté de 5,4 %

en un mois et de 23,5 % en un an. Les importations se sont élevées à 23 296 millions, en hausses de 2,3 % par rapport à mai et de 30,3 % par rapport à juin 1975. Depuis le début de l'année, le déficit commercial représente 3 213 millions de francs.

Commentant ces résultats, M. Raymond Barre, ministre du commerce extérieur, a déclaré : « Le commerce extérieur de la France a été pour le mois de juin pratiquement équilibré. Les résultats obtenus expriment la tendance au rééquilibrage qu'à travers les chiffres des mois précédents il était possible de déceler. Nos importations progressent désormais à un taux moins rapide que nos exportations. »

### CHOMAGE : pas de fléchissement

La situation de l'emploi est restée stable en juin. Les effectifs des chômeurs ont encore augmenté de 0,05 % par rapport au mois précédent et les offres d'emploi insatisfaites de 0,3 %. En mai, la progression mensuelle avait été respectivement de 1,8 % et de 3,9 %.

Le nombre des demandes d'emploi non satisfaites, en données observées, a atteint, selon les services officiels, 813 000 en juin au lieu de 843 000 en mai (- 4,1 %) et de 729 000 (+ 10,3 %) il y a un an. Le nombre des offres non satisfaites s'est élevé à 153 500 au lieu de 141 600 en mai (+ 8,8 %) et de 114 200 il y a un an (+ 34 %). Mais en données corrigées des variations saisonnières — seul moyen valable de comparer l'évolution sur plusieurs mois — le nombre des demandes non satisfaites passe de 961 000 en mai à 868 700 (+ 0,05 %) en juin, contre 877 500 il y a un an (+ 1 %). Le nombre des offres non satisfaites — toujours après correction saisonnière — passe de 134 400 en mai à 138 700 en

juin (+ 0,3 %) contre 103 300 (+ 34 %) il y a un an.

Le nombre des demandes nouvelles enregistrées en cours de mois a atteint, en juin, 101 700 contre 98 300 en mai (- 0,3 %). Cette tendance s'était déjà dessinée le mois précédent.

### PRIX : les matières premières importées par la France ont augmenté de 63 % en un an

L'indice des prix internationaux des matières premières importées par la France a augmenté de 63 % en un an (de juin 1975 à juin 1976). L'augmentation a été accélérée depuis deux mois : elle atteignait à fin juin 10 % depuis mai et 6 % depuis le début du mois. Les matières premières alimentaires sont les plus touchées (+ 11,6 % en deux mois contre 8 % pour les matières premières industrielles).

(PUBLICITE)

**SOCIÉTÉ NATIONALE DE L'ÉLECTRICITÉ DU NIGÉRIA**

**CONTRAT 3472/04**

POUR

**LA LIGNE DE TRANSMISSION DE 132 KV D'IWO-ISEYIN**

Un appel d'offres international est ouvert pour la fabrication, la fourniture, les essais, l'emballage, la livraison, le montage, la mise en service et l'entretien pendant douze mois des lignes HT dérivées du businage ci-dessous à construire au Nigéria.

80 km de ligne 132 KV de 150 mm<sup>2</sup> ACSS (câble d'aluminium à renfort acier) à circuit simple depuis un raccordement à la ligne existante Ibadan-Oshogbo à Iwo jusqu'à une nouvelle sous-station à Iseyin.

Cette ligne sera supportée par des pylônes en treillis d'acier. La date prévue pour l'achèvement des travaux est le 1<sup>er</sup> mai 1978.

Les sociétés intéressées sont invitées à envoyer une demande en deux exemplaires donnant des détails sur leur organisation légale et financière et leur expérience dans des contrats similaires.

Ces travaux seront financés par le National Electricity Power Authority (Société Nationale de l'Électricité du Nigéria).

Adresser vos demandes avec la référence TBN/3472/04 à Messrs. Price, Carter & Rider, 145-147 Fleet Street, Brighton BN1 6AP Sussex (Angleterre).

Le dossier d'appel d'offres sera disponible à la même adresse à partir du 31 juillet 1976 et un jeu de trois documents peut être obtenu contre un chèque de 200 nairas en faveur du National Electricity Power Authority. Cette somme ne sera pas remboursée.

Les offres complètes devront être renvoyées à l'Executive Secretary, National Electricity Power Authority, Electricity Head Quarters, 24-25 Marina, Private Mail Bag 12300, Lagos (Nigéria), et devront y parvenir au plus tard à midi heure locale le 1<sup>er</sup> novembre 1976.

Ces offres devront être accompagnées d'un bon d'offre pour une somme représentant 5 % du montant de l'offre.

Le dépouillement public se fera à 15 heures le 1<sup>er</sup> novembre 1976.

La National Electricity Power Authority n'est pas obligée d'accepter l'offre la plus basse ou une offre quelconque, et n'est pas responsable de tous coûts encourus par les soumissionnaires lors de la préparation de leur offre.



# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## ÉNERGIE

### LES « RABAIS » SUR L'ESSENCE

#### Les pouvoirs publics devraient sanctionner l'initiative de M. Edouard Leclerc

Tous les centres Leclerc de France devaient appliquer, ce vendredi 16 juillet, un rabais de 20 centimes sur le litre d'essence et de supercarburant. A de nombreux endroits, la gendarmerie a constaté cette baisse, qui contrevient à l'arrêté du 19 septembre 1975, limitant à 5 et 6 centimes le montant maximum des rabais. Les organisations de pompiers se concentrent A Gourin (Côtes-du-Nord), des pompiers ont occupé le centre Leclerc de cette petite localité.

De notre correspondant

Brest. — A compter de ce vendredi 16 juillet, l'essence et le super coûtent 20 centimes de moins le litre dans les cent cinquante centres Leclerc. Pourquoi ? M. Edouard Leclerc a expliqué qu'il n'entendait pas se laisser baisser le prix de l'essence. Il veut seulement attirer l'attention des pouvoirs publics sur une discrimination dont il prétend être victime de la part de l'administration.

Il a déposé, en 1975, une demande de permis de construire pour agrandir de 3 000 m<sup>2</sup> le magasin de 4 000 m<sup>2</sup> qui a ouvert en 1969 dans le quartier de Kergaradec, à Brest. Il a assuré un refus de l'administration, le rétrécissant à 200 m<sup>2</sup>. Or la commission départementale d'urbanisme commercial, qui se réunit le 27 juillet à Quimper, n'a pas inséré à l'ordre du jour son dossier.

Elle doit, en revanche, examiner deux autres demandes effectuées postérieurement à la sienne. L'une émane de l'économie bretonne, groupement créé par des commerçants du Finistère-nord, appuyé par Carrefour.

Ce dernier veut ouvrir un magasin de 36 000 m<sup>2</sup> à 100 mètres de chez Leclerc. Le projet de l'économie bretonne, plus modeste, est situé dans le même quartier. « Je ne vois pas d'inconvénient à être concurrencé par d'autres magasins », observe M. Leclerc. Cependant, je ne vois pas pourquoi on refuse une extension de mon magasin actuel. Le seul moyen de me défendre est d'adopter le prix de l'essence. Cela va faire des étincelles. Je n'y perds pas, car les pétroliers ne consentent une remise de 30 centimes par litre les clients seront heureux.

Une nouvelle fois, M. Edouard Leclerc part donc en guerre contre la loi Royer. Il a choisi le moyen détourné des rabais sur l'essence pour faire pression sur la commission départementale d'urbanisme commercial de Brest. « C'est pour nous un moyen de prouver qu'il y a des iniquités contenues dans la loi Royer », nous a-t-il confié. L'épiscier de Landernau s'engage, ce faisant, dans une dure bataille sur deux fronts.

Contre les pouvoirs publics, d'abord, notamment le ministère de l'économie et des finances. Un arrêté du 19 septembre 1975 limite à 5 et 6 centimes le montant maximum des rabais autorisés sur l'essence et le super. M. Edouard Leclerc reconnaît que son action est « parfaitement illégale », mais se dit prêt à aller en prison. Avant d'en arriver

à une telle extrémité — quelle publicité ce serait pour lui ! — on peut penser que les services de la Région de Brest se contenteront de verbaliser (les amendes prévues sont très fortes, pouvant atteindre le montant des stocks de carburant détenus), tout en intervenant discrètement pour que satisfaction soit donnée à M. Edouard Leclerc à propos de son hypermarché de Brest.

Malgré ses précautions oratoires, M. Edouard Leclerc entre aussi en guerre contre les pompiers. Il risque, par son action, d'entraîner une grève de ces derniers. « Le droit de grève est valable pour tout le monde et la grève des pompiers n'est après tout qu'une sorte de grève particulière », explique M. Edouard Leclerc. Il est vrai que par son rabais spectaculaire de 20 centimes, il met le doigt sur l'un des aspects particuliers de ce marché si complexe de la distribution des carburants en France. Les centres de M. Edouard Leclerc s'approvisionnent auprès des grandes compagnies et de temps en temps, des petits importateurs indépendants. « Grands » et « petits » lui consentent, comme à lui-même, des rabais de 30 centimes par litre. C'est énorme quand on sait que le prix officiel à la sortie de raffinerie est de 60 centimes.

Cette différence tient à la particularité de la réglementation française qui fixe pour les carburants un tarif officiel très supérieur au prix de revient réel aussi bien qu'au cours du marché libre européen, à Rotterdam notamment (où le litre de super fluctue autour de 30 centimes).

Les pompiers, gérants libres ou employés des entreprises publiques, qui ont une marge de distribution voisine de 15 centimes par litre, ne manquent pas de s'étonner une fois encore de ce phénomène. Dès le début de 1975, des mouvements de grève étaient intervenus après que M. Edouard Leclerc — déjà lui — et d'autres grandes surfaces (notamment de la région de Montpellier) se furent livrés à une escalade des rabais. En décembre et janvier, certains pompiers avaient repris l'offensive pour obtenir, cette fois, des compagnies pétrolières une augmentation de leurs marges de distribution. — J.-M. Q.

## Les déclarations de M. Durafour

(Suite de la première page.)

La nouveauté du rapport est de nous apprendre que l'homme, dans la force de l'âge, ne récupère pas complètement des fatigues résultant de cette forme de travail ; que cette récupération, toujours partielle, décroît avec l'âge, et qu'un moment arrive où elle se fait dans des conditions telles qu'il doit cesser d'assurer un travail de ce type. Le salarié perd alors les avantages financiers qui lui étaient accordés en contrepartie des efforts faits. Il peut même perdre tout emploi, dans la mesure où il ne peut trouver localement un travail normal.

Il faut insister sur la nouveauté de ces constatations. A ma connaissance, à ce jour, aucune législation particulière n'a été prise en la matière dans aucun pays. Pour des raisons essentiellement techniques que l'on comprend aisément, on ne peut étendre chaque jour les hauts fourneaux. Cette exigence confirme la nécessité du travail posté.

Ce qui m'apparaît « immoral », c'est que le recours au travail posté, et tout particulièrement au travail de nuit, ait lieu dans des cas où il n'est pas véritablement nécessaire mais simplement commode pour certaines entreprises ou routinier pour d'autres ;

qu'il ne soit pas toujours entouré de précautions suffisantes pour assurer la préservation de la santé des travailleurs ; et, enfin, qu'il soit assorti dans trop de cas de mesures exclusivement financières qui tendent à favoriser et non à freiner son développement.

Parmi les mesures concrètes que propose M. Wisner, quelles sont celles que nous comptons retenir en priorité ? Selon quelle procédure ? Certaines réformes ne nécessitent-elles pas une modification du code du travail ?

Il y a déjà une réglementation. Je rappelle que le travail de nuit est interdit aux femmes et aux jeunes et que le code du travail contient nombre de dispositions de nature à protéger le repos hebdomadaire. Pour le problème qui nous concerne le travail en continu n'est autorisé que dans un certain nombre de situations précises : dans les industries où sont mises en œuvre des matières susceptibles d'altération très rapide, et dans celles où toute interruption du travail entraînerait la perte ou la dépréciation du produit en cours de fabrication.

En tout état de cause, donc, la question que je pose n'est pas celle de savoir si une réglementation doit être prise, mais celle de savoir s'il faut l'améliorer, la préciser. C'est d'ailleurs bien ainsi que le rappelle la pose. Or, le gouvernement a déjà agi : dans le cadre de l'âge de la retraite à que le rapport la pose. Or le solitaire sans pour ce type, notamment la prévision des accidents du travail. C'est bien parce que le gouvernement est décidé à poursuivre une action ainsi engagée qu'il a demandé cette étude.

Mais les recommandations ont un aspect global et concernent aussi bien le ministère du travail et le secrétariat d'Etat à la condition des travailleurs manuels que le ministère de l'équipement, celui de la qualité de la vie et le secrétariat d'Etat à la formation professionnelle. Chacun des axes de solution suggérés par le rapport, mérite une étude approfondie. Qu'il faille d'abord mieux étudier le phénomène du travail posté, mieux mesurer ses effets, mieux informer les partenaires sociaux, me paraît aller de soi. C'est d'ailleurs pourquoi Lionel Stoléru et moi-même avons décidé de rendre public le rapport. Il faut chercher à réduire le nombre des travailleurs de nuit. Il faut diminuer les contraintes du travail posté et améliorer les conditions de vie de ceux qui sont concernés.

#### « Combiner la négociation et la réglementation »

Quant aux procédures, elles doivent reposer sur la négociation, la réglementation du travail, la négociation est déjà engagée. L'accord du 17 mars 1975 sur les conditions de travail matérialise la volonté commune des signataires non seulement de ne pas développer l'usage du travail posté en continu et semi-continu mais de le restreindre. Ce même accord comporte plusieurs recommandations précises, concernant l'attribution de repos compensateurs, de congés supplémentaires, d'une retraite anticipée, qui vont exactement dans le sens indiqué par le rapport.

Il va de soi que des incitations gouvernementales facilitent la négociation. A cet effet, la loi de finances rectificative, votée il y a quelques semaines, a créé le Fonds d'amélioration des conditions de travail destiné à donner des subventions aux entreprises qui feront, dans ce cadre fixé, des expériences exemplaires. Les crédits dégagés s'élèvent à 24 millions de francs pour les six derniers mois de l'année.

J'ajoute que j'ai décidé de mettre plus strictement le travail de nuit, et une actualisation de la liste des entreprises dans lesquelles le repos hebdomadaire peut être accordé un autre jour que le dimanche.

C'est des effets combinés de la négociation, de l'incitation et de la réglementation qu'il me semble que l'on doit attendre des effets concrets.

### LE RAPPORT DE M. WISNER SUR LE TRAVAIL POSTÉ

#### Huit thèmes d'action dont la réduction des services de nuit

« La voie adoptée jusqu'à présent, basée sur l'acceptation de conditions anormales de travail et leur association à des indemnités ou suppléments de salaires (...) est profondément immorale puisqu'elle conduit à une évolution marchande de la santé des travailleurs. » Cette vigoureuse condamnation du travail posté — celui des salariés qui travaillent tantôt le jour, tantôt la nuit, et parfois le dimanche — émane du rapport officiel sur « le travail posté », que MM. Alain Wisner et Jacques Garçonnet viennent de remettre au ministre du travail.

A partir de ce constat, les rapporteurs élaborent une série de propositions qui tendent à réduire le travail posté et — là où il est irremplaçable — à l'atténuer par des mesures qualitatives. « Il est évident », écrit M. Wisner, qu'il faudra toujours avoir recours à la pratique, et limiter soit-elle, du travail posté et de travail posté, c'est pour des raisons techniques. Il faut donc essayer de rendre ces conditions supportables et prévoir des compensations conséquentes pour que le travail posté puisse effectivement être assuré sans atteindre la santé pendant la durée de la vie professionnelle. On pourra ainsi réduire les besoins de reclassement.

C'est en décembre 1975 que le gouvernement avait confié à M. Wisner une mission d'étude sur ce sujet. Le rapport qui en résulte est d'une trentaine de pages. Il analyse la situation actuelle, dresse un constat des effets néfastes de cette forme de travail sur la santé, résume les commentaires des chefs d'entreprise (soixante), syndicalistes et personnalités interrogées ainsi que leurs suggestions, avant d'avancer une série de propositions faites par le rapporteur aux ministères.

Le travail posté, dont les formules d'application varient selon les branches et les usines (travail en équipes de 2 x 3, 3 x 3, 4 x 4,

travail continu ou semi-continu), concerne actuellement 21 % des ouvriers (soit plus de deux millions), au lieu de 12 % en 1957. Si l'on tient compte des répercussions de ce travail sur la vie sociale et familiale, « plus de quatre millions de Français, soit au moins un sur treize, sont directement concernés ».

#### Trois orientations générales

Le rapporteur note l'« inaptitude plus précoce » des salariés soumis au travail posté et « une atteinte prématurée de l'état général de certains » d'entre eux. En raison de l'ampleur du phénomène, il estime qu'« il s'agit d'un problème national qui justifie une action globale ». Dans le dernier chapitre du rapport, intitulé « Propositions d'amélioration des conditions de travail posté », le document présente tout d'abord trois orientations générales :

- 1) Réduire les effectifs des travailleurs postés : il s'agit là d'une « voie prioritaire », qui devrait concerner en premier lieu les effectifs de nuit. Le rapport souligne à ce propos l'importance du besoin de sommeil constaté (en quantité comme en qualité) et les difficultés nouvelles nées de la réduction du travail posté à des secteurs d'activité à charge mentale élevée, ainsi que, d'une façon plus générale, de l'élévation du niveau des exigences de nombreux postes.
- 2) Améliorer les conditions de travail des « postés » par un « allègement des contraintes de nature à réduire les « contre-temps » et non pas par l'octroi de primes ;
- 3) Faciliter la vie familiale et sociale.

#### Huit thèmes d'action

En conséquence, les rapporteurs proposent huit thèmes principaux d'action « souvent liés entre eux et complémentaires ».

● Réduire systématiquement les heures d'effectifs en travail de nuit, spécialement entre 23 heures et 5 heures du matin. Il s'agit, pour ce faire, d'automatiser les processus de production et d'installer des dispositifs susceptibles de mettre certaines machines en sommeil entre 23 heures et 5 heures du matin.

● Alléger la charge et les contraintes du travail posté par la « réduction de la durée des cinq équipes successives », la réduction à 6 heures du poste de nuit, le respect des congés de fin de semaine, l'adoption de repos de vingt-quatre heures, et la mise en œuvre de deux ou trois postes de nuit.

● Favoriser la participation des travailleurs postés à la vie de l'entreprise afin de réduire le sentiment d'isolement de ces salariés en leur donnant la possibilité de participer aux réunions des comités d'entreprise, de commissions diverses, des syndicats, ainsi qu'aux stages de formation.

● Améliorer les conditions de vie des travailleurs postés par la réduction des « bruits ambients » dans les quartiers, la construction d'« au moins une pièce insoustrée » par appartement dans les programmes d'habitat collectif, etc.

● Informer sur les conditions, les contraintes, les conséquences et les règles de vie du travail posté et en particulier du travail de nuit « en prescrivant une surveillance médicale spéciale, en prévoyant un âge minimum et maximum pour la première embauche (vingt ans et quarante ans), en garantissant le reclassement avec maintien des salaires après dix ans d'ancienneté et quarante-cinq ans d'âge, en permettant la mise à la retraite volontaire des cinquante-cinq ans après vingt-cinq ans de travail posté.

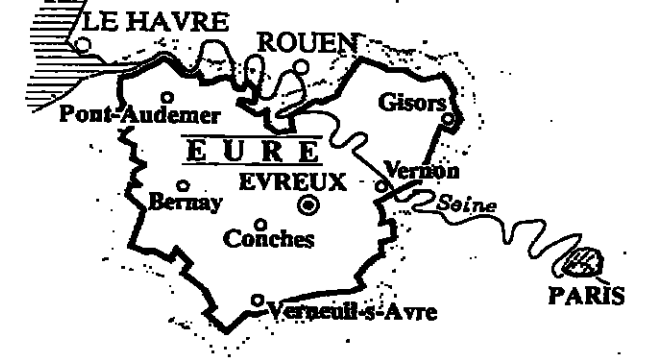
● Encourager les études sur l'aménagement des conditions de travail.

Pour atteindre ces objectifs, le rapport suggère la « coopération entre les partenaires sociaux d'une politique d'ensemble au niveau national », et des négociations rigoureuses dans les entreprises. — J.-P. D.

### à 1 heure de Paris le département de l'Eure

offre aux industriels des parcs de zones d'emploi dans des sites agréables.

La main-d'œuvre y est disponible et sérieuse.



- Evreux
- Vernon
- Gisors
- Bernay
- Pont-Audemer
- Conches
- Verneuil-sur-Avre

faciles d'accès, sont à mi-distance entre Paris et la mer.

Dans chacune de ces villes la Société d'Équipement du Département de l'Eure a organisé des lotissements pour toutes activités industrielles et tertiaires.

Documentez-vous dans les Mairies ou à la Société d'Équipement :

**S.E.M.E.D.E.**  
12, boulevard Georges Chauvin 27000 EVREUX  
Tél. : (16) 32.39.27.50

### A L'ÉTRANGER

● EN GRANDE-BRETAGNE, le producteur industriel a augmenté de 1 % en mai. Pour la seule industrie manufacturière, la hausse a été de 2 % en un mois et de plus de 5 % en un an. Cependant les prix de gros ont progressé de 1 % en juin, contre 1,5 % en mai. Par rapport à juin 1975, la hausse est proche de 15 %.

● AU JAPON, la balance commerciale a été excédentaire de 296 millions de dollars en juin, contre 28 millions en mai. Elle avait été déficitaire de 73 millions en juin 1975. Pour l'ensemble du premier semestre, l'excédent s'élève à 140 millions, contre à un déficit de 190 millions durant les six premiers mois de 1975.

● L'EMPRUNT NATIONAL MAROCAIN POUR LE SAHARA pourra, en raison de l'importance des souscriptions versées et attendues, dépasser le milliard de dirhams (environ 110 millions de francs) fixé comme objectif. Depuis l'annonce de l'ouverture de cet emprunt par le roi Hassan II (le Monde du 10 juillet), des souscriptions d'un montant élevé — certaines variant de 800 000 à 2 millions de dirhams et provenant de sociétés industrielles ou commerciales, ou de compagnies d'assurances — ont été enregistrées.

Pour louer une voiture à l'île Maurice, réservez chez **europcar** 645.21.25

### INVESTISSEUR RECHERCHE

IMMEUBLE DE BUREAUX, VIDE OU OCCUPÉ

1000 à 5000 m<sup>2</sup>

1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup>, 8<sup>e</sup>, 9<sup>e</sup>, 16<sup>e</sup>, 17<sup>e</sup> (Arr.), Neuilly

Contactez :

**Bourdais Bureauautomatique**

184 Boulevard de la République 92100 Nanterre

15 JUILLET







## UN JOUR DANS LE MONDE

### 2-3. EUROPE

— **ESPAGNE** : Juan Carlos renonce à son droit de « présentation » des évêques.

### 3. AMÉRIQUES

— **PROCHE-ORIENT** : Le coup d'Etat manqué de Kharoutem, le président Nassir met en cause l'Union soviétique.

### 4. AFRIQUE

— **LA GOUVERNANCE** : Le pouvoir (II), par J.-P. Chevènement. — **LIBRES OPINIONS** : « Pour une renégociation du programme commun », par Didier Schuller.

### 6. DÉFENSE

### 7. ÉDUCATION

### 8. JUSTICE

— Le gouvernement décidera seul de la composition de la commission « Informatique et libertés ».

### LE MONDE DU TOURISME ET DES LOISIRS

#### PAGES 9 A 13

— **LA CAMPAGNE** : La Provence dans les pas des drôles. Le Breizh par les chemins creux.

— **VACANCES EN VILLE** : — **PLAISIRS DE LA TABLE** : Tables d'été.

— **MAISON** : Mode, Hippisme, Jeux, Philatélie.

### 14-15. ARTS ET SPECTACLES

— **AVIGNON** : Adamov sous le chapiteau de la Satire, De Capo, de François-Bernard Mache.

### 16. SPORTS

### 16. FÉBILITON

— **ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS** : TRANSPORTS : les leçons du train Corail.

### 19-20. LA VIE ÉCONOMIQUE

— **LIBRES OPINIONS** : « Faire face à la spéculation contre le franc », par Gilbert Gantier.

### LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (13) : **ANIMÉES** : « L'été 1976 » ; **ANJOURD'HUI** (13) : Carnat (14) ; **JOURNAUX OFFICIELS** (13) ; **MÉTÉOROLOGIE** (13) ; **MOIS CROISÉS** (13) ; **BOURSE** (13).

Le numéro du « Monde » daté 16 juillet 1976 a été tiré à 522 489 exemplaires.

### ANTHONY

éditions masculines

**soldes**

142 bd St-Germain

## vient de paraître

## L'EGYPTE

UN VOLUME FORMAT 25 x 33



en vente chez votre libraire  
prix de lancement 98,00

**FERNAND NATHAN**

## La baisse du franc s'accélère

La baisse du franc s'est accélérée vendredi matin à la veille du week-end. Alors que, pour reprendre l'expression imagée d'un commentateur, « on s'endormait vendredi sur un cours du dollar égal à 4,7500 F », on s'est réveillé dans le milieu de la matinée avec une devise américaine valant 4,8450. Ce dernier cours correspond à une cotation du deutschemark de 1,86 F et du franc suisse de 1,9533 F. L'autre fait notable du marché des changes est la baisse de l'or amorcé jeudi au lendemain de l'adjudication du Fonds monétaire. Dans la matinée de vendredi, le cours a encore baissé, les premières transactions se faisant entre 118 et 119 dollars l'once.

Décidément, le ministre de l'économie et des finances n'a pas encore acquis la prudence de parole requise en pareilles circonstances. Commentant jeudi devant le micro de France-Inter les dérives du franc, le ministre de l'économie et des finances a déclaré : « Nous contrôlons ce flottement, et je ne pense pas que dans les jours qui viennent le franc s'écartera très sensiblement des niveaux actuels de parité par rapport au dollar et au mark ». L'expression « très sensiblement » a été immédiatement interprétée en France et à l'étranger (où elle a été traduite par l'expression anglaise « substantially ») par des opérateurs, ultra-sensibles comme toujours, que le ministre ne voyait guère d'inconvénients à ce que le franc perdît encore quelques points. Ce qu'il s'agissait de faire à la séance de vendredi.

Le ministre de l'économie et des finances est allé plus loin dans les prévisions en ajoutant que « dans le cadre de la politique économique que nous suivons », les parités actuelles ne devraient pas « être sensiblement bougées au cours des prochains mois ».

C'est un fait qu'un long terme le comportement du franc sur le marché des changes dépen-

dra de la politique économique et monétaire du gouvernement. On peut douter, toutefois, que celle qu'il mène depuis le lancement du plan de soutien (début septembre 1975) soit de nature à lui permettre de « contrôler » le mouvement du franc. Le gouvernement s'est vu une première fois contraint de faire sortir le franc du « serpent » le 12 mars ; tout indique que, depuis quelques jours, il a subi — même s'il a pu atténuer les effets par de coûteuses interventions de la Banque de France — l'attaque contre le franc qui a porté la valeur du dollar de 4,75 francs jeudi dernier aux alentours de 4,84 francs et celle du deutschemark de 1,84 à 1,8750.

### Les formes de la dépréciation du franc

Une preuve supplémentaire est fournie par la décision prise par les autorités de relever le loyer de l'argent. Si le marché au jour à jour, le taux a été porté à 8 1/4 % (au-dessus du taux de l'escompte, actuellement de 8 %). Or, pour ne pas compromettre les chances de la relance, le gouvernement s'est refusé jusqu'ici à utiliser cette arme. Il s'y est résigné sous la pression des événements.

Maîtriser à cru bon de déclarer encore : « Il n'y a pas de dévaluation en vue puisque nous sommes dans un système de flottement des monnaies ». Techniquement, cette phrase est irréprochable, mais dans la réalité, peu importe que la baisse de la monnaie prenne la forme d'une dévaluation (ce qui suppose l'existence de parités officielles) ou d'une baisse constatée sur le marché où le franc est soumis aux aléas du jeu de l'offre et de la demande. Depuis le 12 mars, le cours du franc a baissé d'environ 6,6 % (contre 2,5 % pour le dollar et 1,5 % pour le mark). Dans l'état actuel des choses, la seule modification officielle qui pourrait être apportée à la valeur du franc consisterait à dévaluer le « franc vert » qui sert à calculer les prix agricoles français à partir des prix fixés à Bruxelles en unités de compte. D'autant de care, ce vendredi 16 juillet en début de matinée, quelques deux cents policiers ont investi les locaux de l'imprimerie rouennaise (IMRO), entreprise des ouvriers de l'IMRO, étaient tous les jours de la semaine, et occupés depuis cette époque par son personnel, rue du Pré-de-la-Bataille, à Rouen (le Monde du 20 janvier).

Les ouvriers de l'IMRO étaient tous les jours de la semaine, et occupés depuis cette époque par son personnel, rue du Pré-de-la-Bataille, à Rouen (le Monde du 20 janvier).

Après le raid d'Entebbe

### UNE MISE AU POINT D'AIR FRANCE

M. Denis Dejean, directeur des services européens d'Air France, a fait une mise au point au sujet des déclarations qui lui ont été prêtées lors de son récent séjour en Israël (le Monde du 14 juillet).

M. Dejean affirme que ses propos ont été limités à deux points : « 1) Des les premiers jours du déroulement de l'opération, et jusqu'au 12 juillet, Air France a tenu une mission médicale prête à intervenir pour apporter son assistance aux otages. Aucun enquêteur n'a été envoyé à l'Exemple. » 2) Pour prévenir une éventuelle reprise d'actes de piraterie dirigés contre les avions civils, Air France a donné instruction à tous ses représentants dans le monde, et donc à son représentant en Israël, d'intervenir auprès des autorités locales afin d'obtenir de celles-ci un renforcement des mesures de contrôle et de sécurité.

Un couple d'Américains, qui voyageait à bord de l'Airbus détaché sur Entebbe, a engagé à New-York une action en dommages et intérêts contre les compagnies Air France et Singapour Airlines qu'il accuse de « négligence grave » et de « mépris pour la vie des passagers ». Il réclame deux millions et demi de dollars aux deux compagnies aériennes.

### A Rouen

### LA POLICE INVESTIT UNE IMPRIMERIE OCCUPÉE PAR SON PERSONNEL

(De notre correspondant.)

Rouen. Débarquant d'une journée de care, ce vendredi 16 juillet en début de matinée, quelques deux cents policiers ont investi les locaux de l'imprimerie rouennaise (IMRO), entreprise des ouvriers de l'IMRO, étaient tous les jours de la semaine, et occupés depuis cette époque par son personnel, rue du Pré-de-la-Bataille, à Rouen (le Monde du 20 janvier).

Les ouvriers de l'IMRO étaient tous les jours de la semaine, et occupés depuis cette époque par son personnel, rue du Pré-de-la-Bataille, à Rouen (le Monde du 20 janvier).

### Dans le Haut-Rhin

### QUATRE ENFANTS TUÉS DANS UNE COLLISION D'AUTOMOBILES

Quatre enfants de huit à quinze ans ont été tués et trois adultes blessés au cours d'un accident de circulation survenu jeudi 15 juillet près d'Eschvaler, dans le Haut-Rhin. La voiture de Mme Denise Roth, trente-cinq ans, demeurant à Eschvaler, près de Colmar, s'est engagée sur une route à grande circulation au moment où arrivait une autre automobile. Le choc fut très violent et les passagers des deux véhicules ont été éjectés.

Le fils de la conductrice, Nicolas Roth, huit ans, a été tué sur le coup. Sa sœur Catherine, quatorze ans, et deux camarades, Marc Geng, quatorze ans, habitant Eschvaler, et Patricia Kempf, quinze ans, demeurant à Bantzenheim (Haut-Rhin), sont mortes à l'hôpital dans la nuit de jeudi à vendredi.

Mme Denise Roth, le conducteur et le passager de l'autre voiture ont été sérieusement blessés.

A B C D E F G

tement l'actuelle spéculation contre le franc n'a pas l'ampleur de l'assaut dont le lire, puis le livre, ont été, au cours des derniers mois, victimes. Mais, en affirmant dans les circonstances actuelles qu'il contrôle la flétriement du franc, M. Pourcade risque d'accroître l'idée dévalorisante que le gouvernement, soit pour révéler les prix agricoles, soit pour soutenir un franc plus faible, ce qui serait parfaitement contradictoire avec son intention affichée de lutter contre l'inflation.

Pour évaluer la situation réelle de l'endettement extérieur, il convient de rapprocher les dettes contractées et les créances nouvelles vis-à-vis de l'étranger.

À cet égard, l'endettement net extérieur de la France à moyen et long terme se situe à un niveau sensiblement comparable à celui qui existait au 1<sup>er</sup> janvier 1974. En effet, si les dettes à moyen et long terme ont augmenté pendant les deux années 1974 et 1975 de 29,7 milliards de francs, les créances sur l'étranger ont augmenté de 29,7 milliards de francs, les créances nettes de l'étranger ont augmenté de 29,7 milliards de francs.

Pendant les quelques heures de cette retraite gauloise, les choses allaient se précipiter. De Martino jettait l'éponge. M. De Martino quittait lui-même la réunion pour aller réfléchir... à Naples !

Mère Marie-Yvonne, bénédictine, est décédée, le 15 juillet, à l'âge de soixante-trois ans. Comédienne avant d'entrer en religion, elle était connue notamment pour ses interventions à la télévision et dans la presse, en particulier dans « le Monde », sur des sujets religieux controversés.

### Mère Marie-Yvonne est morte

### Religieuse, mais femme d'abord

De retour à Paris, quitté le théâtre et entre au convent ? Elle fut l'union adressée à une jeune comédienne de la Comédie-Française, sur la scène du Théâtre de Genève, un soir de 1931. Yvonne Martin racontera cette conversion, prise au plus tard, lorsqu'elle sera devenue Mère Marie-Yvonne, bénédictine : « Un soir, à la fin du spectacle, en sortant sur le plateau, alors que je ne pensais qu'à Dieu et à mes problèmes, subitement et de manière à être, en moins d'une seconde, cloûde sur place, dans l'obscurité, par tous ces regards qui tous voient humaine (mais ce n'était pas une voix), cette infonction me fut adressée avec une puissance que je ne puis qualifier ».

De caractère entier, sensible, et surtout très féminine, Mère Marie-Yvonne a continué de jouer son rôle de Dieu et de l'Église. « Qui est mon Dieu ? a écrit Mère Marie-Yvonne. Il m'indigne de tout intellectuelisme, sans mépris, bien sûr, tout ce qui est intellectuel ; il m'entraîne vers les plus misérables. Il est celui de tous, et il se rend parfois sensible au cœur, c'est son droit. »

Et l'Église ? C'est celle du Vicaire du Christ, de la hiérarchie et donc des sacrements, qui, si elle ne me console pas toujours, est ce que j'ai et que, alors, je respecte, fût-ce en lui criant ma souffrance et mes désirs ».

Suivant son cœur plus que sa

raison, Mère Marie-Yvonne a toujours soutenu les victimes de ce monde, qu'il s'agisse des pauvres, des malades, des handicapés, des déshérités, des victimes de la campagne souffrante de misère et de solitude, voire des prêtres qui se mariaient. Dans un de ses livres, « Lettres à un méditant » (Desclée et Cie, 1969), elle débordait d'affection pour tous ceux qui cherchent Dieu sans le savoir, dont le plus célèbre fut le président Edouard Herriot. Elle avait déjà publié sa correspondance avec celui-ci sous le titre « Édouard Herriot et Dieu » (Casterman, 1965).

La sépulture religieuse qu'il a reçue avant d'être enterré dans le cimetière de la Madeleine, Mère Marie-Yvonne avait publié son dernier livre en 1970, « A cause de Dieu » (Stock).

Dévolement contre les tendances « horizontalistes » de l'Église d'aujourd'hui — « Politiser et socialiser le christianisme ne correspond pas vraiment à l'Évangile », a-t-elle écrit.

ALAIN WOODROW.

● Un début de maternité s'est produit, dans la nuit du jeudi 15 au vendredi 16 juillet, à l'intérieur de la cité de la pénitence de Saint-Martin-de-Ré (Charente-Maritime), dans l'île de Ré. Par solidarité envers l'un de leurs camarades, privé de promenade pour refus d'obéissance, environ cent soixante-dix détenus de droit commun ont refusé de regagner leurs cellules. Il fallut l'intervention de gendarmes mobiles pour les faire rentrer dans leurs cellules, ce vendredi matin vers 5 heures. — (Corresp.)

TERRES D'ADVENTURE

5, rue St-Victor - 75005  
Tél. 033 63 51

Programme spécialisé de voyages en Afrique, randonnées, pédestres, croisières, etc.

KILIMANJARO, RIVIERE KWAÏ, CAPADOCE, NIGER ET MALI... 2700 F à 4900 F

Départes toute l'année

## PARTISAN D'UN RAPPROCHEMENT AVEC LA D.C.

### M. Bettino Craxi est élu secrétaire général du parti socialiste italien

A l'issue de quatre jours de réunions très agitées, le parti socialiste italien a élu, vendredi 16 juillet, son nouveau secrétaire général : il s'agit de M. Bettino Craxi, quarante-deux ans, député de Milan, vice-président du parti depuis 1969, qui remplace M. Francesco De Martino, démissionnaire. Ce dernier n'a pas voulu entrer dans la nouvelle direction désignée la veille. L'élection de M. Craxi laisse prévoir des retrouvailles entre socialistes et démocrates-chrétiens, mais sur une base différente.

De notre correspondant

Rome. — « Jamais un comité central aussi confus n'aura donné des résultats aussi clairs ». Cette boutade résume assez bien le bouleversement qui vient de se produire au P.S.I. Nul n'imaginait que M. De Martino s'en traiterait ainsi vite et qu'un homme de l'âge de M. Bettino Craxi le remplacerait à main levée. Si les démissions sont fréquentes en Italie, elles ne durent guère. Alors que les successeurs de cette importance demandent en revanche du temps.

Que s'est-il donc passé ? Mardi 13 juillet, M. De Martino concluait la délégation socialiste au Quirinal, où le chef de l'État consultait les partis avant de désigner le nouveau président du conseil. La gauche du P.S.I., animée par M. Riccardo Lombardi, faisait démissionner en bloc la direction, et, de ce fait, M. De Martino remettait son mandat. Démission apparemment formelle et provisoire puisque le parti s'était bien gardé jusqu'à présent de faire de son secrétaire le bouc émissaire de l'échec électoral du 30 juin.

Dans le même élan, le comité central décidait que tous les courants internes étaient dissous. Personne ne s'en émut, sachant qu'on n'efface pas d'un trait de plume des chagrins de cette sorte. Une tendance, pourtant, allait se dénouer sur-le-champ : celle, majoritaire, du secrétaire général. Abandonné par la moitié des siens, M. De Martino quittait lui-même la réunion pour aller réfléchir... à Naples !

Pendant les quelques heures de cette retraite gauloise, les choses allaient se précipiter. De Martino jettait l'éponge. M. De Martino quittait lui-même la réunion pour aller réfléchir... à Naples !

ALAIN WOODROW.

et un certain nombre de « De Martiniani ». La gauche « lombardienne » elle-même devait finalement se joindre à cette coalition, voyant que son candidat, M. Antonio Giolitti, n'avait aucune chance de passer, et que chose plus curieuse, que ses propres « quadragésimes », eux aussi, l'avaient abandonné, en faveur du député de Milan. La retraite napolitaine de M. De Martino, suivie de son refus d'entrer dans la nouvelle direction, ne fit qu'encourager le regroupement.

Un, le parti l'était à nouveau, mais, derrière un autre homme, le verrou, au cours des prochaines semaines, un autre d'une politique différente, puisque M. Craxi représentait jusqu'à présent une tendance « droitiste » au sein du parti socialiste italien, penchant davantage pour la social-démocratie allemande ou scandinave que pour le « frontisme » de M. Mitterrand ? Rien, pour le moment, ne permet de le dire.

Le document politique adopté à l'unanimité par le comité central ne se distingue guère des récentes positions du parti synthétisées le 13 juillet par M. De Martino. Les socialistes sont toujours favorables à une « alternative de gauche », en Italie tout en sachant qu'elle n'est pas encore réalisable et que des « phases intermédiaires » s'imposent. Donc, un accord avec la démocratie chrétienne n'est pas à rejeter.

Cette dernière ne peut voir que d'un bon œil l'élection de M. Craxi. Le nouveau secrétaire général s'est essentiellement appuyé par M. Giacomo Mancini, lui-même très lié à M. Giulio Andreotti, président du conseil désigné. C'est dire que les négociations pour former le nouveau gouvernement en seront facilitées. Il faut cependant tenir compte de la sévérité avec laquelle M. Craxi n'a cessé, au cours des dernières mois, de se prendre au parti gouvernemental. Si à tout jours prône une autonomie à l'égard du parti communiste — on le qualifie parfois d'« accommodation éternel », ce n'est pas pour se jeter dans les bras de la démocratie chrétienne. « Le centre-gauche est fini, nous disait-il au début de l'année. C'est d'un genre-centre que l'Italie a besoin ».

### « Autonomiste » et pragmatiste

« Autonomisme ». M. Craxi l'est à tous points de vue, jusque dans sa manière de s'habiller. Il doit vraiment se faire violence — comme l'autre jour au Quirinal, pour mettre une cravate. Plus profondément, c'est un homme dégagé de schémas idéologiques trop précis : en bon socialiste lombard, il cultive le réalisme et le pragmatisme.

Avec lui, le secrétaire du P.S.I. revient au nord après onze années de « méridionalisme », cela lui donnera davantage d'ouverture à l'extérieur. M. Craxi entretient d'ailleurs personnellement des rapports étroits avec des dirigeants socialistes d'autres pays. Il s'est intéressé particulièrement au sort respectif de M.M. Dubcek et Allende, sympathisant dans un livre (« Socialisme de Santiago et Prague ») ses idées et ses craintes.

La note biographique que le nouveau secrétaire général a confiée à l'annuaire parlementaire est exceptionnellement brève. On y apprend que cet homme, grand de taille, corpulent et d'un calme imperturbable, est né le 24 février 1934, à Milan. Il fut fonctionnaire du parti avant d'être nommé député de sa ville natale à l'âge de trente-quatre ans. Rien de plus. On pourrait ajouter que M. Craxi est originaire de la bourgeoisie moyenne, que son père, membre de la Résistance, devint premier préfet de Côme après la libération, et que lui-même participa à la direction d'un mouvement étudiant, avant de devenir responsable de la Fédération socialiste milanaise de 1965 à 1968.

Le nouveau secrétaire général est, surtout, le fils spirituel de M. Pietro Nenni, qui reste à quatre-vingt-cinq ans, l'impitoyable du socialisme italien. Malgré leur différence d'âge, les deux hommes dirigent ensemble le même courant « autonomiste », le premier écoutant les conseils de l'autre et devenant peu à peu son digne successeur. C'est à ce titre qu'il fut nommé vice-secrétaire du P.S.I. en 1969 et, il y a quelques jours, président du groupe parlementaire à la Chambre. M. Craxi visait depuis quelque temps le secrétariat général, mais sans doute ignorait-il lui-même que cela se ferait aussi rapidement.

ROBERT SOLÉ.

هكذا من الأهل